



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Mai 2025 - n° 35

- **Documents de l'auto-dissolution du PKK (page 3)**
- **La vraie raison de la reddition du PKK : la question de la fin de la possibilité de bases d'appui pour une guérilla (page 18)**
- **La gauche en Turquie sans le paravent du PKK doit faire face au national-islamisme du régime turc : l'exemple de l'idéologie du poète Necip Fazil Kısakürek (page 22)**
- **Affrontements indopak de début mai 2025 : la superpuissance impérialiste américaine sauve une fois de plus le Pakistan (page 29)**
- **L'impérialisme français et sa contribution au conflit entre l'Inde et le Pakistan (page 34)**
- **La division religieuse forcée : les exemples du Pakistan et du Bangladesh (page 40)**
- **La bataille sino-américaine pour l'exploitation des mines sous-marines (page 71)**

La crise commencée en 2020 emporte tout sur son passage, l'instabilité produit la tentative de s'en sortir par l'expansion et le conflit armé entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025 en est l'expression directe.

Zone par zone, pays par pays, c'est le décrochage, avec une logique de repli nationaliste et d'agressivité extérieure, de militarisme et de prétentions internationales.

La Russie et l'Ukraine, Israël et Gaza, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, Donald Trump élu pour un nouveau mandat à la présidence américaine, le conflit « indopak »... tout cela rentre dans un contexte et forme substantiellement le contexte lui-même, celui de la guerre pour le repartage du monde.

éditorial

Le rythme des affrontements militaires change bien sûr, selon les situations tant locales qu'internationales. Suivre le rythme des événements est la fonction de *Crise*, et pour cette raison aucun numéro n'est réellement indépendant des autres.

Tout forme une accumulation, une sorte d'ignoble vague précipitant la guerre mondiale, et à laquelle doit s'opposer la seconde vague de la révolution mondiale.

En aucun cas, il n'est possible de penser qu'il est possible d'être révolutionnaire dans son pays en se contentant de suivre les événements nationaux au quotidien. Il y a forcément une dialectique qui se joue, tant entre les Etats que dans les rapports économiques internationaux, ainsi bien sûr que sur le plan de la lutte des classes.

Il faut, pour cette raison, souligner tant l'importance du refus de toute reddition que celle de l'acceptation de la bataille pour la ligne rouge. Rien ne vient spontanément, et encore moins dans des pays capitalistes impérialistes au haut niveau de vie, où le poids croissant de la subjectivité est évident pour développer la proposition révolutionnaire.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

La dissolution du PKK

Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan - Partiya Karkerên Kurdistan) a prononcé son auto-dissolution début mai 2025. Cela fait suite à la déclaration en ce sens d'Abdullah « Apo » Öcalan fin février. Le numéro 33 de *Crise* (avril 2025) compile les positions des organisations révolutionnaires de Turquie concernant cette décision.

Ces organisations se retrouvent dans une situation très mauvaise ; si elles avaient le vent en poupe dans les années 1990, elles se sont retrouvées marginalisées par la mondialisation capitaliste de la période 1989-2020. La plupart se sont mises dans l'orbite du PKK et maintenant que celui-ci abandonne la lutte armée, maintenir le cap va exiger de se distinguer du PKK.

Cela n'ira pas sans heurts : si beaucoup de Kurdes comprendront qu'en fait les organisations révolutionnaires ont raison dans leur analyse de l'État turc, qui est fasciste et non démocratique, l'ex-PKK verra forcément d'un mauvais œil des actions qu'il verra comme nuisibles à sa tentative d'intégrer les institutions.

Plus généralement, le PKK rejoint toute une série de propositions social-communautaires dans le monde, de l'EZLN mexicain aux zadistes français, en passant par le Rojava en Syrie. C'est l'idée de décentraliser, de créer une société post-révolutionnaire justement en décentralisant, en se fondant sur des communautés à petite échelle, pour se fédérer au fur et à mesure.

C'est une logique féodale, voire tribale ou même clanique, et si on regarde bien c'est déjà ce qui avait été réalisé dans la Libye de Mouammar Kadhafi (1942-2011), qui avec son « Livre vert » proposait une autogestion locale avec dimension fédérale, masque des rapports de force tribaux.

La conception actuelle de la Fédération de Russie n'est pas très éloignée, finalement, d'une telle approche qui permet à des notables de justifier leur pouvoir au nom de spécificités locales.

On a là évidemment une démarche d'anti-révolution, puisqu'au lieu de l'universalisme, on a le culte du particulier, une volonté de retourner en arrière, de se fonder sur les communautés restreintes, repliées sur elles-mêmes, avec par conséquent une véritable vénération des identités.

Mais ce n'est pas seulement ici qu'une telle option de la part du PKK trahit les principes de la révolution mondiale, de l'objectif d'une République socialiste mondiale, avec une humanité unifiée. Il y a aussi que les Kurdes de Turquie courent à la catastrophe s'ils adoptent une telle ligne.

Le PKK pense que si les Kurdes peuvent être utilisés comme levier de modernité par la Turquie, alors celle-ci les reconnaîtra et les intégrera comme communauté. C'est là rater la substance même de l'État turc, né sur les décombres de l'empire ottoman comme bastion nationaliste turc.

Ou bien le rêve du PKK est-il de devenir une Turquie capable de reconstituer une sorte d'empire ottoman ? Voire de renverser la vapeur si le projet échoue ? C'est tout à fait possible, mais un tel machiavélisme, typique de la région, ne peut qu'aboutir à des drames sanglants. ■

LA PRÉSENTATION OFFICIELLE

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan–PKK) a tenu son 12^e Congrès extraordinaire dans les zones de défense de Medya entre le 5 et le 7 mai, suite à l'« Appel à la paix et à la société démocratique » du dirigeant Apo, le 27 février 2025.

Le congrès, qui s'est tenu simultanément et en parallèle dans deux régions différentes des zones de défense de Medya, a réuni 232 délégués, dont des membres du conseil exécutif du PKK, des membres du comité central du PKK, des coprésidents et des membres du conseil exécutif de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), des membres du conseil militaire du HPG [*Hêzên Parastîna Gel*, Forces de défense du peuple], des membres de la coordination du KJK [*Komalên Jinên Kurdistan*, Communautés des Femmes du Kurdistan] et du PAJK [*Partiya Azadiya Jinên Kurdistan*, Parti de la Liberté des Femmes du Kurdistan].



Une affiche de Sirri Süreyya Önder, qui a récemment perdu la vie à cause d'une crise cardiaque, a été accrochée dans la salle des congrès où étaient accrochées des affiches d'Önder APO et des martyrs de la révolution.

Après la minute de silence en mémoire des martyrs de la révolution, l'élection du conseil du congrès a commencé. Après l'élection des membres du Comité exécutif du PKK Duran

Kalkan et Xalîde Engîzek, du membre du Conseil exécutif du KCK Sabri Ok, du membre du Comité central du PKK Hêlîn Ümit et du membre de la coordination du PAJK Raperin Munzur comme membres du bureau du congrès, l'ordre du jour du congrès a été avancé.

DURAN KALKAN : CE N'EST PAS LA FIN, C'EST UN NOUVEAU DÉPART

Le discours d'ouverture du congrès a été prononcé par Duran Kalkan, membre du comité exécutif du PKK. Duran Kalkan, membre du comité exécutif du PKK, qui a commencé son discours en commémorant tous les martyrs de la révolution en la personne de Haki Karer, Ali Haydar Kaytan (Fuat), Rıza Altun et Sirri Süreyya Önder, a déclaré que la dissolution du PKK « n'est pas une fin, mais un nouveau départ ».

Duran Kalkan a déclaré : « Bien sûr, ce congrès est différent des autres. Il peut être comparé au premier sur un point. Il a été organisé dans le but de mettre fin au PKK et de le replacer à sa place historique. Bien sûr, ce n'est pas la fin, mais une telle conclusion vise à ouvrir la voie à de nouveaux développements. Il vise à offrir des opportunités et des perspectives pour de nouveaux développements. »

« LE PKK EST DEVENU L'ORGANISATION DE LA LIGNE APÔÏSTE »

Déclarant que la structure centrale de l'organisation PKK s'est d'abord formée autour du dirigeant APO, Duran Kalkan a déclaré qu'ils étaient plus tard connus sous des noms tels que « Apocular », « Révolutionnaires du Kurdistan » et « Union de la jeunesse révolutionnaire du Kurdistan ». Duran Kalkan, membre du comité exécutif du PKK, a déclaré : « Fin 1978, le PKK a ressenti le besoin de s'organiser en parti, et c'est ainsi qu'est né le nom de "Partiya Karkerên Kürdistan". Il n'était pas né sous le nom de PKK. Il est important de comprendre cette réalité.

Mais bien sûr, le PKK est devenu une organisation de la ligne apoïste. Il a repris cette essence et a tenté de la développer. Le militantisme apoïste, le militantisme du PKK, s'est développé sur ces principes. »

CONGRÈS ET NOUVEAUX DÉPARTS...

« Ce congrès ressemble au premier congrès. Mais comment ? » Duran Kalkan, membre du comité exécutif du PKK, a déclaré : « Il y avait une grande volonté de repartir à zéro, et ici, il y a une grande volonté de mettre un terme à ce début historique. Cependant, il ne s'agit pas d'une fin définitive. Il s'agit d'une fin visant à ouvrir la voie et à créer les conditions propices à l'émergence de nouvelles structures et organisations bien plus fortes et ambitieuses que le PKK. »

« Le PKK a ravivé le Kurdistan, qui était au bord de l'extinction »

Après la lecture du rapport politique préparé à partir des perspectives du dirigeant Apo sur le congrès, le rapport du Comité central du PKK a été lu. Dans le rapport politique, qui a évalué le processus politico-militaire, il a été souligné que le PKK a laissé sa marque sur les 50 dernières années du Kurdistan et a ravivé l'identité kurde qui était au bord de l'extinction.

Le rapport, qui affirmait que « le PKK a marqué une nouvelle étape dans l'histoire kurde et la naissance d'une nouvelle kurdité libre au Kurdistan.

C'est sur cette base que la vie libre et une société nationale démocratique ont été instaurées au Kurdistan », incluait les déclarations suivantes : « La création officielle du parti lors du premier congrès a constitué une intervention radicale dans l'histoire qui menait à l'anéantissement national et a marqué le début d'une nouvelle histoire de liberté.



Notre 12^e congrès marque également la fin d'une période menée avec le PKK et l'ouverture d'une nouvelle ère dans l'histoire de la liberté en question. »

« POUR OUVRIR LA VOIE À DE NOUVELLES STRATÉGIES... »

Le rapport a noté que le congrès fondateur était essentiellement un appel adressé au peuple kurde, tandis que le 12^e congrès visait à ouvrir la voie à une nouvelle lutte qui initierait la libération de tous les segments et peuples opprimés.

« Abolir la structure organisationnelle du PKK, arrêter les activités sous le nom du PKK et mettre fin à la lutte armée comme stratégie de base signifie ouvrir la voie à la liberté kurde et à la lutte pour une société démocratique dans tous les domaines avec de nouvelles stratégies et organisations », indique le rapport.

« LA PÉRIODE LA PLUS GLORIEUSE DE L'HISTOIRE DU KURDISTAN »

« La dissolution de la structure organisationnelle du PKK ne marque pas la fin définitive du mouvement révolutionnaire pour la liberté, mais au contraire un nouveau départ. Le Mouvement apoïste met fin à la période qu'il menait sous le nom de PKK, remplaçant le PKK à sa place historique et ouvrant la voie à une nouvelle ère pour lui-même, inaugurant ainsi une telle période », indiquait le rapport du Comité central du PKK.

Il y était notamment écrit : « Le PKK a créé la période la plus glorieuse de l'histoire du Kurdistan. Être membre du PKK est devenu le symbole de l'héroïsme, de la bravoure, du courage et du sacrifice kurdes. Il représente l'existence et la vie libres des Kurdes, fondées sur la liberté des femmes. C'est la recreation de la vérité kurde dans la ligne apoïste.

Au Kurdistan, l'honneur, la dignité, la loyauté, le courage et le sacrifice, fondés sur l'abnégation, la solidarité et le partage, ont trouvé un nouveau sens avec le PKK. Le Mouvement apoïste a créé



tout cela sous le nom de PKK et, aujourd'hui, avec le 12^e Congrès, il inscrit cette notion dans son contexte. la vérité à sa place honorable dans l'histoire du Kurdistan. Il fait tout cela entièrement de sa propre volonté et de sa propre décision, afin d'avancer dans une vie libre et une société démocratique. « Le PKK restera toujours dans les mémoires et vivra comme le véritable héroïsme et le mouvement de liberté dans l'histoire du Kurdistan. »

LES DÉCISIONS ONT ÉTÉ PRISES À L'UNANIMITÉ

Après l'évaluation du processus politico-militaire, l'ordre du jour de la nouvelle période de lutte a été avancé. Des évaluations, des discussions et des déterminations multidimensionnelles et intensives ont été faites au cours du congrès de trois jours.

Les projets de résolution préparés par le Comité de préparation du Congrès sur « Le dirigement, les martyrs, les vétérans, l'existence organisationnelle du PKK et la construction d'une société démocratique par la méthode de la lutte armée » ont été discutés un par un et une décision a été prise.

Lors du congrès, où des discussions intenses et détaillées ont eu lieu, tous les projets de résolution ont été acceptés à l'unanimité.

« À CONDITION D'ÊTRE GÉRÉ ET EXÉCUTÉ PAR LE DIRIGEANT APO »

Le projet de loi le plus intensément débattu et le plus attendu lors du congrès était le projet de loi sur « l'existence organisationnelle et la méthode de lutte armée du PKK », qui prévoyait la dissolution du PKK.

Après des évaluations et des discussions approfondies, il a été décidé que « la structure organisationnelle du PKK serait dissoute et la méthode de lutte armée serait terminée, le processus pratique étant géré et exécuté par le Dirigeant APO, et le travail effectué sous le nom du PKK a été terminé. »

Le 12^e Congrès extraordinaire du PKK s'est terminé avec les slogans « Vive le dirigeant Apo », « Jin, Jijan, Azadî » [« Femme, Vie, Liberté », slogan utilisé en Iran] et « Insister sur l'humanité, c'est insister sur le socialisme ».

Il a été annoncé que les résultats du congrès tenu en parallèle et simultanément dans deux zones différentes seront partagés avec le public après la combinaison des résultats.

LA DÉCLARATION DU CONSEIL DU 12^e CONGRÈS DU PKK

Le processus qui a commencé avec la déclaration du dirigeant Abdullah Öcalan le 27 février, notre 12^e Congrès du Parti, qui s'est réuni du 5 au 7 mai, a été mené à bien à la lumière du travail multiforme qu'il a réalisé et des perspectives qu'il a présentées dans différents styles.

Notre congrès s'est tenu en toute sécurité malgré les conditions difficiles où les affrontements se poursuivaient, les attaques aériennes et terrestres se poursuivaient, le siège de nos zones se poursuivait et l'embargo du PDK [*Partiya Demokrata Kurdistanê*, Parti démocratique du Kurdistan, en Irak] se poursuivait. Pour des raisons de sécurité, l'événement s'est déroulé simultanément dans deux zones différentes.

Le 12^e Congrès du PKK, qui s'est tenu avec la participation d'un total de 232 délégués, a discuté des questions de la direction, des martyrs, des vétérans, de l'existence organisationnelle du PKK et de la méthode de lutte armée, et de la construction d'une société démocratique, et a pris des décisions historiques qui ont marqué l'entrée dans une nouvelle ère pour notre mouvement de liberté.



LES TRAVAUX RÉALISÉS SOUS LE NOM DE PKK SONT TERMINÉS

Le 12^e Congrès extraordinaire du PKK a estimé que la lutte du PKK avait brisé la politique de déni et d'annihilation de notre peuple, avait amené la question kurde à un point où elle pouvait être résolue par une politique démocratique et, à cet égard, le PKK avait accompli sa mission historique.

Sur cette base, le 12^e Congrès du PKK a décidé de dissoudre la structure organisationnelle du PKK et de mettre fin à la méthode de lutte armée, le processus pratique étant géré et exécuté par le Dirigeant APO, mettant ainsi fin au travail effectué sous le nom du PKK.

Notre parti, le PKK, est apparu sur la scène de l'histoire comme le mouvement de libération de notre peuple, contre la politique de négation et d'anéantissement des Kurdes, issue du Traité de Lausanne et de la Constitution de 1924.

Elle a connu dès sa naissance les influences du socialisme réel et, en adoptant le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, elle a mené une lutte légitime et juste fondée sur la stratégie de la lutte armée.

Le PKK s'est formé dans un contexte dominé par un déni strict de l'existence des Kurdes, une politique d'annihilation fondée sur ce déni, et des politiques de génocide et d'assimilation. Avec la lutte pour la liberté qu'il a menée à partir de 1978, il a fait de l'existence kurde un principe et de la considération de la question kurde comme la réalité fondamentale de la Turquie.

Grâce à la lutte menée avec succès sur cette base, elle a réalisé la révolution de la résurrection au nom de notre peuple et est devenue le symbole de l'espoir de liberté et de la recherche d'une vie honorable pour les peuples de la région.

Dans les années 1990, lorsque notre révolution de résurrection a conduit à de grands développements pour notre peuple, le président de la République de Turquie, Turgut Özal, a développé sa quête pour résoudre la question kurde par la politique.

Le dirigeant APO a répondu à cette quête par le cessez-le-feu du 17 mars 1993 et a lancé un nouveau processus.

Cependant, ce nouveau processus a été saboté en raison des effets néfastes du socialisme réel, de la mentalité de gang imposée à notre ligne de guerre, de l'élimination de Turgut Özal et de son équipe par l'État profond, et de l'escalade de la guerre en insistant sur la politique de déni et d'annihilation des Kurdes.

Des milliers de villages ont été évacués et incendiés. Des millions de Kurdes ont été déplacés de leurs foyers, des dizaines de milliers ont été torturés et jetés en prison, et des milliers ont été assassinés sans motif.

En réponse, le mouvement pour la liberté s'est développé à la fois quantitativement et qualitativement, et la guérilla s'est étendue au Kurdistan et à la Turquie. Sous l'influence de la guerre menée par les guérillas, le peuple kurde s'est soulevé dans des rébellions. La guerre est donc devenue l'option principale pour les deux camps.

La répétition causée par l'escalade mutuelle de la guerre n'a pas été surmontée. Ainsi, les efforts du dirigeant APO pour résoudre la question kurde par des moyens démocratiques et pacifiques ont échoué.

LA RÉORGANISATION DES RELATIONS KURDES-TURQUES EST INÉVITABLE

Le processus a été porté à une étape différente avec la conspiration internationale du 15 février 1999. Dans ce processus, la guerre kurdo-turque, qui était une cible importante de la conspiration, a été empêchée grâce aux grands sacrifices et aux efforts du dirigeant APO.

Bien qu'il soit soumis à un système de torture et de génocide à Imrali [= une prison sur une île], il a continué à insister pour résoudre la question kurde par des moyens démocratiques et pacifiques. Le dirigeant APO, maintenu dans un isolement absolu depuis 27 ans, a déjoué la conspiration internationale en luttant contre le système génocidaire d'Imrali.

Dans la lutte contre la conspiration internationale, il a développé un paradigme de société démocratique, écologique et de libération des femmes en analysant le système autoritaire et étatique dominé par les hommes. De cette façon, notre peuple a incarné le système alternatif de liberté pour les femmes et l'humanité opprimée.

Prenant comme référence la période précédant le Traité de Lausanne et la Constitution de 1924, dans laquelle les relations kurdo-turques sont devenues problématiques, le dirigeant Apo a adopté la perspective de la République démocratique de Turquie, dans laquelle la patrie commune et les peuples kurdo-turcs sont les éléments fondateurs, et la compréhension de la nation démocratique comme cadre pour la solution du problème kurde.

Les rébellions kurdes qui ont eu lieu tout au long de l'histoire de la République, la dialectique historique millénaire des relations kurdes-turques et la lutte de 52 ans pour la direction générale ont montré que la question kurde ne peut être résolue qu'en la résolvant sur la base d'une patrie commune et d'une citoyenneté égale.

Les développements actuels au Moyen-Orient dans le contexte de la Troisième Guerre mondiale rendent également inévitable une réorganisation des relations kurdo-turques.

NOTRE PEUPLE COMPRENDRA MIEUX QUE QUICONQUE LA NÉCESSITÉ DE DISSOUDRE LE PKK ET DE METTRE FIN À LA LUTTE ARMÉE, ET PRENDRA SOIN DE SES DEVOIRS À TERME

Notre honorable peuple, qui a participé à la marche du dirigeant et du PKK pendant 52 ans au prix de grands sacrifices et qui a résisté aux politiques de déni et d'annihilation, de génocide et d'assimilation, embrassera le processus de paix et de société démocratique d'une manière plus consciente et organisée.

Nous sommes pleinement confiants que notre peuple comprendra mieux que quiconque la décision de dissoudre le PKK et de mettre fin à la méthode de lutte armée, et qu'il assumera les devoirs de la période de lutte démocratique sur la base de la construction d'une société démocratique.

Il est d'une importance vitale que notre peuple, sous la direction des femmes et des jeunes, crée ses propres organisations dans tous les domaines de la vie, s'organise sur la base de l'autosuffisance avec sa langue, son identité et sa culture, devienne autodéfensif contre les attaques et construise une société démocratique communautaire avec un esprit de mobilisation.

Sur cette base, nous croyons que les partis politiques kurdes, les organisations démocratiques et les dirigeants d'opinion s'acquitteront de leurs responsabilités pour développer la démocratie kurde et garantir la nationalité démocratique kurde.

L'héritage de notre histoire de liberté, marquée par la lutte et la résistance, se développera plus fortement avec la méthode politique démocratique et les décisions du 12^e Congrès du PKK, et l'avenir de notre peuple se développera sur la base de la liberté et de l'égalité.

Nos pauvres et nos travailleurs, tous les groupes de croyance, les femmes et les jeunes, les travailleurs, les paysans et tous les segments de la société qui ne sont pas au pouvoir développeront une vie commune dans un environnement démocratique et juste en défendant leurs droits dans le processus de paix et de société démocratique.

NOUS APPELONS TOUS À PARTICIPER AU PROCESSUS DE PAIX ET DE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE

La décision prise par notre Congrès de dissoudre le PKK et de mettre fin à sa méthode de lutte armée fournit une base solide pour une paix durable et une solution démocratique.

La mise en œuvre des décisions en question nécessite que le dirigeant APO dirige et dirige le processus, la reconnaissance du droit à la politique démocratique et une garantie juridique solide et complète. À ce stade, il est important que la Grande Assemblée nationale turque joue son rôle avec responsabilité historique.

De même, nous appelons tous les partis politiques représentés au parlement, en particulier le gouvernement et le principal parti d'opposition, les organisations de la société civile, les communautés religieuses et de croyance, les organisations de presse démocratiques, les dirigeants d'opinion, les intellectuels, les universitaires, les artistes, les syndicats de travailleurs, les organisations de femmes et de jeunes et les mouvements écologistes à prendre leurs responsabilités et à participer au processus de paix et de société démocratique.

La lutte du peuple, des femmes et des opprimés atteindra un nouveau niveau lorsque les forces socialistes de gauche, les structures révolutionnaires, les organisations et les individus de Turquie adopteront le processus de paix et de société démocratique.

Ce furent ses derniers mots : « Vive la fraternité des peuples turc et kurde et une Turquie pleinement indépendante ! ».

Cela signifiera atteindre les objectifs des grands révolutionnaires.

Avec le socialisme de société démocratique, qui représente une nouvelle étape dans le processus de paix et de société démocratique et dans la lutte pour le socialisme, le mouvement démocratique mondial se développera et un monde juste et égal sera créé.

Sur cette base, nous appelons l'opinion publique démocratique, en particulier nos amis qui dirigent le Mouvement pour la liberté mondiale, à élargir la solidarité internationale dans le cadre de la théorie de la modernité démocratique.

Nous invitons les puissances internationales à prendre leurs responsabilités dans les politiques génocidaires menées depuis un siècle contre notre peuple, à ne pas entraver la solution démocratique et à apporter des contributions constructives au processus.

NOUS DÉCLARONS LE MARTYRE DES CAMARADES ALI HAYDAR KAYTAN ET RIZA ALTUN

Notre 12^e Congrès du PKK, que nous avons convoqué à l'appel de notre direction, a déclaré le martyr des cadres dirigeants de notre parti, **Fuat-ALI HAYDAR KAYTAN, martyrisé le 3 juillet 2018, et des camarades RIZA ALTUN, martyrisé le 25 septembre 2019.**

Sur cette base, le camarade Fuat-ALI HAYDAR KAYTAN, l'un des dirigeants fondateurs du PKK, est un symbole de « loyauté envers la direction, la vérité et la vie sainte ».

Le camarade RIZA ALTUN, l'un des premiers compagnons du dirigeant APO, a été accepté comme le symbole de la « Camaraderie de la Liberté ».

Nous dédions notre 12^e Congrès historique du Parti à ces deux grands camarades martyrs qui ont été impliqués dans notre Mouvement pour la Liberté depuis le tout début et nous ont guidés dans leur lutte ininterrompue jusqu'à aujourd'hui, nous réitérons notre promesse de succès à tous nos martyrs de la lutte à travers eux, et nous affirmons notre revendication de réaliser les rêves du camarade Sırrı Süreyya Önder, le martyr de la paix et de la démocratie.

Le socialisme d'État-nation vaincu, la société démocratique mène le socialisme à la victoire !

L'insistance sur l'humanité, c'est l'insistance sur le socialisme !

Vive le dirigeant Apo !

LA DÉCLARATION D'ABDULLAH ÖCALAN

Abdullah Öcalan a réagi de la manière suivante au 12^e congrès du PKK

Chers camarades,

C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès d'Ali Haydar Kaytan et de Rıza Altun.

Dans mes remarques ultérieures, je m'attarderai davantage sur sa vie et son importance. Pour l'instant, je voudrais exprimer mon plus profond respect et mes sincères condoléances.

Leur place dans notre lutte pour l'existence nationale et la communauté démocratique est permanente. Même dans le nouveau paradigme et son institutionnalisation, elles rempliront toujours leur rôle de valeurs fondamentales et inspirantes

En tant que repères permanents, ils survivront à notre lutte – et resteront en vie.

Dans cet esprit, je salue respectueusement les résolutions adoptées lors de ce 12^e Congrès historique et les messages qu'elles véhiculent pour l'avenir.

Abdullah Öcalan

Imrali / Bursa

12 mai 2025

INTERVIEW DE RIZA ALTUN

À l'occasion de la révélation lors du congrès de la mort en 2019 de Riza Altun, une interview de celui-ci par des étudiants kurdes en Allemagne auparavant est ressortie. Elle date de quelques années et contient sans doute la définition la plus synthétique du « confédéralisme démocratique ».

La fin du socialisme réel a ouvert la voie à une réflexion fondamentalement nouvelle.

Il existe des mouvements qui promeuvent de nouvelles façons de penser et qui sont en même temps eurocentriques – parmi lesquels les approches anarchistes, le postmodernisme – en particulier le déconstructivisme – et le postcolonialisme.

Ces courants doivent être considérés ensemble afin de permettre une synthèse productive.

Il est essentiel de réfléchir au fait que les mouvements politiques existants ont émergé au sein de sociétés riches et doivent donc surmonter des défis spécifiques. Tout militant politique doit analyser les conditions sociopolitiques actuelles, comprendre leur contexte historique et tirer des conclusions pour sa propre pratique politique (...).

Le modèle d'organisation politique du nouveau paradigme est transférable à toute société. Les principes du confédéralisme démocratique peuvent donc également s'appliquer à l'Europe. La tradition politique d'un parti qui prône l'unité doit être fondamentalement dépassée.

Dans le nouveau paradigme, chaque groupe social s'organise. Chaque groupe social forme une unité politique indépendante qui se gouverne selon son affiliation idéologique, politique, culturelle et économique autodéterminée.

De nombreux centres émergent – les différences s'organisent de manière décentralisée. Aucun processus d'organisation politique ne peut se concentrer sur des structures centrales.

LE PKK A DÉCLARÉ SA REDDITION ET SA LIQUIDATION !

Voici la position du site halkinesitv.online. Elle reflète la position des guévaristes en Turquie, qui ne se sont jamais mis dans l'orbite du PKK, ce qui est une exception dans la Gauche révolutionnaire.

LE PKK N'EST PLUS !
LE PKK S'EST DISSOUS !

LE PKK A DÉCLARÉ SA REDDITION ET SA LIQUIDATION !

Le PKK a annoncé la déclaration finale de son 12e Congrès extraordinaire qui s'est tenu du 5 au 7 mai 2025. La lutte armée a été abandonnée lors du congrès et le PKK a été dissous.

La déclaration finale du congrès stipule :

« La lutte du PKK a brisé la politique de déni et d'annihilation de notre peuple, a amené la question kurde à un point où elle peut être résolue par une politique démocratique, et à cet égard, le PKK a accompli sa mission historique... Il a mis fin au travail effectué sous le nom du PKK en prenant la décision de dissoudre la structure organisationnelle du PKK et de mettre fin à la méthode de lutte armée. »

La politique de déni et de destruction du peuple kurde aurait été brisée. Non, ce n'est pas vrai. Nous déclarons, conformément aux principes du journalisme révolutionnaire et à notre responsabilité historique : les peuples de Turquie et du Kurdistan sont trompés !

Ce n'est pas la politique de déni et de la destruction qui s'effondre. Ce sont les corps sans vie du peuple kurde qui ont été déchiquetés et massacrés. Les corps démembrés ont été envoyés par cargo aux mères kurdes.

Lors du massacre de Roboski, une famille a été déchirée et détruite par des avions de chasse F-16. Les corps des Kurdes ont été traînés dans les rues du Kurdistan derrière des véhicules blindés. Mère Taybet, dont le corps a été abandonné au milieu de la rue pendant 7 jours, dévoile ce mensonge !

Le PKK affirme avoir « apporté une solution à la question kurde grâce à une politique démocratique »...

Le mouvement nationaliste kurde n'était-il pas engagé dans une « politique démocratique » avant la dissolution du PKK et l'abandon de la lutte armée ?

Leurs co-maires ont été arrêtés, des administrateurs ont été nommés dans leurs municipalités, des artistes et des journalistes kurdes ont été arrêtés. Le peuple kurde a été une fois de plus torturé, brûlé dans des sous-sols et assassiné en pleine rue et dans leurs maisons.

Aujourd'hui, non seulement le Mouvement nationaliste kurde, mais aussi les députés et les maires du CHP, un parti fasciste de l'establishment, sont arrêtés.

Même les dirigeants d'un parti fasciste comme le « Parti de la Victoire » sont arrêtés. De quelle démocratie, de quelle démocratie, de quelle démocratie parle le Mouvement nationaliste kurde ?

C'est une tromperie flagrante envers le public et un mensonge. Sans parler d'une solution démocratique à la question kurde, même la plus simple revendication de droits est réprimée par la terreur de la détention, de la torture et de l'arrestation.

« Avec les décisions du 12e Congrès, le PKK se développera plus fortement avec la méthode politique démocratique, et l'avenir de notre peuple se développera sur la base de la liberté et de l'égalité », déclare le Mouvement nationaliste kurde.

L'avenir ne peut être établi sans tenir compte du passé. Le peuple kurde a connu l'exil, la détention, la torture, la captivité, les massacres... Si l'on devait tenter de relater les massacres qui ont eu lieu au Kurdistan uniquement de manière chronologique, ce serait un livre en soi.

De quel type de démocratie parle le Mouvement nationaliste kurde lorsque des tortionnaires et des meurtriers se promènent au milieu de la rue et sont récompensés ?

Non! Il n'y a pas de « démocratie » dans un pays gouverné par le fascisme.

Dans un pays gouverné par le fascisme, une lutte démocratique ne peut pas être menée « démocratiquement ». Cela relève de la lutte révolutionnaire.

La lutte pour la démocratie contre le fascisme est à mener à travers un mouvement de masse radical, militant et révolutionnaire.

NOUS NE VOULONS PAS LA PAIX, NOUS VOULONS LA JUSTICE ! « COMBATTRE POUR LA JUSTICE JUSQU'À LA LIBÉRATION ! »

Nous voulons justice pour le peuple kurde massacré !

Nous voulons justice pour nos mères dont les corps ont été abandonnés au milieu de la rue !

Nous voulons justice pour nos jeunes dont les corps ont été déchirés !

Nous voulons justice pour le peuple kurde qui a été torturé !

Nous voulons justice pour le peuple kurde qui a été retenu captif pendant des années et dont les années ont été volées !

IL Y A UN COMPTE À DEMANDER ! LE PEUPLE KURDE DEMANDERA CE COMPTE !

LE PEUPLE KURDE RESISTERA ET COMBATTRA !

LE NATIONALISME EST UNE IMPASSE : LA CAPITULATION MÈNE À LA TRAHISON, LA RÉSISTANCE MÈNE À LA VICTOIRE !

Dans son appel à la reddition au PKK sous le nom d'« Appel à la paix et à la société démocratique », le leader du PKK, Abdullah Öcalan, a parlé de la « dérive ultranationaliste » du PKK et a déclaré que la Turquie se démocratisait avec l'AKP tout en attaquant le socialisme historique.

Le mouvement révolutionnaire critique le PKK depuis 40 ans sur la base du nationalisme petit-bourgeois. Le nationalisme est une impasse.

L'impasse du nationalisme est l'aveuglement politique et idéologique.

Le nationalisme est un tel aveuglement qu'il nie la lutte de 100 ans pour le socialisme, nie les dirigeants socialistes, nie les valeurs socialistes.

Le négationnisme va jusqu'à nier l'histoire : l'impérialisme est nié, de nouveaux mots sont inventés.

Des tentatives sont faites pour détruire le socialisme. Ce qui est en question n'est pas seulement une capitulation idéologique, mais une attaque contre l'idéologie socialiste.

« Les développements actuels au Moyen-Orient dans le contexte de la Troisième Guerre mondiale rendent également inévitable la réorganisation des relations kurdo-turques. » déclare le Congrès du PKK.

Quels développements ont eu lieu au Moyen-Orient ?

On sait que 28 bases américaines et 5 bases françaises ont été établies dans la région de Rojava, qui est sous le contrôle du mouvement nationaliste kurde.

Les guérilleros du YPG ont reçu une formation d'officiers américains, ont porté leurs uniformes et ont reçu leurs armes.

Les États-Unis déclarent que le mouvement nationaliste kurde est une « force terrestre » en Syrie. Sous le drapeau américain, les monopoles pétroliers américains étaient protégés.

La Syrie a été envahie par l'impérialisme américain par l'intermédiaire des gangs HTS. Des dizaines de milliers d'Alaouites ont été massacrés en Syrie.

Mazlum Kobani, le commandant des FDS, qui affirme combattre en Syrie sous prétexte de lutter contre l'EI [Etat islamique] », a serré la main et conclu un accord avec le chef du HTS, Julani, un collaborateur américain formé par l'EI.

Dans les articles de l'accord, un accord a été trouvé sur l'expression « la lutte contre les restes d'Assad », qui a été utilisée comme excuse pour le massacre des Alaouites en Syrie. Ils ont été complices du massacre du peuple alévi.

POINT COMMUN : LA COOPÉRATION AMÉRICAINE

Alors que le Mouvement nationaliste kurde prétendait lutter contre l'EI en Syrie, il a conclu un accord avec un collaborateur américain formé par l'EI et a avancé sa demande d'être un partenaire au pouvoir.

Le point qui unissait l'AKP, le SDF et le HTS était leur collaboration avec les États-Unis.

« Les développements actuels au Moyen-Orient rendent également inévitable une réorganisation des relations kurdo-turques », affirme le PKK.

Le point commun du processus vécu en Turquie est donc la collaboration américaine.

L'ARCHITECTE DU PROCESSUS DE LIQUIDATION EST L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN.

C'EST LE PÉRIPHÉRALISME AMÉRICAIN QUI OPÈRE LE PROCESSUS DE LIQUIDATION.

C'EST L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN QUI GÈRE LE PROCESSUS DE LIQUIDATION.

L'impérialisme américain impose des politiques de compromis, de reddition et de liquidation aux organisations révolutionnaires, de gauche, socialistes et progressistes.

Avec ces politiques, on attaque dans tous les domaines. La soi-disant « solution », la soi-disant « paix », le soi-disant « processus » sont les politiques de compromis, de reddition et de liquidation de l'impérialisme.

« Avec le socialisme de société démocratique, qui représente une nouvelle étape dans le processus de paix et de société démocratique et dans la lutte pour le socialisme, le mouvement démocratique mondial se développera et un monde juste et égal sera créé. »

Il est mis en avant le slogan suivant : « Le socialisme national-étatique mène à la défaite ; la société démocratique mène le socialisme à la victoire ! »

ON NE PEUT PAS PERMETTRE QUE LES VALEURS SOCIALISTES SOIENT DÉTRUITES !

Le collaborationnisme américain, les politiques de conciliation, de reddition et de liquidation de l'impérialisme américain ne peuvent être légitimés au nom du « socialisme ».

L'impérialisme a développé de nouvelles politiques dans les années 90. Les idéologues impérialistes disent « le socialisme est mort, l'ère des révolutions est terminée, la classe ouvrière est morte, adieu le prolétariat, maintenant les femmes, les LGBT, les noirs feront la révolution, le monde unipolaire, le néolibéralisme » etc. ; ils ont développé des théories.

Ils ont imposé ces politiques à la gauche par des politiques de compromis, de reddition et de liquidation. Ils frappent à gauche et à droite. Ils ont créé un gauchisme européen qui était le poing gauche de l'impérialisme.

La reddition idéologique entraîne une reddition politique.

Nous nous opposons aux attaques contre l'idéologie marxiste-léniniste ! Le point principal de la lutte contre l'impérialisme et le fascisme est l'indépendance idéologique, la clarté idéologique et la détermination idéologique.

Il n'y a pas de nouvel impérialisme. Il n'y a pas de nouveau socialisme.

Le socialisme, c'est Marx ! Le socialisme, c'est Engels ! Le socialisme, c'est Lénine ! Le socialisme, c'est Staline ! Le socialisme, c'est Mahir Hüseyin Ulaş ! [Mahir Çayan, Hüseyin Cevahir Ulaş Bardakçı, c'est-à-dire les fondateurs du THKP-C, qui donnera ensuite principalement Devrimci Sol puis le DHKP-C.]

Il n'y a pas d'impérialisme changeant ; Il y a la gauche conciliante, soumise et liquidatrice.

Les peuples du Kurdistan et de Turquie sont historiquement et politiquement justes et légitimes. C'est le plus grand pouvoir.

Les peuples du monde ont remporté des victoires en luttant pour leur libération avec une justification historique et politique.

Les peuples du monde ont lutté pour leur libération en s'appuyant sur leurs propres forces et ont remporté des victoires.

C'est ainsi que les peuples du monde ont gagné, de la Révolution d'Octobre à la Chine, de Cuba au Vietnam, de la Corée à Stalingrad.

Ceux qui ne font pas confiance à leur propre force dans la guerre et vénèrent les grosses armes sont voués au découragement et à la défaite. Ceux qui ne font pas confiance au peuple et à son pouvoir armé et organisé sont voués à la défaite.

Si vous faites confiance au peuple, vous écrirez l'histoire et deviendrez le maître de l'histoire. Si vous faites confiance aux gros canons, vous devenez leur esclave.

Nous disons;

Le peuple kurde n'est pas seul !

Le peuple kurde n'est pas impuissant !

Nous sommes contre les politiques de liquidation de l'impérialisme !

Pas de compromis, de reddition ou de liquidation ; Nous voulons la justice ! Les meurtriers ne resteront pas impunis, le peuple ne restera pas sans justice !

TKP-ML : Ali Haydar Kaytan et Riza Altun sont immortels !

Dans les années 1990, le TKP/ML s'est divisé en deux ailes, une droitère continuant sous le même nom, une de gauche avec le TKP(ML). Le TKP/ML s'est par la suite divisé en une organisation continuant sous le même nom et le TKP-ML qui a adopté une ligne encore plus pragmatique.

Le 12^e congrès a été à ce titre prétexte à un non positionnement de sa part. Acceptant comme telle la position du PKK, il prend comme prétexte l'annonce de deux martyrs du PKK pour les saluer.

Ces deux martyrs sont de la plus haute importance historique pour le PKK, puisqu'il s'agit de Ali Haydar Kaytan et Riza Altun. Leur mort, annoncé donc au moment du 12^e congrès, date de plusieurs années déjà ; elle a été passée sous silence afin de ne pas perturber la stabilité interne de l'organisation (on retrouve ici encore le pragmatisme).

Ali Haydar Kaytan est ainsi mort le 3 juillet 2018, Riza Altun le 25 septembre 2019. Le premier est un des fondateurs du PKK, pratiquement le numéro 2. Il serait mort au Kurdistan irakien, sans doute dans une frappe de missiles turcs.

Le second est également là dès le départ ; pour faire simple on peut dire que c'est lui qui a été au coeur de la mise en place des relations internationales du PKK.

Avec fidélité à leurs souvenirs et à leurs idéaux futurs...

Ali Haydar Kaytan et Riza Altun sont immortels !

Nous avons appris le martyre des camarades Ali Haydar Kaytan et Riza Altun, qui furent les dirigeants indomptables et déterminés de la lutte pour la liberté nationale kurde, et qui ont laissé des traces indélébiles dans les quatre parties du Kurdistan, de la Turquie et du Moyen-Orient avec leur histoire de lutte et de résistance dépassant 50 ans de lutte.

Outre les décisions historiquement importantes prises par le PKK lors de son 12^e Congrès, il y a l'annonce au sujet l'ami Ali Haydar Kaytan, l'un des dirigeants fondateurs, « un symbole de dévouement au direction, à la vérité et à la vie juste », de l'ami Riza Altun décrit comme « un symbole de liberté et de camaraderie ».

En tant que TKP-ML, nous saluons la perte de nos camarades de tranchées, passionnés par la résistance, l'insistance ininterrompue et la liberté, avec une grande tristesse, mais aussi avec le dévouement que nous ressentons pour leur mémoire.

Ni le sol qu'ils ont parcouru, ni les chemins qu'ils ont empruntés, ni les peuples du Moyen-Orient, en particulier le peuple kurde, n'oublieront jamais ces deux travailleurs de la liberté, porteurs de la révolution.

Porteurs de flambeaux des terres anciennes ; des Kawas, des Hurramis, des Mazdeks, des Sheikh Saïds, des Seyit Rizas ; ils ont repris la tâche de Haki Karer, Mazlum Doğan et Kemal Pir et l'ont portée jusqu'à nos jours.

Ces torches brûlent dans les montagnes du Kurdistan depuis des milliers d'années.

Avec la fondation de la république, l'État fasciste turc, d'une part, a gagné en confiance grâce aux génocides et aux massacres arméniens, grecs et assyriens, d'autre part, avec le malaise causé par l'existence de la nation kurde, elle a construit ses fondations sur l'assimilation, le déni et la désinformation envers les différentes nations et nationalités.

Les droits les plus fondamentaux de la nation kurde ont été usurpés et ignorés un par un depuis la fondation de la République de Turquie, et même la plus petite quête de droits a été réprimée par des massacres.

On a tenté d'effacer virtuellement l'identité et la langue kurdes. La rébellion et la résistance qui ont commencé à Koçgiri et se sont étendues à Dersim ont été réprimées par le sang et la déportation par la dictature fasciste kémaliste, et les nuages sombres du fascisme ont plané sur les plaines et les montagnes des villes du Kurdistan comme un cauchemar pendant de nombreuses années.

Le vent de révolution et de socialisme qui a soufflé sur le monde en 1968 a également atteint notre géographie et a eu un fort écho dans les universités, les usines et les villages.

Avec ce vent du socialisme, les cadres révolutionnaires d'avant-garde sont entrés sur la scène de l'histoire et ont commencé à briser tous les tabous interdits.

Tout d'abord, le dirigeant et fondateur de notre parti, le communiste Ibrahim Kaypakkaya, a brisé cette chaîne interdite de l'histoire en exprimant la pleine égalité des droits de la nation kurde, dont le nom et la langue étaient interdits.

Par la suite, sous la direction du chef fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, la marche nationale kurde pour la liberté a été lancée, dont les fondations ont été posées à Ankara Çubuk en 1973 et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Cette marche a donné la volonté de retrouver son identité, sa personnalité et son identité propre à un peuple dont la dignité a été bafouée et dont l'existence a été ignorée.

Une sociologie de la liberté est née d'une réalité, et la réalité publique la plus politique du Moyen-Orient a été créée à partir d'une nation dont l'existence a été niée.

Ali Haydar Kaytan, décrit par ses camarades comme « un homme politique, un guérillero, un intellectuel, un poète, un homme sage en quête de vérité » et le camarade Rıza Altun, qui est « vif dans le cœur, la conscience, les paroles et l'action », ont apporté de grandes contributions à chaque gain et valeur que le peuple kurde a obtenu dans cette marche qui a atteint aujourd'hui.

Et on peut dire que nos deux camarades de tranchée nous ont quittés en ayant atteint leur objectif et le secret de la vérité. Nous réitérons notre engagement envers leur mémoire et celle de tous nos martyrs et envers leurs idéaux pour l'avenir, et déclarons que nous porterons le flambeau qu'ils ont porté avec fierté et honneur sur chaque montagne, rue et place de notre géographie jusqu'à la victoire absolue.

Ali Haydar Kaytan est immortel ! Rıza Altun est immortel ! Şehit Namırın [« ceux qui sont tombés sont immortels » en kurde] ! Vive la révolution et le socialisme !

Comité central du TKP-ML, Mai 2025

La vraie raison de la reddition du PKK : la question de la fin de la possibilité de bases d'appui pour une guérilla

Expliquons de manière simple pourquoi le PKK, en pratique, a capitulé, ainsi que ce que cela reflète. Imaginez vous dans les années 1970, dans un pays du tiers-monde. La population est en grande partie illettrée, les routes sont mauvaises, les régions isolées.

Si vous attaquez une base militaire, il suffit de couper les réseaux téléphoniques pour vous retrouver seuls face aux militaires, et vos armes, récupérées sur le tas, ne sont pas forcément bien plus mauvaises que celles des militaires.

Tout ça, c'est du passé. Désormais l'illettrisme a grandement reculé, les routes sont bien meilleures et les réseaux téléphoniques ne peuvent pas être coupés. Vous attaquez une base militaire, vous vous retrouvez avec des hélicoptères de l'armée qui auront été appelés, ou bien des renforts terrestres.

Les armes des militaires sont également bien plus complexes. Ceux-ci disposent d'ailleurs en général d'un matériel bien meilleur. Les militaires ont des lunettes pour viser de nuit, ils ont des moyens de communication interne pour agir ensemble, ils sont mieux formés.

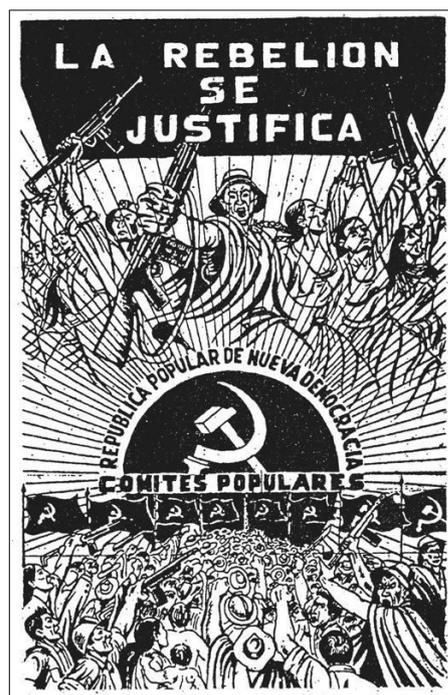
Tout cela est simplifié, mais on voit l'idée. Ce n'est toutefois qu'une face du problème, car il y a dialectiquement l'aspect inverse. Pour une guérilla, il faut avoir une base d'appui, d'où partir et d'où se replier.

Durant la révolution chinoise, Mao Zedong a dit : normalement c'est trop compliqué, trop difficile, mais en Chine c'est tellement le chaos qu'on peut établir des bases d'appui, surtout que la lutte armée se développe partout. Il n'y a pas de raison que les communistes ne soient pas de la partie.

Dans les années 1970, des partisans de Mao Zedong ont affirmé qu'il était possible dans leur pays d'établir des bases d'appui. C'est même la base du maoïsme : organiser la révolution anti-féodale des paysans, pour former un soulèvement démocratique, qui chasse l'impérialisme.

Dans la plupart des cas, l'établissement de bases d'appui a toutefois échoué, sauf principalement au Pérou, en Inde, aux Philippines. Il y a bien eu des luttes armées concentrées dans certaines zones sympathisantes, comme en Turquie, au Bangladesh, mais ce n'est donc pas au sens strict une guerre populaire avec une base d'appui qui s'agrandit.

C'est pourquoi le Parti Communiste du Pérou distinguait bien la guerre populaire de la lutte armée quand il définissait les actions de guérilla des autres partis maoïstes. Et pourquoi, également, il a souligné l'importance de la zone des Andes pour l'établissement de bases d'appui, de comités populaires « ouverts » comme fondement de la « République Populaire de Nouvelle Démocratie ».

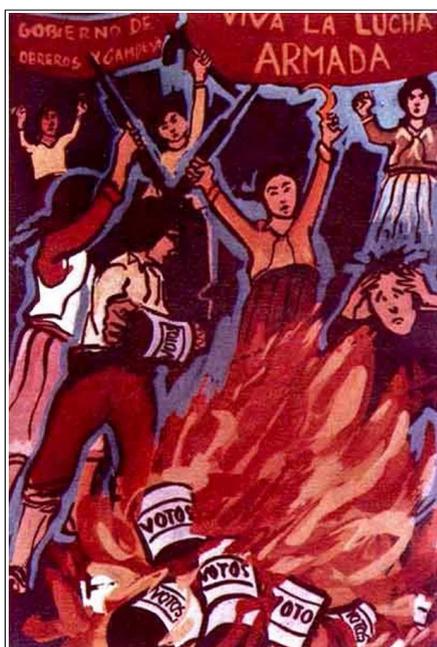


Et c'est là où on en revient au PKK. Le PKK a été une guérilla très puissante dans les années 1990, mais dans les années 2020, il n'était plus présent en Turquie. Pourquoi ? Car avoir une base d'appui, c'est recevoir des missiles, des attaques d'hélicoptères, les assauts de troupes spéciales.

Aujourd'hui, il faut également ajouter les drones, et même si c'est plus difficile aujourd'hui, il y a les déplacements massifs de population. C'est ce qui est arrivé aux Kurdes par le passé, tout comme à toutes les populations du monde où une guérilla s'est développée.

Donc, le PKK avait le choix : soit trouver une nouvelle voie pour la lutte armée, soit dire qu'il fallait abandonner la fiction d'une guérilla, car de toute manière il y avait le repli hors de Turquie et l'incapacité d'agir.

C'est le second choix qui a été fait, ce qui est cohérent : le PKK n'est pas révolutionnaire, il ne vise pas le Communisme, il est nationaliste bourgeois. La lutte armée était un levier, elle n'est plus possible, on passe à autre chose. La vérité est que le PKK n'arrête donc pas vraiment la guérilla, car l'arrêt était déjà effectif.



Nous, communistes, nous voulons par contre la révolution, nous voulons l'océan des masses en arme. Nous devons comprendre ce qui se passe sur ce plan.

En pratique, le tiers-monde s'est tellement modernisé dans la période 1989-2020 qu'il n'est plus possible de former une base d'appui : la répression militaire est quasi immédiate.

On peut bien entendu retourner les choses dans tous les sens et dire que des exceptions sont possibles. Qu'on puisse établir une base d'appui en Birmanie, c'est vrai. Qu'on puisse maintenir en activité des guérillas en Colombie, c'est vrai également.

Cependant, ce n'est pas le cas dans la quasi totalité des pays du monde et la vérité, c'est que la majorité de la population mondiale est urbaine, que les campagnes sont liées aux villes, et même que les villes et les campagnes sont à la fois toujours plus différentes et toujours plus reliées.

C'est la dialectique villes-campagnes qui modifie les traits de la guerre populaire. On sait que dans les pays capitalistes impérialistes, il y a de vastes zones rurbaines, à la fois rurales et urbaines, et en même temps ne relevant ni des campagnes, ni des villes.

Ce No Man's Land anonymisé, bétonné, glacé... correspond à l'aliénation du capitalisme développé, tout comme inversement il y a les immenses métropoles du tiers-monde : 28 millions d'habitants à Delhi, 21 millions à São Paulo et autant à Mexico, 20 millions au Caire et autant à Bombay, 19,5 millions à Dacca, 15 millions à Karachi, 10 millions à Bogota, 8,8 millions à Téhéran, 7 millions à Luanda, 6 millions à Bagdad et autant à Dar es Salam

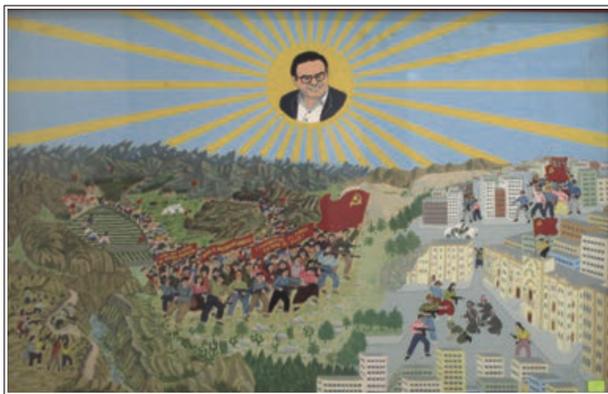
Cet étalement des masses des zones capitalistes impérialistes et cette concentration des masses dans le tiers-monde modifient nécessairement les principes opérationnels de la guerre révolutionnaire, de la bataille pour la prise du pouvoir.

Naturellement, il faut pour comprendre cela être sérieux. Quand on voit qu'il existe en Italie un « parti communiste maoïste » qui existe depuis cinquante ans et qui dans les années 1970-1980 rejetait avec véhémence la plus grande expérience de guérilla urbaine dans un pays capitaliste impérialiste, on ne peut que rire de sa prétention à vouloir mener la guerre populaire.

Et il faut bien le dire : la grande majorité des mouvements maoïstes dans le monde, surtout dans les pays capitalistes impérialistes, ne sont que des syndicalistes révolutionnaires masquant le mythe de la « grève générale » derrière celui de la « guerre populaire ». C'est du théâtre.

Mais revenons à notre sujet. On voit de ce constat que la guerre populaire dans le tiers-monde, même si elle vise à détruire les structures féodales, ne saurait consister en l'établissement de bases d'appui, ces bases étant immédiatement une cible et, de par les capacités modernes, la défaite serait quasiment assuré.

L'exemple du PKK le montre, mais aussi celui des Tigres Tamouls au Sri Lanka en 2009 ; même si vous avez de grandes masses sympathisantes, toute concentration de forces, à l'époque moderne, implique une répression ciblée directe et massive.



On dira qu'inversement la guerre populaire au Népal a été victorieuse, avant la capitulation par la direction révisionniste du Parti maoïste de ce pays devant l'épineuse question des villes. Mais c'est justement simplement une contre-tendance à une vérité forcément relative.

Toute guerre présuppose, en effet, des modifications de situation et si une base d'appui n'est pas réalisable initialement, elle peut le devenir après. Cela dépend du cours de la révolution.

Par contre, si on pose la question suivante : est-il possible d'établir dès le départ des bases d'appui, ou d'avoir en tête de les former ? La réponse est non. On ne peut plus, à l'époque des missiles précis, des photos satellites, des téléphones portables, des moyens de communication moderne et évidemment des drones, rassembler des forces dans un endroit pour lancer des actions.

C'est terminé – terminé relativement, c'est vrai. Mais c'est terminé tout de même. Ce qui se passe dans le tiers-monde est désormais similaire à ce qui est la situation dans les pays capitalistes impérialistes : la ville a trop avancé et ôte le terrain pour une base d'appui.

Tout rassemblement de troupes aboutit à la même défaite que celle qu'ont connu les maquis en France pendant la seconde guerre mondiale. Trop d'isolement par rapport aux masses, trop de dimension statique qui aboutit à ce qu'on devienne une vraie cible.

Néanmoins, on dira ici : la guerre populaire ne consiste pas un rassemblement de révolutionnaires armés dans une zone séparée. La guerre populaire, c'est la guerre du peuple, c'est le peuple qui porte la guerre à partir de sa propre réalité.

Le peuple n'est pas un levier pour la guérilla, comme le pensent de manière erronée les guévaristes. Le peuple est la guérilla, ou bien il n'y a pas de guérilla. Il ne s'agit pas de faire du substitutisme, ni pour autant d'abandonner le principe selon lequel le pouvoir est au bout du fusil.



Voilà pourquoi les communistes se retrouvent avec une nouvelle question, au 21^e siècle ; là où le PKK ne peut pas répondre, les communistes doivent le faire. Comment va naître l'océan des masses armées dans un pays, pour démolir l'ancien Etat et établir le nouveau pouvoir ?

On connaît l'ancienne opposition, fictive en fait, entre l'insurrection d'Octobre 1917 en Russie et la guerre populaire prolongée en Chine, qui triomphe en 1949.

En réalité, l'insurrection d'Octobre 1917 a été suivie d'une longue guerre civile, c'était également une guerre populaire, celle-ci étant la stratégie du prolétariat et de valeur universelle.

Cela est bien connu et il existe une très vaste littérature au sujet de la question de la guerre révolutionnaire, soit qu'on la voit comme un processus prolongé au développement inégal, soit comme une insurrection organisée.

Car, au fond, ce qui décide de la révolution, c'est le parcours historique propre à un pays donné, avec le parti révolutionnaire qui agit conformément aux exigences du processus.

Le Parti de la révolution guide la révolution, mais encore faut-il qu'il y en ait une, alors il pousse les choses en ce sens, il fait une proposition stratégique, afin d'être prêt à jouer sa propre composition pour la fusionner avec la mélodie populaire de la révolte.

C'est pourquoi la capitulation du PKK n'est pas, si on y regarde bien, une capitulation sur le plan militaire. C'est une reddition mentale, psychologique.

L'ex-PKK dit qu'il veut promouvoir la lutte, mais la lutte ce n'est pas l'affirmation de nuances : c'est la revendication de la différence, en la portant jusqu'au bout, jusqu'à l'antagonisme.



L'idéologie doit être bien sûr au poste de commandement, toutefois c'est une question de mental qui joue, une question de position de classe. Des petits-bourgeois qui adopteraient le maoïsme, comme il y a régulièrement dans tel ou tel pays des étudiants pour le faire, n'ont pas le mental, pas la psychologie, pas la réalité sociale qu'il faut pour assumer la révolution.

On ne parle pas ici de position de classe comme simple réalité sociologique, ou comme dimension symbolique. On parle du vécu, de l'engagement, de la subjectivité révolutionnaire. Cela n'a rien à voir avec un élan psychologique, une sorte de vitalisme à la Bergson (qui fascine tellement les islamistes et les fascistes).

Ce dont il s'agit, c'est du vécu humain. Les communistes sont des êtres humains affrontant les contradictions propres à une société, et ce dans tous les domaines, ils se mettent à niveau de l'Histoire, ils connaissent les différents domaines de la reproduction de la vie réelle dans le cadre d'un mode de production.

C'est là qu'ils découvrent la guerre du peuple qui naît et ils cherchent à la développer. La guerre populaire suit le principe : les masses font l'Histoire, le Parti les dirige. ■

La gauche en Turquie sans le paravent du PKK doit faire face au national-islamisme du régime turc : l'exemple de l'idéologie du poète Necip Fazil Kısakürek

Depuis le déclenchement de la crise, la gauche turque, malgré ses puissantes bases, est considérablement affaiblie. On peut considérer que le régime subit lui aussi un affaiblissement, mais ce dernier dispose encore de bases électorales solides, notamment dans la petite-bourgeoisie entrepreneuriale, d'une armée et d'un appareil de répression étendu et du soutien de l'appareil de production capitaliste-bureaucratique en particulier auprès du puissant complexe militaro-industriel.

Alors que le moment historique de la confrontation avec le mode de production capitaliste se pose avec une netteté toujours plus forte, il faut comprendre les raisons pour lesquelles la combativité politique de la gauche, en Turquie et par écho en France, connaît une éclipse, nécessairement temporelle, mais selon nous réelle et significative, car révélant de par son évidence la Ligne Rouge qui doit s'imposer.

Dans la bataille pour le repartage du monde, le régime turc de Recep Tayyip Erdoğan, président de la République de Turquie depuis 2014, mais dirigeant depuis 2003 le gouvernement comme Premier Ministre, joue sa partition au milieu du tourbillon qui entraîne la Turquie dans l'abîme.



Incapable de saisir le mouvement d'ensemble, en tant que dirigeant bourgeois réactionnaire, Erdoğan se pense quant à lui comme un brillant dirigeant maniant avec intelligence et discernement les événements comme autant d'opportunités avec un art pragmatique de l'à propos et la certitude mystique d'être ni plus ni moins qu'un agent de la volonté divine.

Ce narratif, la gauche turque l'a complètement raté, ou du moins a clairement sous-estimé l'exigence que cela suppose en terme de combat culturel, et cela d'autant plus qu'elle s'est très largement mise dans l'orbite du PKK qui l'a conduit à la malheureusement à la capitulation la plus totale.

La Turquie a partiellement, mais de manière sensible, profité de la mondialisation capitaliste de la société de consommation depuis la fin des années 1990, élan qui a pratiquement coïncidé avec l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan. Cela aurait pu être lui ou un autre, ce sont les forces de la bourgeoisie semi-bureaucratique semi-libérale qui l'on emporté.

Celle-ci s'est appuyée sur un nationalisme réactionnaire-romantique consistant à proposer aux masses turques un consentement à l'effort de travail au profit des grands monopoles turcs se tournant de plus en plus vers l'exportation, en récompensant par un développement des services publics de base et un accès élargie à la société de consommation, avec un horizon culturel borné à un chauvinisme pantouflard, fait de séries militaristes-conservatrices et de la promotion d'un patrimoine islamo-ottoman valorisé à outrance.

Les gens qui voulaient le capitalisme en Turquie, ou ceux qui estimaient pouvoir en tirer quelque chose, ont largement soutenu en raison de cet élan l'AKP et Recep Tayyip Erdoğan, y compris les éléments bourgeois et petits-bourgeois parmi les minorités nationales kurdes, et même arméniennes.

La combativité du PKK jusqu'à la fin des années 2010 a maintenu la gauche turque dans une posture de polarisation avec le régime, mais elle s'est faite laminée par la mondialisation capitaliste. En choisissant de suivre la ligne noire proposée par le PKK, elle son opposition s'est transformée implacablement en parallèle, puis en tangente avant de finir maintenant pratiquement en confusion pure et simple.

Le capitalisme mis à jour dans la « Turquie émergente » de cette époque, a été lu comme relevant de la mondialisation, non pas capitaliste, mais néo-libérale, et donc en conséquence, la gauche turque et le PKK en avant, se sont positionnés comme des sortes d'avant-garde de « l'alter-mondialisme » .

Ainsi, à côté d'une lutte armée héroïque, le PKK a encouragé le développement d'expériences subsidiaires au nom du « paradigme démocratique ». Des partis légaux, liés au PKK ou gravitant dans son orbite, ont ainsi vu le jour, appuyant la gauche électorale turque, et prenant le pouvoir dans certaines grandes municipalités, comme Van et surtout Diyarbakır.



Cette dernière ville, aussi appelé Amed dans certains dialectes kurdes ou arméniens, compte aujourd'hui plus de 1,5 millions d'habitants. Le régime turc a largement profité de l'élan de la mondialisation capitaliste pour développer la ville, avec l'appui local du HDP, dont la perspective correspond à celle de l'ex-PKK.

Dans les années 2000-2010, la ville a été agrandie, ses banlieues à n'en plus finir se composent de larges avenues pour automobiles, bordées d'immeubles modernes, alternant avec des magasins, des bâtiments publics, des parcs et des mosquées. Rien qui n'affirme le caractère national kurde.

Pendant que les grands monopoles industriels et commerçants turcs mettaient la main sur Diyarbakır, la municipalité HDP dite d'opposition, organisait des événements symboliques : les rues du centre historique étaient nommées en kurde et en arménien, les murailles étaient classées à l'UNESCO comme oeuvre du patrimoine mondial de l'Humanité, des festivals, des pièces de théâtres, des musées étaient organisés pour promouvoir la langue, la culture nationale et l'histoire kurde, des églises, notamment arméniennes, étaient ouvertes.

L'affichage démocratique des cultures nationales kurdes et même arméniennes a donc atteint un haut niveau de manière relative, mais il était aussi évident que tout cela se faisait aussi grâce et avec le soutien du régime.

L'opposition était réelle sur certains points, voire vive, mais les conjonctions, les collaborations se multipliaient et surtout, il n'y avait en fait aucune alternative politique sérieuse, le « municipalisme kurde démocratique » étant surtout actif sur le plan culturel et social.

Le mode de production capitaliste, ici dans une version semi-féodale semi-coloniale, n'était pas du tout remise en cause ou attaqué, et pire même, le développement de Diyarbakır s'est totalement inscrit dans le développement du capitalisme en Turquie. La corruption était donc totale, malgré la sympathique, mais très superficielle, vitrine culturelle.

Après 2015 et les suites de l'effondrement du Proche-Orient arabe, ayant notamment permis l'affirmation du Rojava, le PKK était au pied du mur. La lutte armée a donc été relancée, mais avec des bases factuellement rongées de l'intérieur.

Le masque de l'altermondialisme ne pesait plus grand chose à ce moment, mais il était encore même trop lourd. Il lui aura fallu une dizaine d'années encore pour tomber. Mais pour toute la gauche révolutionnaire armée du matérialisme dialectique, cet échec était inévitable.

L'altermondialisme n'a jamais été l'antagoniste de la mondialisation capitaliste, mais juste son jumeau pseudo-démocratique, servant de dérive pour détourner la révolution et même finalement d'alibi de gauche à la mondialisation capitaliste.

Les dirigeants du PKK et de ses satellites parlent systématiquement comme des libéraux, prenant comme perspective, comme vision du monde l'idée que la diversité doit mener à l'unité, que la trajectoire historique de la nation kurde suit cette logique.

C'est l'idée du 2 qui devient 1, du particulier qui existe comme essence substantivée qui est possiblement capable d'aller à l'universel, avec les « autres » composants. Alors que pour nous, l'unité est déjà là, c'est le principe même de la nature, du Cosmos dans son essence. C'est l'Humanité qui doit aller à son unité, car l'humanité ne peut pas imposer des principes à la Nature, elle ne peut que les reconnaître et s'y conformer. Comme le formule Friedrich Engels dans l'Anti-Dühring (1878) :

« Les principes ne sont pas le point de départ de la recherche, mais son résultat final ; ils ne sont pas appliqués à la nature et à l'histoire des hommes, mais son résultat final ; ce ne sont pas la nature et l'empire de l'homme qui se conforment aux principes, mais les principes ne sont exacts que dans la mesure où ils sont conformes à la nature et à l'histoire. »

Maintenant que la mondialisation capitaliste se termine, le régime turc est en position de force non seulement de par la base capitaliste qu'il contrôle et sur laquelle il s'appuie aux yeux des masses en Turquie, mais cette position de force est aussi une réalité factuelle sur le plan idéologique, dès lors qu'il s'agit de tenir dans la bataille impérialiste pour le partage du monde.

En se montrant incapable d'assumer le matérialisme dialectique et de développer une subjectivité révolutionnaire, toute la gauche turque gagnée à l'altermondialisme petit-bourgeois dans la roue du PKK cale et s'effondre avec lui, aspirée par le siphon de la réaction.

Ce n'est pas que le régime turc est fait une oeuvre incroyablement machiavélique ou même originale.

Ce sont les mêmes ficelles déjà repérés et condamnés par la gauche matérialiste dialectique qui ont été mise en oeuvre, les fautes de la gauche sont les impardonnables errements de ceux qui se tournent vers les idéologies pseudo-intellectuelles frelatées par la petite-bourgeoisie pour détourner la Révolution de son élan.



Tout mouvement à sa contradiction, car comme nous l'a enseigné Mao Zedong, sans contraste, pas de différenciation. Sans différenciation et sans lutte, pas de développement.

C'est la raison pour laquelle l'autocritique est un exercice nécessaire, même au sein d'une organisation authentiquement révolutionnaire, tendanciellement et tendancieusement une ligne rouge finit toujours par affronter une ligne noire.

Mais il y a des principes acquis, comme l'impératif de la lutte des classes, impliquant de ne jamais se mettre à la remorque d'une idéologie bourgeoise ou d'une hallucination sophistiquée de la petite-bourgeoisie. On peut corriger des tendances erronées sur une base impérativement juste, on ne pardonne pas les fautes commises sur des bases insoutenables.

Surtout pas quand ces fautes conduisent à se mettre dans les pas de l'impérialisme de son pays, porté par une idéologie nationale-romantique. C'est se jeter dans l'abîme et la déraison.

Il y a qu'à voir comme l'extrême droite nationaliste la plus furieuse, celle organisée autour du MHP (Parti d'action nationaliste - Milliyetçi Hareket Partisi) a jubilé à l'annonce de la dissolution du PKK.

Son président, Devlet Bahçeli a produit un long communiqué emphatique pour célébrer la « concorde » et l'unité nationale retrouvée, dans la fraternité entre Turcs et Kurdes, permettant à la Turquie d'accomplir maintenant son « destin » pour le « nouveau siècle turc » :

« Il est clair que la République de Turquie n'a jamais terni sa personnalité par le mal du déni, de la destruction, de l'assimilation ou de génocide.

Aucun membre de la nation turque n'est considéré comme sauvage et étranger, et cela est évident avec tous les fondements de notre identité et les documents historiques. Ce pays nous appartient à tous, c'est une question d'honneur et de l'honneur de tous ceux qui vivent dans ce pays.

Dans nos campagnes, les fleurs seront rassemblées, et dans nos montagnes, la brise du destin et de la fraternité prévaudront. La disparition de l'organisation terroriste est la première étape du nouveau siècle.

Dorénavant, main dans la main, marchons ensemble vers nos idéaux nationaux, notre objectif ultime restera dans les mémoires comme dans la vie, notre unité nationale et nos capacités communes étonneront la région et le monde ! »

On ne saurait mieux résumer le cadre et la perspective. Ce que fait le PKK, c'est capituler au pire moment, c'est une faute historique gigantesque. Et cette faute, c'est aussi voire d'abord une faute idéologique.

Le régime turc s'appuie enfin sur une idéologie nationale-romantique parfois qualifiée de néo-ottomane, c'est-à-dire sur un islamisme national, que la gauche en Turquie est à la peine de confronter idéologiquement, dès lors qu'un parti au matérialisme dialectique puissant et incorruptible ne s'est pas encore clairement reformé.



Pour analyser la défaite idéologique qu'a subi la gauche en Turquie à destination de notre public en France et en Belgique, nous allons ici présenter une référence idéologique majeure de l'islamisme néo-ottoman du régime turc actuel.

C'est un point important, car les masses turques de nos pays sont elles aussi confrontées à l'endoctrinement idéologiques de ces islamistes et il nous faut les gagner aussi dans la perspective où l'impérialisme dans nos pays, particulièrement en France, vise tendanciellement la concurrence, voire la confrontation avec la Turquie.

Un cadre révolutionnaire conséquent donc doit comprendre le régime turc nationaliste et islamiste actuel, car aider les masses de ce pays à l'affronter et pour résister sans concession à la propagande impérialiste de notre propre État bourgeois.

On ne peut pas comprendre ni même parler du néo-ottomanisme turc sans parler de Necip Fazıl Kısakürek (1904-1983).



Le régime turc lui-même le présente volontiers comme un des pères fondateurs du néo-ottomanisme.

Plus largement, toute son oeuvre, essentiellement littéraire, inspire la pensée nationale-islamiste turque actuelle. C'est de fait une figure intellectuelle majeure du nationalisme turc. Il existe ainsi un prix des arts et de la culture « Necip Fazıl », avec dix catégories, pour des prix remis à Ankara par le président Recep Tayyip Erdoğan en personne chaque année.

Ayant fait ses études dans les écoles françaises d'Istanbul après la Première Guerre, Necip Fazıl Kısakürek a été le témoin de la fondation de la République. Appartenant à la petite bourgeoisie éduquée.

Il est alors en faveur de la modernisation nationaliste de la Turquie menée par Atatürk, sans s'y engager. Il part finir ses études à Paris, où il devient un des plus brillants élève de Henri Bergson (1859-1941). C'est notamment au contact de la pensée de ce philosophe du « vitalisme » que Necip Fazıl Kısakürek forge la sienne.

En fait, une large partie de la pensée de Necip Fazıl Kısakürek consiste en une islamisation de la pensée de Bergson, islamisation que Necip Fazıl Kısakürek considère comme un accomplissement, même un dépassement.

Necip Fazıl Kısakürek adopte ainsi le concept central selon Bergson d'intuition, comme forme de perception intérieure personnelle et directe, supérieure à l'intellect rationnel pour saisir la réalité, et le reformule dans le cadre de l'islam mystique auquel il s'initie à la fin des années 1920 : celui de la puissante tariqa-confrérie Naqshbandiyya, qui aurait fondée au XIV^e siècle en Asie centrale.

Elle est très populaire en Turquie, notamment dans la petite bourgeoisie éduquée et conservatrice. C'est le Sayyed-maître Abdulhâkim Arvâsî (mort en 1943), un ancien dignitaire ottoman arabe qui se revendiquait descendant de Mahomet, vivant entre Van et Istanbul, qui l'initie.

La question de la perception par intuition devient alors une nouvelle façon de parler de l'irfân, de la connaissance mystique intérieure pour communier avec Dieu.

De même, le concept d'élan vital, comme force créatrice mais imprévisible, moteur même de la vie, devient une élévation spirituelle, dans une logique missionnaire, celui d'accomplir et de faire triompher l'Islam, mission spirituelle vitale que porte la Turquie dans son essence, sa nature même.

Ce qui a rendu célèbre Necip Fazıl Kısakürek en Turquie, c'est d'abord sa langue justement très moderne, qu'il dirige vers un romantisme existentiel, propre à parler à la jeune génération qui grandit dans la nouvelle République turque, en quelque sorte coincé entre un Occident qu'elle admire mais dont elle se méfie en raison de la brutale guerre de libération, d'un Orient ottoman perdu et effondré, et face à une URSS toujours plus puissante et attirante.

Son premier poème, Kaldırımlar (Les trottoirs) écrit en 1928 est aujourd'hui étudié comme un classique dans les écoles turques.

Il décrit un homme marchant seul dans une ville anonyme, mêlant l'angoisse existentielle de la modernité avec une sensibilité « collant » au mysticisme religieux soufie. C'est à la fois moderne, nouveau et terriblement régressif, empreint d'une nostalgie, exprimant un égarement solitaire cherchant la sagesse et l'équilibre.

En voici un extrait :

Sokaktayım, kimsesiz bir sokak ortasında.
Yürüyorum, arkama bakmadan yürüyorum.

Je suis seul dans la rue, au milieu d'une rue déserte.
Je marche, sans regarder en arrière, je marche.

Idéologiquement, c'est surtout le recueil *Çile* - Le Tourment (1946) qui est quasiment devenu un manuel d'éthique et de formation spirituelle dans les milieux islamistes en Turquie, avec posé comme principe central, l'idée que les souffrances modernes sont une épreuve infligée aux fidèles pour développer leurs vertus et leur persévérance à aller vers Dieu.

Le grand public connaît surtout Necip Fazil Kisakürek pour ses oeuvres théâtrales, très célèbres et régulièrement jouées, notamment *Reis Bey* - Le seigneur juge, qui présente le repentir d'un juge dur et impitoyable après une erreur judiciaire, qui est très appréciée pour sa dimension morale-religieuse, et qui est une façon par le haut d'appeler les dirigeants à l'humilité dans un esprit clairement semi-féodal.

La pièce *Tobum* - La Semence (1935) est dans le même genre, mais en pire encore : on se trouve dans l'Empire ottoman s'écroulant, et on suit le parcours initiatique d'un homme isolé, mais déterminé à sauver son identité nationale et islamique au milieu de l'effondrement, afin de pouvoir tout recommencer.

Enfin, on peut considérer *Bir Adam Yaratmak* - La création de l'Homme (1937) comme la principale pièce de Necip Fazil Kisakürek. C'est en fait la même histoire que la précédente, mais sans le contexte ottoman, et en se concentrant davantage sur l'initiation mystique.

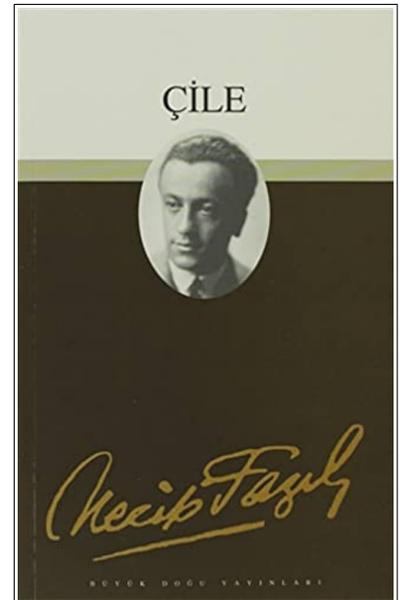
En terme de style, le ton est systématiquement exalté dans les oeuvres de Necip Fazil Kisakürek, et l'idée centrale qu'il reprend de son maître soufie, c'est de « grands esprits » doivent diriger la société, car seule une élite initiée à la doctrine complète et à son ésotérisme, a gagné son « ordre intérieur » par la purification spirituelle et la communion mystique avec Dieu, et est donc en mesure de diriger et de réformer la société.

On voit là les parallèles évidents avec le christianisme « byzantin », orthodoxe grec ou russe, ou arménien notamment, qui ne disent pas autre chose. Et d'ailleurs, dans certains cercles spirituels de l'époque ottoman, les confréries mêlants chrétiens et musulmans étaient une pratique fréquente au sein des élites féodales.

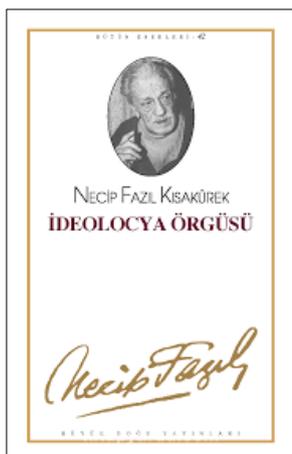
En tout cas, face à cette élite turco-islamiste, se dresse le matérialisme occidental, européen en particulier, dont sont notamment les vecteurs en Turquie les Juifs et les Dönme (des Juifs convertis à l'islam à la suite de Sabbataï Tsevi en 1666, mais le terme alimente en fait tous les fantasmes irrationnels des islamistes turcs).

Necip Fazil Kisakürek se montre plus enclin à admirer les États-Unis, notamment après les années 1940, en qui il voit des parallèles significatifs avec la nationalisme-islamiste qu'il porte.

Il est vrai que sa pensée offre de remarquables échos avec celles des libertariens américains, on retrouve nombre de points communs dans l'oeuvre élitiste entrepreneuriale de Ayn Rand, *La grève*, publiée en 1957 dont nous avons parlé dans le Crise n°31 (février 2025).



Necip Fazil Kisakürek développe ses thèses essentiellement dans deux livres, sachant qu'il est tenu pour en avoir écrit près d'une centaine, dont beaucoup se répètent.



Le principal est *Ideolocyâ örgüsü* - Le tissu idéologique (1939), complété sur le plan de la profondeur historique par Ulu Hakan Abdulhamid Han - Sultan Abdulhamid II, qu'il présente comme le dernier grand souverain islamique, et le premier véritable moderne.

L'auteur est ainsi en fait pour le rétablissement du Califat, mais pas dans une version théologique véritablement « orthodoxe », mais dans une forme modernisée, celle d'un chef charismatique, le *basyüce*, à la fois maître spirituel supérieur et dirigeant politique, entouré de sa fidèle élite administrative, économique et culturelle, qui dirigerait le peuple turc, troupeau guidant les masses humaines vers Dieu et l'Ordre divin.

Dans la perspective de Necip Fazil Kisakürek, l'islam ne s'accomplira que grâce à la Turquie, qui porte le poids et l'honneur de cette charge, lui donnant ainsi un destin unique devant l'Humanité et l'Histoire.

C'est ce programme que le régime turc prend au sérieux, et sur lequel il s'appuie idéologiquement pour gagner le cœur des masses.

Certes, Necip Fazil Kisakürek comme référence ne prend pas vraiment auprès des masses kurdes, mais l'idéologie qu'il propose est totalement conforme à celle d'une figure islamiste kurde très populaire comme celle de Saïd Nursi (1878-1960), qui fut aussi des derniers maîtres ottomans de naqshbandiyya.

La culture kurde est donc parfaitement perméable à cette vision du monde. D'ailleurs, Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK lui-même reconnaît que dans sa jeunesse, il a été un disciple du national-islamisme de Necip Fazil Kisakürek, *ce qui est une ironie tragique et significative des errements de sa propre trajectoire*.

Pour Necip Fazil Kisakürek, l'islam c'est donc un ordre, un mouvement devant amener à l'arrêt du mouvement, ou plutôt à un cycle, une circumvulation éternelle autour de Dieu.

Le mouvement, c'est la dispersion, l'isolement, la perte, l'angoisse. La circumvulation collective guidée c'est la paix, c'est l'ordre devant donc finir par régir tous les aspects de la vie, c'est une vision du monde.

C'est ce qui lui donne sa force, et c'est ce qui nous impose de la combattre en se mettant au niveau et avec une implacable détermination. Un tel ennemi impose à la gauche une lutte de haut niveau, cela impose de comprendre les bases matérielles du régime turc, les fondements de son nationalisme, les ressorts du développement du capitalisme en Turquie, la question de ses composantes nationales et en particulier de la nation kurde.

Cela impose aussi de disposer d'une vision du monde, d'être capable de se confronter au romantisme national-islamiste et de comprendre fondamentalement l'islam et sa charge.

C'est la nécessité même de la lutte qui nous oblige d'arborer le matérialisme dialectique, de lever le drapeau de la lutte des classes et de la libération nationale, démocratique et populaire, de tendre la main à nos frères turcs, à nos frères kurdes dans notre lutte, de les pousser à affronter leur bourgeoisie bureaucratique, leur nationalisme, leurs préjugés religieux, leur État, et pour eux de nous appuyer à lutter contre notre propre bourgeoisie, son idéologie et son État !

La ligne rouge d'Ibrahim Kaypakkaya se réaffirmera historiquement inévitablement, avec une pensée-guide ouvrant la voie de la guerre populaire et de la révolution démocratique en Turquie. ■

Affrontements indopak de début mai 2025 : la superpuissance impérialiste américaine sauve une fois de plus le Pakistan

Le 22 avril 2025, le « Front de résistance » massacrait un groupe de touristes indiens au Cachemire. Cette structure est une émanation de la Lashkar-e-Taiba, « l'armée des pieux » basée au Pakistan. Le bilan est de 28 morts et d'une vingtaine de blessés.

Dans la foulée, la tension s'exacerba rapidement du côté indien. Les diplomates pakistanais furent expulsés d'Inde et les diplomates indiens au Pakistan furent rappelés. Les citoyens pakistanais eurent l'obligation de quitter l'Inde, le courrier fut stoppé avec le Pakistan, des troupes furent amassées aux frontières des deux pays.

L'Inde se retira également du traité des eaux de l'Indus datant de 1960 et établissant un partage des ressources. Le Pakistan expulsa de la même manière tous les Indiens, ferma son espace aérien aux avions indiens, et le commerce entre les deux pays fut totalement gelé.

On est dans une logique de confrontation nette dès le départ, et la première phase consista, du 24 avril au 6 mai, en des tirs d'artillerie de part et d'autre, avec des coups de feu par escarmouches.



L'Inde lança alors l'opération *Sindoor*, dans la nuit du 6 au 7 mai, utilisant le terme employé pour désigner la poudre rouge placée sur la raie des cheveux des femmes mariées dans l'hindouisme.

Cette opération consista en l'envoi de missiles sur neuf endroits considérés comme des bases ou des centres de formation des organisations islamistes utilisés par le Pakistan pour intervenir militairement au Cachemire. Les localités frappées sont Bahawalpur, Muridke, Muzaffarabad, Kotli, Bhimber, Chak Amru, Bagh, Sialkot et Tehra Kalan.

Le Pakistan riposta avec des tirs d'artillerie, mais surtout l'envoi de 400-500 drones. Le grand souci du côté indien fut alors de savoir s'il s'agissait d'une offensive en tant que telle, ou bien d'une tentative de saturer la défense aérienne pour une intervention plus globale.

C'était d'autant plus la question que le Pakistan a affirmé que 125 avions de combat se sont affrontés lors de l'opération Sindoor, et que le Pakistan en est sorti victorieux, avec plusieurs avions indiens détruits selon lui.

L'Inde répondit dans la nuit du 9 au 10 mai 2025 par l'envoi de missiles balistiques sur des bases aériennes pakistanaises, de Murid, de Rafiqui et de Nur Khan, non loin de la capitale Islamabad. Le Pakistan a alors particulièrement craint la possibilité de frappes contre ses installations au plus haut niveau, notamment en ce qui concerne les armes atomiques.

L'armée pakistanaise lança alors l'opération *Bunyan al-Marsous* (Mur de plomb fondu), ce qui fait référence au quatrième verset de la sourate 61, « L'ordre ». On y lit :

« Les cieux et la terre louent l'Éternel ; il est puissant et miséricordieux.

Ô croyants ! pourquoi ne remplissez-vous pas la promesse faite à Dieu ?

Il hait ceux dont les actions démentent les paroles.

Il aime ceux qui combattent pour la foi avec ordre, et qui sont fermes comme un mur de plomb fondu. »

Cette opération pakistanaise visa les bases aériennes de Jalandhar, d'Udhampur et du Gujarat, des installations militaires au Rajasthan, une installation de stockage de missiles BrahMos, un système de défense antiaérienne S-400 de la base aérienne de Pathankot.

La superpuissance impérialiste américaine intervint alors, forçant à un cessez-le-feu immédiat entre les deux belligérants. Le Pakistan revendiqua la victoire, alors que l'Inde expliqua qu'elle avait instauré une nouvelle approche : toute intrusion armée d'islamistes depuis le Pakistan serait désormais considérée comme un acte de guerre.



Néanmoins, les opinions publiques ont été chauffées à blanc et en Inde, la retenue à ce moment-là face à l'opération *Bunyan al-Marsous* a été incomprise. C'est d'autant plus vrai que l'État indien a mis X dans l'obligation de bloquer 8

000 comptes et que la politique de propagande en mode l'huile sur le feu a été systématique.

De plus, alors qu'il y a une censure générale sur tout ce qui est militaire, il est connu que le Pakistan a continué à envoyer des drones, qu'il y a encore des escarmouches et des bombardements. L'Inde semble donc ouvertement avoir reculé.

Et c'est bien le cas. Le Pakistan joue un rôle essentiel pour la superpuissance impérialiste américaine, et ce depuis la fondation de ce pays en 1947, même si initialement c'était l'impérialisme britannique qui était à l'oeuvre.

Le Pakistan a, en effet, toute une série de frontières de très grande importance pour qui veut manoeuvrer pour maintenir son hégémonie mondiale. On sait à quel point les commentateurs bourgeois usent et abusent de la conception de la « zone stratégique » : dès qu'il y a un conflit, ils disent que c'est parce qu'existe une zone stratégique, à croire que tout est zone stratégique !

Mais ici, pour le Pakistan, l'expression est correcte, en raison des frontières avec l'Iran (900 km) au sud-ouest, avec l'Afghanistan (2 400 km) au nord-ouest, avec la Chine (520 km) au nord-est et avec l'Inde (2 900 km) sur tout son côté est.

Le Pakistan est une excellente plate-forme géographique pour déstabiliser et la superpuissance impérialiste américaine ne s'en prive pas. Le vecteur, on l'aura compris, est l'Islam, le Pakistan étant comme Etat identitaire prétendant unifier par en-haut des peuples très différents, mais ayant pour dénominateur commun d'être musulmans.

C'est d'autant plus important qu'historiquement l'Inde est un pays qui, dès la fin des années 1950, est à la fois sous influence de la superpuissance impérialiste américaine et de la superpuissance social-impérialiste soviétique. Le Pakistan a servi de « garantie » américaine en cas de basculement de l'Inde, et la Chine a agi pareillement une fois qu'elle est devenue révisionniste, appuyant massivement le Pakistan.



On devine ici, en effet, que c'est un rêve américain que de pouvoir utiliser l'Inde contre la Chine. Et ce alors, qu'en même temps, les Etats-Unis et la Chine soutiennent ensemble le Pakistan.

Ce dont il s'agit aussi, c'est de paralyser et diviser l'Inde, où 16 % de la population est musulmane. Ici, il faut savoir que deux traditions spirituelles-juridiques des musulmans sont communes à l'Islam en Inde et au Pakistan.

On a d'un côté le barelvisme, qu'on peut désigner comme salafiste – quiétiste, autrement dit plus spirituel que juridique, de l'autre le déobandisme qui porte une dimension « revivaliste » plus prononcée, plus juridique que spirituelle si on veut, et qui sera une source d'inspiration pour les Talibans.

Ce sont là des simplifications, mais on comprend l'idée : il y a des ponts significatifs entre les musulmans indiens et pakistanais. Le souci est que si on prend l'Inde au sens le plus large possible, en y associant donc le Pakistan et le Bangladesh, on a tout le temps des ponts entre tout le monde, pour autant d'obstacles.

Les Indiens et les Pakistanais vont peindre leurs camions, mais selon leurs religions ils ne vont pas le faire de la même manière. C'est un excellent exemple, car tout est comme ça. C'est pareil, mais différent ; c'est différent, mais pareil.

C'est valable également à l'intérieur de l'Islam et de l'hindouisme, pour le Pakistan comme pour l'Inde. Dès qu'on trouve une unité, on s'aperçoit de différences internes, de contrastes. Il y a les castes de l'hindouisme, puis on tombe sur les sous-castes. Dans l'Islam, il y a de la même manière toute une série de différenciations hiérarchiques.



Qui a compris Staline et Mao Zedong a bien entendu saisi de quoi il en retourne : l'arrière-plan est féodal. On retombe toujours sur les hiérarchies, les corporations, les rapports de force interne et dans une logique communautaire, à quelque échelle que soit cette communauté.

Et cette logique de dissociation, de différences à travers l'unité, se retrouve non seulement à tous les niveaux, mais c'est sans fin. Puisque le contexte est féodal à l'arrière-plan, malgré la modernité d'un capitalisme en fait bureaucratique, tout se répète de manière féodale.

C'est exactement la même catastrophe qui frappe l'Amérique latine, avec ses surcharges sans fin dès qu'il se passe quelque chose. Il y a une dimension culturelle créative, bien entendu. Néanmoins, en termes sociaux c'est un désastre, avec un cadre juridique privé différent selon les confessions, les communautés.

Une telle situation amène l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh à être des poudrières ; politiquement, c'est l'instabilité permanente. L'Inde semble plus calme et est toujours présentée comme « la plus grande démocratie du monde », mais en fait si on regarde les gouvernements des différents Etats, c'est totalement chaotique.

Comme on le sait, dans cette situation surnage le Parti Communiste d'Inde (maoïste). On le devine, c'est très difficile.

Historiquement, les maoïstes apparaissent surtout au Bengale occidental dans les années 1970, mais se feront écrasés. C'est ensuite l'Andhra Pradesh qui va devenir leur bastion idéologique, là où vraiment ils existent avec une dimension proprement historique, ce qui n'est pas le cas dans le reste de l'Inde.

Cela donna de très grands succès dans les années 2000, mais les « Naxalites », comme on les appelle en référence à la révolte paysanne de Naxalbari, se sont fait coincés.

Ils se sont basés surtout sur les collines isolées du Dandakaranya, entre le Chhattisgarh et l'Orissa (désormais appelé Odisha), ainsi sur la région frontalière au Jharkhand au Bihar et au Bengale occidental.



Il faut malheureusement voir ici que le levier principal de l'action du Parti Communiste d'Inde (maoïste), ce sont les aborigènes. Et si le discours est maoïste, en pratique toute l'économie politique relève de l'altermondialisme.

En ce sens, le Parti Communiste d'Inde (maoïste) critique ardemment le nationalisme du régime, sa propension à mettre fanatiquement en avant l'hindouisme (la hindutva), et tend à considérer qu'inversement l'Islam joue un rôle favorable contre lui. Avec la perspective altermondialiste, cela amène naturellement une tendance à s'aligner littéralement sur la « résistance » du Hamas contre Israël.

Pour tout dire, on chercherait en vain des analyses approfondies au sujet de l'Inde ; cela provient naturellement de la ligne pragmatique du Parti Communiste d'Inde (maoïste), qu'il partage depuis les années 1980 avec le Parti Communiste des Philippines.



Disposant d'une guérilla importante, ces partis se sont focalisés sur cette question et voient la politique comme un levier pour avancer ; il n'y a pas au sens strict l'idéologie au poste de commandement, bien que le style soit marxiste-léniniste (et même officiellement marxiste-léniniste-maoïste).

Le Parti Communiste d'Inde (maoïste) a connu, avec tout cela comme arrière-plan, un recul assez général depuis la fin des années 2000, avec la perte selon l'État indien de 5 000 membres tués entre 1996 et 2024.

C'est ainsi qu'il est passé de plusieurs milliers de membres dans sa guérilla, à plusieurs centaines, en raison d'une politique de répression militaire malheureusement très efficace.



En fait, on doit bien le dire, s'il existe de puissantes organisations se revendiquant du marxisme-léninisme et de Mao Zedong, qui agissent légalement avec des structures revendicatives de masse, l'activisme révolutionnaire à proprement parler est au point mort en Inde.

Il y a bien eu en Inde des actions anti-guerre en mai 2025, mais elles ont été extrêmement marginales et l'État n'a pas hésité à tabasser les manifestants présents lors de telles initiatives.

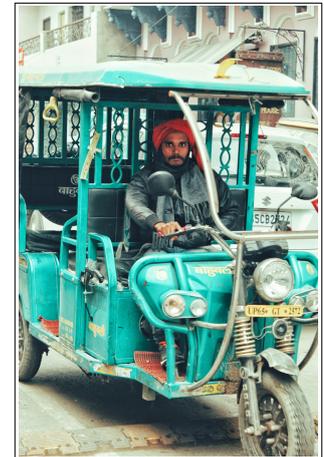
En Inde comme en Turquie ou finalement comme partout dans le monde, les avancées de la mondialisation de 1989 à 2020 a tout lessivé et il n'y a pas encore eu de mise à jour révolutionnaire. Il ne semble pas non plus qu'en Inde, il soit avancé dans cette direction.

Quant au Pakistan, c'est la catastrophe depuis 1947, la pression de l'Islam a brisé la tradition communiste, même s'il existe une réelle tendance en ce sens. Impossible ici de ne pas mentionner le Bangladesh, où par contre la tradition du maoïsme est extrêmement puissante. Mais là encore, l'Islam a largement emporté les masses et il n'y a pas de perspectives directement positives.

Que va-t-il donc se passer ? C'est assez simple : puisque la séparation entre l'Inde et le Pakistan, en 1947, s'est mal passé, cela va continuer, et cela continuera tant qu'il n'y aura pas une réponse démocratique et populaire.

Dans la période de la seconde crise générale du capitalisme, commencée en 2020, cela veut dire la guerre « indopak ». On peut même dire qu'en mai 2025, l'Inde a cherché à briser le Pakistan.

C'était clairement l'objectif de l'opération Sindoor : frapper fort, bousculer, en considérant qu'en face le pays ne tiendra pas. Car le Pakistan n'a pas connu l'évolution de l'Inde de ces trente dernières années. En 2024, le PIB de l'Inde était de 4 200 milliards de dollars, celui du Pakistan de 374 milliards pour le Pakistan.



Même le Bangladesh, partant pourtant de considérations terribles, a vu son économie rattraper celle du Pakistan. Un chiffre est ici révélateur : le taux d'illettrisme est de 37% au Pakistan, ce qui est incroyablement élevé et en fait l'un des pires pays au monde sur ce plan.

Le contraste est immense ici avec la prétention d'élever à sa gloire la culture islamique des Indes, avec notamment la poésie de langue ourdou. Mais il est vrai ici qu'on paie le prix de la fiction d'imposer l'ourdou comme langue nationale, alors que cette langue est maternelle pour seulement 7 % de la population.

Reste la question nucléaire, car le Pakistan est devenue un pays possédant l'arme atomique, tout comme l'Inde. Un effondrement du Pakistan et l'armée pakistanaise n'hésiterait aucunement à l'employer. On voit même très mal comment des armes atomiques ne seront pas employées, à un moment à un autre, dans un conflit « indopak » où le Pakistan ne peut que perdre, à moins d'un soutien américain, comme en mai 2025, et comme en 1971 également. Sans révolution démocratique, la question indopak va tourner au drame. ■

L'impérialisme français et sa contribution au conflit entre l'Inde et le Pakistan

L'impérialisme français a les yeux rivés sur l'Océan Indien. Depuis la fin des années 2010, puis véritablement avec le début de la crise générale du mode de production capitaliste à partir de 2020, une véritable stratégie allant à la guerre contre la Chine s'est mise en place autour du concept d'« Indopacifique ». Initialement, ce concept a été forgé par les alliés des États-Unis dans l'idée de développer une politique de *containment*, c'est-à-dire d'endiguement de la superpuissance chinoise.

L'idée des États-Unis en particulier est de forger une alliance du même type que l'OTAN verrouillant ces deux Océans, afin de garantir leur hégémonie maritime.

Dans la même perspective que celle de l'OTAN, il s'agit de fédérer l'expansionnisme de puissances secondaires, comme celle de la France ou de l'Inde, face à une crainte commune de la puissance chinoise, en s'appuyant sur leurs capacités militaires, inférieures à celles des États-Unis, et les plaçant sous commandement américain.

Le Japon et l'Inde ont ainsi adopté ce concept, en déclinant à leur manière une doctrine allant dans ce sens. Pour l'Inde, c'est le discours du Premier Ministre Narendra Modi au Dialogue de Shangri-La à Singapour en 2018 qui pose la doctrine. Narendra Modi a structuré celle-ci conformément à son idéologie féodale-romantique néo-brahmaniste des "Cinq S" : सम्मान/*Samman* (respect), सम्वाद/*Samvad* (dialogue), सहयोग/*Sahyod* (coopération), शांति/*Shanti* (paix), and समृद्धि/*Samruddhi* (prospérité).

Si l'alignement avec la puissance américaine est la tendance, ainsi que celle allant à la guerre avec la Chine, il faut voir que chaque État engagé dans la guerre impérialiste joue d'abord pour lui, cherchant à profiter de toutes les opportunités possibles pour avancer ses propres intérêts. Le concept d'Indopacifique relève à la fois de cet alignement pro-américain, *tout en étant un manière pour les puissances secondaires de s'élaner de leur côté.*



On trouve donc autant de définition de l'Indopacifique que de nations engagées dans la guerre pour le partage du monde et alignées aux États-Unis. L'Australie a sa propre définition, le Canada la sienne, de même l'Allemagne, l'Union européenne ou encore bien évidemment la France.

La définition de la France est moins frontalement anti-chinoise que celle de l'Inde, mais elle se déploie également autour d'une certaine vision du soi-disant multilatéralisme et de la promotion du « droit international » dont l'État bourgeois se fait le champion devant ses concurrents.

La France bourgeoise a, notamment depuis de Gaulle, développé toute une doctrine de « non-alignement », lui permettant de partir dans tous les sens pour défendre ses intérêts, tout en étant profondément alignée sur les États-Unis. Le ministère des Affaires Étrangères français définit ainsi l'Indopacifique, lui aussi d'ailleurs en 5 points : « *un ordre multipolaire stable fondé sur le droit et la libre-circulation et un multilatéralisme juste, efficace et inclusif* ».

Notons que le ministère des Armées ne reprend pas ce lexique, il met en avant d'abord la rivalité entre la Chine et les États-Unis, ce qui est une manière de placer la France sans la rendre responsable, sans assumer ouvertement l'alignement français, et d'insister sur la marche à la guerre dans le secteur et assumer notamment la dimension nucléaire des tensions.



Ce ministère dispose aussi d'une cellule de veille et de renseignement appelé « l'Observatoire du multilatéralisme en Indopacifique » qui vise surtout à documenter le *containment* anti-chinois des États-Unis et la montée de la tendance à la guerre dans le secteur.

L'impérialisme français est certes en décadence et en repli, mais il dispose de bases significatives dans l'Océan Indien, que l'on peut présenter ainsi : la France possède un ensemble de territoires dans

l'Océan Indien et Pacifique qui couvrent une superficie de 465000 km², soit une superficie équivalente à celle d'un pays comme le Maroc, porté à 9 millions de km² en considérant les Zones Économiques Exclusives maritimes.

Près de 1,8 millions de Français vivent dans ces espaces, qui représentent près de 15% du commerce international de la France.

Enfin, les deux principales bases militaires française hors OTAN et UE se trouvent dans ce secteur : aux Émirats Arabes Unis (650 soldats) et surtout à Djibouti (1460 soldats).

L'Inde est devenue le principal partenaire commercial et militaire de la France dans cette partie du monde. Depuis 2008, les contrats d'armement ont dépassés les 14 milliards d'euros et ne cessent de s'intensifier depuis. Depuis 2018, la France a même dépassé les États-Unis comme fournisseur en terme d'armement de l'Inde, dont elle est désormais le deuxième partenaire militaire de l'Inde derrière la Russie.

La presse et les analystes bourgeois considèrent volontiers le gouvernement indien comme appliquant une sorte de doctrine néo-gaulliste justifiant une communauté de vues et d'intérêts entre les régimes des deux pays.

Et cela va d'ailleurs dans les deux sens, le régime indien considérant que la France est une puissance d'équilibre propre à servir ses intérêts et son développement.

Le premier ministre (depuis 2014) Narendra Modi a ainsi été l'invité d'honneur lors du défilé militaire qu'organise le régime bourgeois en France pour la fête nationale du 14 juillet en 2023. Ce sont alors 240 soldats indiens qui ont défilé sur les Champs Elysées à Paris, pour célébrer les 25 ans du partenariat militaro-industriel entre les deux pays.



D'ailleurs, malgré les violentes campagnes anti-musulmanes que le gouvernement de Narendra Modi organise en Inde, on n'a pas entendu grand chose sur cette venue de la part de l'ultra-gauche décoloniale, islamiste ou trotskiste, sinon, pour ne pas changer, pour simplement reprocher au régime indien son rapprochement par ailleurs avec Israël.

Narendra Modi est encore revenu en France en février 2025 pour co-présider le très important sommet international sur l'IA, alors que des accords de coopérations très importants en terme de partenariat technologique ont été signés entre l'UE et l'Inde justement.

Sur le plan militaire, les accords de défense se font sur le principe du partenariat, sinon du transfert de technologie, qui est un alibi pour le « développement économique » conforme au droit international des États bourgeois de notre époque, tel que l'impérialisme français en mode « gaulliste » l'a toujours mis en avant. Dans les années 1980, c'est par exemple ce même alibi du partenariat en faveur d'un « monde multipolaire » et du « Sud » qui a servi au régime français pour armer l'Irak de Saddam Hussein, presque jusqu'à lui permettre de développer la bombe nucléaire.

Avec l'Inde, ce n'est pas en soi la technologie nucléaire qui est visée, mais surtout le secteur de l'aéronautique et de la marine. Les livraisons françaises doivent ainsi intégrer les technologies du complexe militaro-industriel indien et, inversement, le complexe militaro-industriel indien, encore très dépendant des technologies russes, doit assimiler les normes françaises, c'est-à-dire celle de l'OTAN *in fine*.

Cela suppose donc plus que de simples livraisons d'armes : il est question de coopération industrielle, de formation et d'instruction militaire communes ou alignées. La France entretient ainsi en Inde plusieurs officiers de liaisons dans ces domaines, et les aérodromes indiens sont ouverts aux escales de l'armée de l'air et des avions de l'aéro-navale de la Marine française. Dans le même ordre d'idée, près de 700 filiales d'entreprises liées au complexe militaro-industriel français se sont installées en Inde, employant près de 400 000 personnes.

Cette interopérabilité est pour l'impérialisme français un enjeu important pour assurer des débouchés prolongés à son industrie militaire.

L'Inde et la France ont d'ailleurs signé en 2023 un accord de coopération devant se prolonger jusqu'en 2047, c'est-à-dire pour le centenaire de l'indépendance de l'Inde. Pour l'Inde, la coopération avec la France vise à développer son expansionnisme maritime, visant notamment les petits États insulaires de l'Océan indien qu'elle entend satelliser d'ici 2026.



C'est dans cette perspective que l'Inde a passé des commandes pour un total de 62 avions de chasse de 4e génération Rafale, construit par Dassault Aviation, et prévoit aussi l'achat d'un total de 12 sous-marins d'attaque conventionnels (non porteurs d'ogives nucléaires) Scorpène construit par Naval Group.

Le développement des capacités navales de l'Inde intéresse l'impérialisme français notamment depuis 2017, lorsque la Chine a ouvert une immense base à Djibouti, abritant 400 soldats, mais pouvant en accueillir 10 000, juste en face de la base militaire française.

Un grand tapage a été fait en Inde, et aussi en France bien entendu, sur ce partenariat, et notamment sur la question du Rafale, censé surclasser les capacités chinoises, mais aussi pakistanaises.

Pour mettre en oeuvre ces équipements, de grands exercices d'interopérabilités sont régulièrement organisés avec l'armée française, appliquant les standards de l'OTAN : les exercices terrestres *Shakti*, dont la 7e édition a eu lieu en 2024, se déroulent alternativement en France (à Bourg-en-Bresse ou Draguignan notamment) et en Inde, les exercices aériens *Garuda* depuis 2003 sur le même principe, et les exercices *Varuna* qui se déroulent annuellement depuis 2001.

Depuis la fin des années 2010, ces exercices ont nettement pris le tour de démonstration de force face à la Chine et au Pakistan. Par exemple, les exercices *Shakti* se déroulent dans des scénarios simulant des ripostes sur un théâtre d'opération himalayen, et impliquent désormais l'armée de l'air et la Marine.

En conséquence, l'attaque aérienne lancée le 7 mai 2025 par l'Inde sur le Pakistan, lors de laquelle des Rafales ont été déployés, a eu valeur de test des capacités françaises face à l'armement chinois du Pakistan.

Ce dernier, avec des moyens bien plus réduits que ceux de l'Inde, entretient aussi un vaste complexe militaro-industriel, largement tourné vers la Chine. Au vu du rapport de force, le Pakistan ne tiendrait pas une guerre industrielle prolongée sans soutien massif de la Chine, et mise donc davantage sur des formes hybrides (de types attaques cyber, terroristes, guérilla de type *stay behind* telle que formée par la CIA) et par un emploi potentiel de l'arme nucléaire en cas de recul militaire massif.

Pour tenir l'Inde à distance, le Pakistan a donc développé une puissance de feu de barrage importante, avec une doctrine d'escalade mesurée au départ.

De manière notable, lors des affrontements de début mai 2025, il y a eu au moins un Rafale indien abattu. L'information a considérablement ébranlé les média bourgeois en France, avec des analyses expliquant que ce n'était pas vrai, ou que si c'était vrai cela ne voulait rien dire du Rafale et de ses capacités.

L'intoxication sur le Rafale est forte en France, il y a un véritable bourrage de crâne sur cet appareil, avec un fétichisme consistant à considérer que les masses doivent être fières de ce fleuron du complexe militaro-industriel, dont il est dès lors un des alibis.

Il est intéressant de noter que les médias pakistanais n'ont pas été les seuls à souligner leur fierté d'avoir abattu un tel fleuron de la propagande française, et au-delà d'elle de l'hégémonie occidentale. L'agence de presse turque et les média du Qatar se sont aussi réjouis de ce résultat à mots à peine couverts, reflétant les tensions inter-impérialistes croissantes qui montent de toutes parts.



L'aviation pakistanaise est composée de JF-17 Thunder développés en partenariat avec la Chine et, depuis 2021, de Chengdu J-10, fleuron des chasseurs chinois de 4^e génération, directement concurrent du Rafale Marine acquis par l'Inde. Notons que ni l'un ni l'autre ne sont des chasseurs de 5^e génération, comme le sont les F22 Raptor américains, les SU-57 russe et le J-20 chinois, en raison de leur manque de furtivité, même si en combat au dessus des mers, le Rafale Marine peut être considéré comme furtif (mais, donc, pas en combat au dessus des terres).

Militairement, le JF-17 s'oppose en fait au HAL LCA Tejas indien, et le J-10 est conçu pour s'opposer au Rafale notamment, comme théoriquement à tout type de chasseurs de la 4^e génération. Ces appareils étaient en plus équipés de missiles CAMM PL-15, équipant l'aéro-navale chinoise et réputé pouvoir abattre n'importe quel chasseur de standard OTAN (y compris les Rafales français) de 4^e génération, voire de 5^e à partir du moment où le pilote a repéré avec son système l'appareil ennemi, en radar ou en visuel.

Ce qui se joue dans cet échange dépasse donc l'Inde et le Pakistan. Les pilotes pakistanais ont ici appliqués des standards développés de leur côté dans des exercices d'interopérabilités, imitant ceux des pays de l'OTAN. Notamment, le Pakistan avait organisé au Qatar un exercice appelé Zilzal-2 (signifiant « tremblement de terre » en arabe et titre d'une sourate du Coran), opposant ses JF-17 Thunder à des Mirages 2000 et ses J-10 à des Eurofighters de l'armée qatarie.

Le surclassement des chasseurs français par le matériel chinois a été largement salué dans la presse turque, reflet des tensions croissantes entre ces deux pays, dont la rivalité expansionniste se heurte en Méditerranée, notamment en Syrie.

La Syrie dont le président islamiste Ahmed al-Charaa, installé avec le soutien de l'armée turque, a été reçu le 9 mai 2025 à Paris, avant de rencontrer le président Donald Trump le 14 mai 2025 en Arabie Saoudite dans le cadre d'une rencontre à Riyad des dirigeants et représentants des pays du Conseil de coopération du Golfe (l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, le Koweït et Oman).



Il faut alors bien saisir ce qui se déroule. Le mur de haine entre l'Inde et le Pakistan est soutenu par la persistance des mentalités féodales, qui pourrissent ces pays depuis leur « décolonisation » en 1947. Et les bourgeoisies bureaucratiques de ces pays, loin de s'y confronter, ont même assumé cette ligne de haine pour tenter d'édifier un État-nation moderne.

Le torrent de la guerre impérialiste rattrape donc ces deux points faibles du capitalisme mondialisé qui s'effondre sur lui-même, et l'horreur absolue, c'est bien sûr que le Pakistan, lorsqu'il sera pris à la gorge, sera très certainement le premier à déverser le feu nucléaire.

Et le bourrage de crâne impérialiste met l'attention sur tel ou tel armement qu'il faut acquérir dans la course effrénée à l'abîme. C'est vanité contre vanité : le J-10 contre le Rafale, la France contre la Turquie, l'Inde contre le

Pakistan, l'Occident contre la Chine : l'Humanité qui se cannibalise.

Nous, face à ça, nous avons le drapeau rouge qui se lève, les masses qui n'ont besoin ni de feu nucléaire, ni de chasseur de 5^e génération pour renverser l'impérialisme et les faiseurs de guerre mondiale.

La bataille pour le repartage du monde pousse à la division, à l'aventurisme identitaire, aux fantasmes communautaires. Le Communisme, à l'opposé, souligne la synthèse, la symbiose, l'interaction dialectique.

La compétition impérialiste a besoin de diviser pour justifier la division des puissances visant à l'expansion, le Communisme affirme l'unité pour aller dans le sens de toujours plus d'unification, pour la République socialiste mondiale.

Face à leur guerre impérialiste, nous avons la guerre populaire mondiale. ■

La division religieuse forcée : les exemples du Pakistan et du Bangladesh

Le Pakistan et Israël, deux choses réelles nées artificiellement

En 1947 naissait le Pakistan, en 1948 Israël. Dans les deux cas, on a deux États qui sont nés d'un processus artificiel : ils prétendent rassembler, à partir de rien, des populations culturellement très variées, parlant des langues différentes.

Mais tous deux prétendaient que la religion était un moteur transcendant les nuances et les différences, et que l'État nouveau servirait de force unificatrice. Une langue, nouvelle pour la grande majorité des populations, fut imposée ; l'idéologie de l'État imposait une lecture de l'Histoire aboutissant à cet État lui-même, comme expression mystico-religieuse de l'action de Dieu lui-même.

On ne peut pas comprendre ni le Pakistan ni Israël sans voir que ces pays s'assignent un rôle historique particulier ; s'ils sont nés d'une vraie souffrance de la part des populations qui ont senti le besoin de se réunir, il y a en ces États une dimension à la fois catastrophiste et démesurée.

C'est que, tout comme l'État d'Israël est indéniablement né de la Shoah même si le sionisme apparaît plusieurs décennies auparavant, l'État pakistanais naît des grands massacres de masse de 1947.

Au-delà de toutes les considérations sur le caractère artificiel de leur fondation, sur la dimension fictive de leur idéologie, sur la non-unification concrète de leurs populations si on observe bien les choses, ce n'est pas pour rien qu'ils existent : ils s'imaginent être des forteresses assiégées, ce qu'ils sont également d'une certaine manière.

Autrement dit, les sociétés pakistanaise et israélienne existent ; leurs existences sont regrettables, car elles sont nées d'une séparation d'autres populations dont elles faisaient partie.

Elles n'en sont pas moins un fait historique bien déterminé.

Tant le Pakistan qu'Israël sont nés des activités des impérialismes britannique et américain ; ils n'auraient pu ni apparaître ni se maintenir sans cet arrière-plan. Et leur fondation possède une dimension « assiégée » en faisant des acteurs virulents, empoisonneurs des régions où ils vivent, là encore au service des impérialistes, principalement la superpuissance américaine.

Et en même temps, leur existence a été le produit d'événements réels, puissants, produisant le Pakistan et Israël de manière quasi inévitable. Impossible de les comprendre donc sans saisir le processus amenant à leur naissance.

Mais il est possible de dire de manière extrêmement simple les choses, pour comprendre de quoi il en retourne finalement. Le Pakistan et Israël sont nés comme des États laïcs, et en même temps leur idéologie est religieuse. Ils sont nés pour permettre à des populations d'avoir un État « normal » à eux, et leur État est tout sauf normal. Ils se sont construits pour permettre la « paix » et pourtant ce sont les militaires qui y jouent un rôle central permanent.

Le Pakistan et Israël sont des tentatives d'atteindre le particulier – une identité nationale – à travers l'universel – un État comme tous les autres États. Et en même temps, ce sont des tentatives d'atteindre l'universel – la vérité religieuse de l'Islam ou du judaïsme – à travers le particulier – un État unique en son genre.

Le Pakistan et Israël sont très clairement des accidents historiques, et ils existent en même temps réellement comme produits de l'Histoire. Leurs contradictions internes les relient à ce titre immanquablement à l'Histoire de la région où ils sont nés.

Le Pakistan ne changera jamais sans changement régional, il en va de même pour Israël. Ils sont artificiels, mais expriment le besoin de forteresse anti-génocidaire, et pour cette raison basculent eux-mêmes dans des logiques de destruction de l'ennemi, de tendance au génocide pour parer à leur propre génocide.

Le Pakistan et Israël, deux choses réelles nées artificiellement, sont le produit des tourments de l'Histoire, du caractère sinueux de l'Histoire. Rien ne serait plus faux que d'avoir un avis unilatéral à leur sujet.

La mise en place du Raj britannique

L'impérialisme colonial britannique en Inde, comme celui des autres nations de cette époque, a été mené initialement par une Compagnie commerciale, c'est-à-dire un monopole de marchands capitalistes agissant dans le cadre d'un contrat avec l'État britannique : l'*East India Company*, fondée en 1600.

Cette Compagnie, inspirée des premières associations de marchands formées dans la féodalité méditerranéenne, arabe puis latine, fut même un modèle du genre, inspirant la fondation de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (Vereenigde Oostindische Compagnie) en 1602, en attendant les Compagnies françaises fondées par Colbert, en tant que Compagnie du levant et Compagnie des Indes, quelques décennies plus tard.

L'*East India Company* peut compter sur les forces armées britanniques pour étendre son influence auprès des royaumes féodaux d'Inde, jouant sur leurs contradictions internes, notamment religieuses, et sur les allégeances concurrentes, aux Français notamment. La Guerre de 7 ans, opposant les colonialismes français et britannique par l'intermédiaire de leurs Compagnies, en Amérique et en Inde notamment, donne l'avantage définitif aux seconds.

L'*East India Company* étend progressivement sa « protection » militaire, commerciale et administrative notamment sur le principal État

féodal indien : l'Empire moghol, fondé par une dynastie turco-mongole de culture persane.

L'Empire moghol est démantelé de fond en comble par l'*East India Company* suite au traité Surji-Anjengaon en 1803, la Compagnie faisant feu de tout bois pour élever toutes les contradictions, y compris religieuses, de l'Empire en sa propre faveur.

Mais sa pression continue entraîne en 1857-1858 la grande révolte dite des Cipayes, nom donné aux soldats indigènes de l'armée coloniale de l'*East India Company* et formé sur le persan *sipayi* (soldat), composés tant de combattants hindous que musulmans.

Formellement, la révolte démarra avec la découverte par ces soldats que la graisse enrobant les cartouches à déchirer avec les dents pour charger leurs fusils était lubrifiée au moyen de graisse de porc ou de bœuf, deux animaux relevant d'un interdit religieux.

La révolte est cependant le fruit d'une société dépassée par la dimension capitaliste moderne du colonialisme britannique. La révolte des Cipayes fut brutalement écrasée, l'armée britannique faisant notamment exécuter les officiers indiens révoltés en les attachant à la bouche d'un canon.

C'était la fin de l'empire moghol, avec comme dernier avatar une proclamation faite à Azamgarh en 1857 par Firoz Shah, petit-fils de l'empereur Muhammad Bahadur II (1837-1858).

Celle-ci est explicitement adressée aux plus riches et aux moudjahidines, pour qu'ils se rebellent contre le colonialisme britannique et que les hindous se rallient à eux.

La Couronne britannique prit ensuite directement en main l'administration de l'Inde et de sa conquête, c'est la fin de l'*East India Company* et le début du Raj britannique, c'est-à-dire de l'Empire des Indes.

Le Raj reprend largement les bases de l'Empire moghol, et des autres principautés féodales.

Pour cela, il ôta tout pouvoir militaire aux gestionnaires - fonctionnaires des différents territoires, tout en les transformant en grands propriétaires terriens pour en faire des subordonnés, leur reconnaissant toute une série de statuts : Maharaja, Raja et Rai, Babu, Malik, Chaudhary et Chowdhury, Nawab (ou Navab), Munshi, Khan, Sardar.

Il y a donc, pour la première fois, une unification des « Indes », mais c'est réalisé depuis l'extérieur, par l'impérialisme britannique qui compte perpétuer les bases de sa domination. Le colonialisme, ouvert ou bien masqué, a toujours besoin d'un socle féodal.

Les Britanniques jouèrent à fond sur ce plan ; c'est une époque où il y a une mise en valeur « rationalisée » et modernisée des bases féodales de l'Inde, notamment avec les études systématiques par les savants britanniques des textes de l'hindouisme, et il en sera de même pour l'Islam, les traditions bouddhistes, zoroastriennes, etc.

Concrètement, le Raj britannique s'instaura en utilisant toutes les variantes du féodalisme indien déjà présentes, en jouant sur leurs variétés internes, dans une perspective séparatiste imposant l'unification par le haut, par l'administration et l'armée britannique.

Cela permit à l'empire britannique de devenir la première puissance mondiale, avec comme principale figure la reine Victoria (1837-1901) couronnée en 1876.

Les populations musulmane et hindoue dans le Raj britannique et la théorie des deux nations

Le Royaume-Uni a colonisé « les Indes » ; le territoire est passé à partir de 1757 sous la coupe de la « Compagnie des Indes orientales », avant d'être administré directement par le gouvernement britannique assumant le contrôle du pays.

Pour comprendre la question musulmane dans l'Inde britannique, il faut regarder la proportion de musulmans et d'hindous. Voici les chiffres des documents officiels de l'empire britannique à l'époque.

Date du recensement	Population hindoue	Population musulmane
1867/1876	139 343 820	40 867 125
1901	158 601 288	53 904 517
1911	163 621 431	57 423 889

C'est l'un des points les plus importants et les plus significatifs : la population musulmane est importante, mais les Hindous sont trois fois plus nombreux. Cela tient à ce que les Indes ont été colonisées par les conquérants musulmans avant de l'être par le colonialisme britannique.

Le Nord des Indes devient le Sultanat de Delhi au 13^e siècle et la conquête se prolongera jusqu'à l'empire des Moghols. Cet empire, c'est notamment le fameux Taj Mahal ; c'est également pour le suzerain un trône en or serti de 26 733 pierres précieuses, pour un prix équivalant à l'époque à la construction du château de Versailles.

En pratique, la domination moghole était classique de l'Islam : la conquête militaire produit un État militaire, qui exerce un pouvoir centralisé et vit des tributs organisés administrativement de manière toujours meilleure. Cela instaure une féodalité, mais militarisée et encore largement liée à la logique du mode de production esclavagiste.

Un tel système ne pouvait qu'entrer en décadence et, naturellement, ne faisait pas le poids face au colonialisme britannique porté par le capitalisme en pleine lancée.

Le contraste justement entre la prépondérance de la minorité musulmane de l'époque précédente et la gestion coloniale britannique va provoquer une profonde inquiétude dans l'élite musulmane, bien entendu avant tout composée de féodaux.

Ce n'était pas seulement que, désormais, l'hindouisme et l'Islam apparaissaient comme équivalents, somme toute, face à l'empire britannique dirigé par des chrétiens.

C'est surtout – et c'est là absolument capital – que cela remet en cause la lecture tant des élites musulmanes que celles des hindoues.

Avant la colonisation, les musulmans considèrent l'hindouisme comme les restes d'une invasion qui n'est pas allée jusqu'au bout. Ils pensent que l'hindouisme va s'effacer. Inversement, les hindouistes considèrent l'islam comme le produit d'une invasion, et pensent donc qu'il va disparaître car formant un phénomène étranger.

Le colonialisme britannique vient annuler les prétentions des uns et des autres. Cela impose une coexistence, qui de fait existait déjà, mais pas dans les imaginaires, pas dans les idéologies. Il y avait bien sûr des échanges religieux, des emprunts et des influences, ainsi que la naissance de syncrétismes. L'empereur Akbar essaya même d'impulser une Dîn-i-Ilâhî (religion de Dieu) pour relier Islam et hindouisme.

Mais les Moghols exprimaient la logique féodale-militaire de conquête de l'Islam, avec une tendance à l'esclavagisme, ce qui n'était aucunement capable de donner naissance à un phénomène idéologiquement supérieur.

Il y avait donc de la part des Moghols à la fois une acceptation qu'une majorité de la population des Indes était païennes, une volonté de convaincre, une envie de réprimer, une grande tolérance et une féroce agressivité.

Ce fut d'autant plus la panique sur le plan idéologique avec le colonialisme britannique et c'est là que naît la « théorie des deux nations ».

Syed Ahmad Khan et l'inquiétude de l'Islam autrefois dominant

Il faut souligner ici deux faits importants datant de la domination britannique et mettant symboliquement à mal l'influence musulmane sur le sous-continent indien.

Tout d'abord, l'anglais devint la langue prédominante selon le *English Education Act* de 1835, ce qui mit de côté le persan dans les hautes cours juridiques. Le persan fut également mis de côté par un *Act* de 1837 imposant une langue indienne vernaculaire comme langue officielle locale.

Ensuite, l'ourdou qui avait pris en partie la place du persan fut également lui-même écarté sous la pression des partisans du hindi.

L'ourdou et l'hindi sont historiquement la même langue, le premier étant pratiqué par les musulmans (et écrit en s'appuyant sur l'alphabet arabe), le second par les hindous (et écrit en s'appuyant sur l'alphabet Devanagari issu du sanskrit), avec parfois le terme de hindoustani pour éviter toute connotation religieuse.

En 1872, le hindi remplaça ainsi l'ourdou dans neuf districts des provinces centrales (l'actuel Madhya Pradesh). Avec la fondation en 1885 du parti politique dénommé *Congrès national indien* (avec bientôt Mohandas Karamchand Gandhi à sa tête), il apparaissait comme évident, aux yeux d'une partie des intellectuels musulmans et bien sûr des féodaux, que la communauté musulmane voyait son hégémonie historique entièrement s'évanouir.

C'est alors Syed Ahmad Khan qui prit les rênes des revendications musulmanes. S'il travailla pour la *East India Company* et resta loyaliste envers l'empire britannique, y compris durant la révolte des cipayes de 1857, Syed Ahmad Khan était intransigeant à l'encontre du Congrès national indien, y voyant une force portée par l'hindouisme pour phagocyter la communauté musulmane.

Il développa alors la thématique selon laquelle il existait plusieurs nations dans le Raj britannique, les hindous n'en formant pas une en tant que telle, ce qui était par contre le cas pour les musulmans. Dans un discours à Lucknow en 1887, il affirma ainsi :

« Quelle est notre nation ? Nous sommes ceux qui ont dirigé l'Inde pour six ou sept cent ans (...). Notre nation est du sang de ceux qui ont fait trembler non seulement l'Arabie, mais également l'Asie et l'Europe.

C'est notre nation qui a conquis par son épée l'ensemble de l'Inde, bien que ses peuples avaient la même religion. »

Dans un discours à Meerut, en 1888, Syed Ahmad Khan exposa de la manière suivante la question des « deux nations » qui se poserait inévitablement en l'absence du pouvoir britannique :

« Supposons que tous les Anglais, et l'ensemble de l'armée anglaise, quittait l'Inde, prenant avec eux tous les canons et toutes leurs splendides armes et tout, alors qui seraient les dirigeants de l'Inde ?

Est-il possible que dans de telles circonstances, deux nations – les musulmans et les hindous – pourraient s'asseoir sur le même trône et resteraient égaux en pouvoir ? Très certainement pas.

Il est nécessaire que l'un deux subjugué l'autre, l'écarte. Espérer que les deux restent égaux est désirer l'impossible et l'inconcevable. »

Pour cette raison, il fallait selon Syed Ahmad Khan appuyer le pouvoir britannique, afin d'empêcher la mainmise hindoue sur l'Inde, et cela signifiait aussi élever considérablement le niveau de connaissance de l'élite musulmane, dans le domaine de la langue anglaise, mais également sur le plan des sciences, des techniques.

Il fallait que la communauté musulmane s'abstienne de toute politique, tout en se montrant indispensable au pouvoir britannique.

C'est pourquoi Syed Ahmad Khan fonda une « association patriotique » en 1888, puis une « association de défense musulmane anglo-orientale », en 1894, ainsi que dans le domaine de l'éducation, l'université à Aligarh, le *Muhammadan Anglo-Oriental College*, en 1875, ainsi que la *All India Muhammadan Educational Conference*, en 1886.

Lui-même mourut en 1899, mais son positionnement eut un succès très important,

refaçonnant toute la perspective de l'élite musulmane. La conséquence la plus concrète fut la formation de la Ligue musulmane.

La Ligue musulmane

Un événement déterminant pour la formation de la Ligue musulmane fut le processus aboutissant en 1905 à la division administrative du Bengale. Justifiée par l'empire britannique pour une question d'efficacité administrative concernant un vaste territoire, elle provoqua cependant la colère du Congrès national indien, qui y vit une politique de « diviser pour régner », dans la mesure où le Bengale oriental devenait alors une province à majorité musulmane.

Le mouvement d'opposition hindoue à l'empire britannique était par ailleurs très puissant au Bengale, avec comme symbole le roman *Le Monastère de la félicité* publié en 1882 par Bankim Chandra Chatterji.

On y découvre une présentation romancée d'une vaste révolte de renoués contre le nabab musulman du Bengale, en pleine famine à la fin du 19^e siècle, dans une opposition sanglante tant avec l'empire britannique qu'avec les musulmans.

Le culte de la déesse-mère est assimilé à la protection de l'Inde face aux envahisseurs, en l'occurrence anglais et musulman.

Le roman aura un immense succès et le slogan revenant dans le roman, *Vande mataram*, « Salut à la mère », deviendra le grand mot d'ordre des nationalistes indiens se revendiquant de l'hindouisme.

La réunification administrative du Bengale fut ensuite obtenue dans la foulée, en 1911, au grand dam des dirigeants musulmans qui perdaient ce qui formait à leurs yeux une base sûre.

C'est dans ce contexte que se forme la Ligue musulmane panindienne, en décembre 1906, comme rassemblement de l'élite musulmane, en tant que prolongement direct de la *All India Muhammadan Educational Conference* à Dacca.

Le « Nawab » Vicar-ul-Mulk, c'est-à-dire un aristocrate musulman (le mot existe en français sous la forme nabab) est élu secrétaire général à cette occasion ; dans son discours d'intronisation le jour même, il présenta de la manière suivante la situation :

« Les musulmans ne sont qu'un cinquième, en nombre, comparé à la population totale du pays, et il est manifeste que si dans un certain délai le gouvernement britannique cesse d'exister en Inde, alors le pouvoir passera dans les mains de la communauté qui est pratiquement quatre fois plus nombreuse que nous le sommes.

Maintenant, messieurs, considérons chacun ce que sera notre considération si une telle situation se produit en Inde. Alors, notre vie, notre propriété, notre honneur et notre foi seront tous en grand danger. »

Pour cette raison, explique le Nawab, il faut soutenir, de manière égoïste, l'autorité de la Grande-Bretagne, de la manière la plus loyale. On a ici le développement naturel de l'activité de Syed Ahmad Khan.

Et cela exprime une claire convergence des féodaux de la minorité musulmane avec le colonialisme britannique, très heureux de trouver des alliés dans son travail de stabilisation de la situation afin de perpétuer sa domination.

Dans ce cadre, les Britanniques mirent en place en 1909 une séparation électorale entre hindous et musulmans ; en 1919, il en alla de même pour les Européens, les chrétiens, les Sikhs. C'était la voie ouverte pour les partis communautaires, la Ligue musulmane en premier lieu.

Initialement, le nombre d'adhérents à la Ligue musulmane était limité à 400, avec un revenu annuel important exigé pour pouvoir être membre ; la constitution votée lors de la première conférence, à Karachi, s'appuyait sur un projet établi tout d'abord à Dacca, puis à Aligarh, alors que

fut nommé président Aga Khan III, chef de file religieux des ismaéliens nizârites.

La Ligue musulmane représentait des forces féodales, dont le capital accumulé tient entièrement à une position aristocratique dans un cadre musulman. La remise en cause de ce cadre signifiait simplement la perte de la base de la production de cette richesse.

Cependant, la première guerre mondiale fit évidemment vaciller la confiance en la domination de la Grande-Bretagne sur l'Inde, alors que le mouvement pour l'indépendance s'amplifiait également. La Ligue musulmane avait grandi, mais les possibilités de se placer sous l'égide de l'empire britannique s'amenuisaient clairement.

Le sol commençait à se dérober sous les pieds des forces féodales musulmanes. Pour cette raison, grâce au rôle d'intermédiaire de Muhammad Ali Jinnah, un musulman membre du Congrès national indien, ce dernier réalisa avec la Ligue musulmane le pacte de Lucknow en 1916.

Ce pacte exigeait de la Grande-Bretagne, à la sortie de la première guerre mondiale, un gouvernement proprement indien, avec également 1/3 des places du gouvernement central qui soient réservés aux musulmans.

Pour les musulmans de l'Inde, c'était le début d'une fuite en avant : puisque l'empire britannique reculait et qu'aucun retour en arrière n'apparaissait comme possible, alors il fallait faire monter les enchères, faire vibrer l'identité, développer un fondamentalisme.

Le mouvement du Khilafat

Le phénomène colonialiste n'a pas que ruiné historiquement l'hégémonie musulmane aux Indes, il a également joué un rôle dans d'autres pays marqués par l'Islam.

Et l'un des facteurs déterminants pour que puisse apparaître la théorie des deux nations a été l'affirmation identitaire musulmane indienne au moment où l'empire ottoman connaissait son processus d'effondrement.

La branche sunnite de la religion islamique se fonde en effet sur le principe qu'un calife doit diriger politiquement la communauté, prenant le relais du prophète Mahomet.

La tradition islamique sunnite valorise de manière très importante les « califes bien guidés », c'est-à-dire les quatre premiers califes après Mahomet (al-Khulafā'u r-Rāshidūn). Or, l'empire ottoman a prétendu représenter cette tradition dès sa fondation, le sultan étant en même temps calife.

Son affaiblissement et son effondrement à la suite de la première guerre mondiale faisaient donc craindre que la religion musulmane n'aurait plus de calife.

Par conséquent émergea en Inde le mouvement du « Khilafat », c'est-à-dire du califat, exigeant du gouvernement britannique qu'il préserve l'empire ottoman, au nom de la préservation du califat.

Pour cette raison, des érudits musulmans, appelés maulanas, intervinrent dans l'opinion publique de leur communauté : Maulana Mohammad Ali Jauhar (1878-1931) publia l'hebdomadaire *Comrade* et le quotidien *Hamdard*, Maulana Zafar Ali Khan (1873-1956) lança le quotidien *Zamindar* et Maulana Sayyid Abul Kalam Ghulam Muhiyuddin Ahmed Azad (1888-1958) l'hebdomadaire *Al-Hilal*.

Il est intéressant de noter ici que ce dernier rejoindra par la suite les initiatives du « Mahatma » Gandhi, devenant un partisan de l'Inde unifiée. Mais il est vrai qu'alors, le mouvement du Khilafat ne se posait pas de manière communautaire isolée : Mahatma Gandhi participa en personne à la journée panindienne du khilafat, le 17 octobre 1919.

Le comité central du mouvement du Khilafat, la ligue musulmane panindienne et le Congrès national indien participèrent d'ailleurs tout à fait officiellement à la campagne. Les émissaires du mouvement rendirent également visite au pape au Vatican.

Le mouvement du Khilafat s'orientait principalement autour de deux soucis, exprimant une profonde inquiétude autour des valeurs musulmanes considérées comme essentielles sur le plan de l'identité.

Il s'agissait de préserver les lieux sacrés de toute « souillure » non musulmane, ainsi que de maintenir l'empire ottoman comme force capable de servir à la protection des musulmans à travers le monde et de fait notamment en Inde, où les musulmans consistaient en une communauté minoritaire à l'échelle du pays.

On est dans un fantasme idéologique, propre au clergé et à certains secteurs des masses qui prennent au pied de la lettre la fiction d'une communauté musulmane unifiée à l'échelle mondiale.

Pour cette raison même, cela sous-tendait une posture identitaire très forte, qui se cristallisa en effet dans le mouvement de la hijrat, c'est-à-dire de l'émigration vers un pays considéré comme correspondant au statut de *daru'l-Islam* (maison de l'Islam) et non de *daru'l-harab* (maison de la guerre).

Dans l'Islam, en effet, si la juridiction n'est pas musulmane, alors il faut l'imposer militairement. Si c'est impossible, alors il faut émigrer.

Naturellement, dans les faits, cela se passe bien différemment. Cependant, c'est le principe de base, qui a donné comme on le sait de multiples variantes non-militaires afin de parvenir à ses fins : formation d'îlots piétistes séparés de la société (les salafistes), conquête de positions idéologiques et institutionnelles (les Frères musulmans), etc.

Maulana Shaukat Ali, grand frère de Maulana Mohammad Ali Jauhar mentionné plus haut (et partisan de Muhammad Ali Jinnah, qui joua un rôle essentiel ici), expliqua dans une conférence en faveur du Khilafat à Patna, en 1920, que :

« Tous les musulmans qui veulent remplir leurs obligations islamiques doivent quitter l'Inde.

Ceux qui ne peuvent pas émigrer immédiatement doivent aider les émigrants. La Charia ne donne pas d'autre alternative que l'émigration.

L'émigration depuis l'Inde était désirable avant la guerre, maintenant elle est obligatoire.

Ne peuvent seulement rester en Inde les musulmans qui sont nécessaires pour mener la lutte ou ont des raisons acceptables contre l'émigration. »

Dans les faits, cela se concrétisa par une émigration de 25 000 personnes en Afghanistan, le gouvernement de ce pays bloquant finalement le mouvement, qui mobilisa encore 60 000 personnes en Inde.

Quant au mouvement en faveur du Khilafat, il dut reconnaître sa défaite avec la fondation de la république turque le 29 octobre 1923, dont le parlement abolit le califat le 3 mars 1924.

Le clergé voyait ses rêves se défaire et l'aristocratie musulmane voyait arriver à grands pas une situation où elle devrait s'effacer devant la majorité hindoue dans le cadre d'une Inde devenant un jour indépendante.

C'était inenvisageable de par la dimension patriarcale de l'Islam façonné par la conquête de l'Inde. Cela donna naissance à la théorie du « Pakistan ».

Mohamed Iqbal et l'Islam en Inde comme réalisation éthique

Le mouvement du Khilafat était né du terreau de l'identité musulmane en Inde ; sa nature était à la fois religieuse et sentimentale, il y manquait la dimension intellectuelle : c'est le poète et avocat Mohamed Iqbal (1877-1938) qui l'apportera. C'est lui qui allait donner à la Ligue musulmane sa vision du monde.

Son rôle historique est immense ; en fait, il préfigure toute une génération de musulmans éduqués à l'occidental et basculant dans une lecture idéale-romantique de l'Islam.

Désorienté par le poids des transformations historiques, par la dimension et l'ampleur des changements, ce type d'intellectuel devient le partisan de la fuite en avant.

Somme toute, on est dans ce qu'on appelle historiquement le fascisme, qui idéalise le passé pour appeler à une unité raciale, ethnique, nationale ou religieuse.

Et les idéologues du FLN algérien ou du Hamas palestinien sont très exactement, au-delà de leurs perspectives divergentes, des intellectuels de ce type.

Ce sont des féodaux intellectualisés par le processus colonial.

Mohamed Iqbal attribuait à l'Islam une importante signification éthique, de dimension universelle, liée à la nature même de l'Islam, de par sa prétention universaliste et son affirmation d'une *Umma*, la communauté, sans frontières ethniques ni nationales.

Il formula sa conception dans un ouvrage publié en 1934, intitulé *Reconstruire la pensée religieuse de l'Islam*, qui rassemble ses propos tenus lors de conférences en faveur d'un Islam essentiellement spirituel et tenus à Madras, Hyderabad, Aligarh, Londres, de 1928 à 1932.

Les conférences dont on parle ici ont comme titres, tout à fait représentatifs de la vision du monde de Mohamed Iqbal, « La connaissance et l'expérience religieuse », « Le « test » philosophique des révélations de l'expérience religieuse », « La conception de Dieu et la signification de la prière », « L'ego humain : sa liberté et son immortalité », « L'esprit de la culture musulmane », « Le principe du mouvement dans la structure de l'Islam », « La religion est-elle possible ? ».

Il s'agit d'une tentative de combiner rationalisme et religiosité la plus profonde, Mohammed Iqbal considérant que le Coran permet justement d'ailleurs la rationalité.

Si Averroès était matérialiste et rejetait de manière formelle le mysticisme, utilisant dans le Coran ce qui lui était utile pour affirmer la philosophie d'Aristote, Mohamed Iqbal a une lecture associant directement rationalité et mysticisme, au nom du caractère naturaliste du Coran, formulation par Dieu de la nature elle-même de l'univers.

C'est une « modernisation » de l'idéologie musulmane des forces féodales. Cela amène évidemment Mohamed Iqbal à faire du Coran le point de départ du rationalisme et même sa base :

« Ce qu'il y a lieu de noter, c'est l'attitude empirique en général du Coran, laquelle engendra chez ses adeptes un sentiment de respect pour les faits et fit d'eux en définitive les fondateurs de la science moderne (...).

Le Coran, reconnaissant que l'attitude empirique constitue une étape indispensable dans la vie spirituelle de l'humanité, accorde une égale importance à tous les champs de l'expérience humaine, en tant qu'ils offrent une possibilité de connaissance de la Réalité ultime, laquelle révèle ses symboles à la fois au-dedans et au-dehors.

Une façon indirecte d'établir des relations avec la réalité qui nous confronte consiste en l'observation réfléchie et le contrôle de ses symboles, tels qu'ils se révèlent à la perception sensorielle ; l'autre moyen est de s'associer directement avec cette réalité telle qu'elle se révèle à l'intérieur de nous-mêmes. »

Ainsi, seul le Coran permettrait à la science d'acquérir une certaine plénitude. Pour cette raison, le maintien de la communauté musulmane en tant que structure est considéré par Mohamed Iqbal comme primordial.

C'est l'identité même de celle-ci qu'il s'agit de préserver et cela amena Mohamed Iqbal à vouloir considérer comme nécessairement séparée la communauté musulmane. Il est historiquement considéré que ce sont les propos tenus par Mohamed Iqbal à Allahabad lors de la 25^e conférence de la Ligue musulmane, en décembre 1930, qui inaugurèrent la théorie des deux nations.

Il y dit notamment les choses suivantes :

« Ce n'est de fait pas une exagération que de dire que l'Inde est le seul pays dans le monde où l'Islam, comme force

construisant le peuple, a fonctionné le mieux.

En Inde, comme ailleurs, la structure de l'Islam en tant que société est presque entièrement due au travail de l'Islam comme culture inspirée par un idéal éthique spécifique.

Ce que je veux dire est que la société musulmane, avec sa remarquable homogénéité et son unité intérieure, a grandi jusqu'à être ce qu'elle est, sous la pression des lois et institutions associées à la culture de l'Islam (...).

Jamais dans l'histoire, l'Islam n'a eu à faire face à une telle épreuve que celle à laquelle il est confronté aujourd'hui (...).

Les éléments de la société indienne ne sont pas territoriales comme dans les pays européens.

L'Inde est un continent de groupes humaines appartenant à différentes races, parlant différentes langues, et ayant différentes religions.

Leur comportement n'est pas entièrement déterminé par la conscience ethnique [race-consciousness], comme dans les pays européens. Même les hindous ne forment pas un groupe homogène.

Le principe de la démocratie européenne ne peut pas être appliquée en Inde sans la reconnaissance du fait des groupes communautaires.

La revendication des musulmans pour la création d'une Inde musulmane au sein de l'Inde est, pour cette raison, parfaitement justifiée (...).

Personnellement, j'irai plus loin que les exigences formulées [par la résolution de la conférence de tous les partis musulmans à Delhi].

J'aimerais voir amalgamés le Pendjab, la province frontalière du Nord-Ouest [North-West Frontier Province], le Sindh et le Baloutchistan en un seul État.

L'auto-gouvernement au sein de l'empire britannique, ou sans l'empire britannique, la formation d'un État musulman indien du Nord-Ouest consolidé, apparaît à mes yeux comme la destinée finale des musulmans, au moins dans l'Inde du Nord-Ouest. »

Choudhry Rahmat Ali et le concept de *Pakistan*

L'affirmation en faveur d'une entité musulmane sur un territoire déterminé, théorisée de manière romantique par Mohamed Iqbal, fut par la suite reprise par un jeune étudiant, Choudhry Rahmat Ali, qui forma alors le concept de « *Pakistan* ».

Étudiant à l'université anglaise de Cambridge, Choudhry Rahmat Ali reprenait directement la conception de Syed Ahmed Khan.

Choudhry Rahmat Ali publia en janvier 1933 un pamphlet intitulé *Now or Never; Are We to Live or Perish Forever* (Maintenant ou jamais ; allons-nous vivre ou périr pour toujours).

Il y proposa l'unification étatique des cinq zones du nord-ouest de l'Inde, en tant que « *Pakistan* », acronyme des régions concernées :

- le Pendjab,
- la North-West Frontier (Afghan),
- le Cachemire,
- le Sindh,
- et le Baloutchistan.

Cette unification devait se faire dans un cadre extérieur à l'Inde, de manière explicitement

contraire à la ligne de Mohamed Iqbal, qui lui souhaitait maintenir le cadre fédéral.

Il est à noter la construction intellectuelle choisie : en persan, en ourdou et en pachtoune, *pak* signifie « pur », alors que le suffixe persan *-stan* signifie « pays », « terre de ». Le « *Pakistan* », par la suite le « *Pakistan* », c'est ainsi « la terre des purs ».

Choudhry Rahmat Ali proposa le « *Pakistan* » aux délégués indiens de la troisième des *Round Table Conferences* organisées par le gouvernement britannique pour discuter du futur de l'Inde avec des délégués indiens.

Dans sa lettre accompagnant le pamphlet, Choudhry Rahmat Ali expliqua ainsi sa démarche :

« Je joins à la présente un appel au nom des trente millions de musulmans du *Pakistan*, qui vivent dans les cinq régions du nord de l'Inde : le Pendjab, la province de la Frontière du Nord-Ouest (Afghanistan), le Cachemire, le Sindh et le Baloutchistan.

Cet appel incarne leur demande de reconnaissance de leur statut national, distinct de celui des autres habitants de l'Inde, par l'octroi au *Pakistan* d'une Constitution fédérale distincte sur des bases religieuses, sociales et historiques. »

Le pamphlet commençait de la manière suivante :

« En cette heure solennelle de l'histoire de l'Inde, alors que les hommes d'État britanniques et indiens posent les bases d'une Constitution fédérale pour ce pays, nous vous adressons cet appel, au nom de notre héritage commun, au nom de nos trente millions de frères musulmans qui vivent au *PAKISTAN* - par lequel nous entendons les cinq unités du nord de l'Inde, à savoir : le Pendjab, la province de la frontière du Nord-Ouest (province afghane), le Cachemire, le Sindh et le Baloutchistan. »

Le pamphlet attaque ensuite violemment les responsables de la Ligue musulmane pour accepter des discussions sur l'Inde indépendante et unie, qui se ferait selon lui aux dépens des musulmans.

« La délégation musulmane indienne à la Table ronde a commis une erreur inexcusable et prodigieuse. Elle s'est soumise, au nom du nationalisme hindou, à la soumission perpétuelle de la nation musulmane malchanceuse.

Ces dirigeants ont déjà accepté, sans la moindre protestation ni objection et sans la moindre réserve, une Constitution fondée sur le principe d'une Fédération pan-indienne.

Cela revient, en substance, à signer l'arrêt de mort de l'islam et de son avenir en Inde. Ce faisant, ils se sont abrités derrière le prétendu Mandat de la communauté (...).

En ce moment critique, alors que cette tragédie se joue, permettez-nous de faire appel à votre compassion et à votre soutien actif pour la revendication d'une Fédération séparée – une question de vie ou de mort pour les musulmans d'Inde – telle que décrite et expliquée ci-dessous.

L'Inde, telle qu'elle est constituée actuellement, n'est pas le nom d'un seul pays, ni le foyer d'une seule nation. Il s'agit en réalité de la désignation d'un État créé pour la première fois dans l'histoire par les Britanniques.

Elle comprend des peuples qui n'ont jamais fait partie de l'Inde à aucune période de son histoire, mais qui, depuis l'aube de l'histoire jusqu'à l'avènement des Britanniques, ont possédé et conservé leurs propres nationalités.

Dans les cinq provinces du nord de l'Inde, sur une population totale d'environ quarante millions d'habitants, nous, les musulmans, représentons environ trente millions.

Notre religion, notre culture, notre histoire, nos traditions, notre système économique, nos lois sur l'héritage, la succession et le mariage sont fondamentalement différents de ceux des populations du reste de l'Inde.

Les idéaux qui poussent nos trente millions de frères et sœurs vivant dans ces provinces à consentir aux plus grands sacrifices sont fondamentalement différents de ceux qui inspirent les hindous.

Ces différences ne se limitent pas aux grands principes fondamentaux, loin de là.

Elles s'étendent aux plus infimes détails de nos vies. Nous ne dînons pas entre nous ; nous ne nous marions pas entre nous.

Nos coutumes nationales, nos calendriers, et même notre alimentation et nos vêtements sont différents (...).

Nous sommes confrontés à une tragédie de premier ordre, sans précédent dans la longue et mouvementée histoire de l'islam.

Il ne s'agit pas de la disparition d'une secte ou d'une communauté ; il s'agit du problème suprême qui affecte le destin de l'islam tout entier et des millions d'êtres humains qui, jusqu'à récemment, étaient les gardiens de la gloire de l'islam en Inde et les défenseurs de ses frontières.

Un avenir encore plus grand s'ouvre à nous, si seulement notre âme pouvait être sauvée de l'esclavage perpétuel forgé dans une Fédération pan-indienne.

Ne nous y trompons pas. L'enjeu est maintenant ou jamais. Soit nous vivons, soit nous périssons à jamais.

L'avenir ne nous appartient que si nous vivons fidèlement à notre foi. Il ne repose pas entre les mains des dieux, mais entre nos mains.

Nous pouvons le construire ou le gâcher. L'histoire du siècle dernier est pleine d'avertissements clairs, et ils sont aussi clairs que ceux qui ont jamais été adressés à une nation.

Devra-t-on dire de nous que nous avons ignoré tous ces avertissements et laissé notre héritage ancestral périr entre nos mains ?

Il y aurait donc une prétendue opposition intrinsèque aux non-musulmans en Inde. La séparation est donc catégoriquement nécessaire. C'est Muhammad Ali Jinnah qui va en devenir le porte-drapeau.

Muhammad Ali Jinnah et la faiblesse de la Ligue musulmane

Muhammad Ali Jinnah était initialement favorable à une jonction des efforts hindous et musulmans, dans le prolongement du pacte de Lucknow initié en 1916.

Il ne participa toutefois qu'à deux des trois conférences ayant respectivement lieu en 1930, 1931 et 1932, décidant alors de passer plusieurs années en Angleterre.

Cette décision ne doit pas surprendre, l'élite musulmane ayant fait le choix de soutenir le Raj, la Grande-Bretagne se montrait particulièrement bienveillante.

De 1924 à 1936 à part en 1933, tous les présidents de la Ligue musulmane ont été nommés chevaliers (Sir Reza Ali en 1924, Muhammad Ali Jinnah en 1925 mais il refusera, Sir Abdur Rahim en 1926, Sir Mohammad Yakub et Sir Muhammad Shafi en 1927, Sir Ali Muhammad Khan en 1928, Sir Mohamed Iqbal en 1930, Sir Zafarullah Khan en 1931, Mian Abdul Aziz et Khan Bahadur Hafiz Hidayat Hussain en 1933, Sir Wazir Hasan en 1936).

Toutefois, le *Government of India Act* de 1935, qui marquait l'établissement d'une certaine autonomie et d'élections directes, fit que Muhammad Ali Jinnah revint en Inde, reprenant les commandes d'une Ligue musulmane qui s'était assoupi et n'avait plus tenu de congrès depuis 1933, alors que deux factions se faisaient face.

Face au processus d'indépendance qui s'enclenchait, l'élite musulmane ne pouvait pas rester passive et devait se poser comme une sorte d'équivalent pour la population musulmane du Congrès national indien, comme au moment du pacte de Lucknow en 1916.

Ce fut toutefois un échec électoral relatif lors des élections de 1937 : la Ligue musulmane obtint 40 des 119 sièges réservés aux musulmans au Bengale, 2 de 86 au Pendjab, aucune au Sind et dans la province du nord-ouest en raison de l'absence de candidats.

Les résultats furent meilleurs par contre dans les régions où les musulmans étaient minoritaires : 29 de 39 en Uttar Pradesh, 20 de 29 à Mumbai, 11 de 28 à Madras.

Au total, cela fit que la Ligue musulmane obtint 109 sièges des 482 destinés aux musulmans, alors que le Congrès national indien avait 707 sièges en tout, dont 25 des sièges réservés aux musulmans.

Les féodaux musulmans ne parvenaient pas à avoir une prise sur la situation et il leur était absolument nécessaire de provoquer une rupture, une cassure, pour apparaître comme la seule solution pour l'ensemble des musulmans.

Cela provoqua une intense polarisation de leur part, avec notamment trois thèmes conducteurs.

La première est ce qui fut appelé le « Wardha Scheme », c'est-à-dire la ligne éducative élaborée par la *India National Education Conference* en octobre 1937 à partir d'un article de Gandhi dans l'hebdomadaire *Harijan*, le 31 juillet 1937 : il s'agissait d'instaurer une éducation laïque. C'était considéré comme inacceptable pour des tenants de l'Islam.

Le second reproche portait sur la politique de Vidya Mandir pratiquée dans les provinces contrôlées par le Congrès national indien. Ces « temples de l'éducation » étaient directement calqués sur le système éducatif hindou, le *gurukula*. Ce ne pouvait qu'être repoussé pour des musulmans cherchant à activer un fondamentalisme.

Enfin, l'hymne *Vande Mataram* restait un obstacle identitaire majeur. Cela aurait été reconnaître la majorité hindoue et donc temporiser, remettre en cause la logique de l'Islam exigeant que l'hégémonie lui revienne toujours.

Cela amena le Congrès national indien à considérer toujours plus la Ligue musulmane comme le jouet de la politique extérieure britannique cherchant à « diviser pour régner », ce qui était objectivement vrai.

Inversement, la Ligue musulmane considérait que le Congrès national indien tentait de le phagocytter au nom du combat pour l'indépendance, ce qui était vrai également, dans la mesure où l'arrière-plan féodal - hindou l'emportait tendanciellement sur la dimension démocratique.

L'élite musulmane fit alors bloc autour de Muhammad Ali Jinnah. C'est lui qui allait assumer la revendication d'un « Pakistan », alors que paradoxalement il avait été jusqu'au milieu des années 1930 un partisan de l'unité indienne.

Mais c'est qu'il représente les intérêts de la féodalité musulmane et celle-ci comptait conserver ses prérogatives coûte que coûte, et là la situation exigeait de la jouer à quitte ou double de leur point de vue. Toutes les combinaisons, y compris menant à des désastres humains, étaient acceptables du moment que la féodalité musulmane restait le socle des zones où il y avait des musulmans.

Muhammad Ali Jinnah et le Pakistan

Il est intéressant de jeter un regard sur l'arrière-plan social de Muhammad Ali Jinnah pour comprendre son choix tactique puis stratégique de la rupture.

Si la famille de Mohamed Iqbal, d'un milieu humble, était devenue musulmane depuis de nombreuses générations, la famille (aisée) de Muhammad Ali Jinnah était musulmane depuis trois générations seulement, et alignée sur l'Islam chiite ismaélien.

Muhammad Ali Jinnah devint un chiite traditionnel et après sa mort des proches dirent qu'il était devenu sunnite. C'est obscur, mais révélateur : l'Islam est ici une identité, une tradition, avant toute chose.

Mohamed Iqbal et Muhammad Ali Jinnah avaient étudié en Angleterre, devenant des avocats, mais le second s'est orienté vers un style de vie largement occidentalisé, avec une très grande réputation pour ses costumes impeccables, et lui-même ne parlait pas ourdou, tandis que Mohamed Iqbal maîtrisait en poète tant le persan que l'ourdou.

Cela n'empêchait pas Mohamed Iqbal de souligner l'identité musulmane, sans pour autant vouloir une séparation hindoue-musulman : son raisonnement s'appuyait sur une vision poétique de l'identité religieuse et c'est pour cette raison qu'il a pu écrire un poème en ourdou comme *Sare Jahan se Accha Hindustan hamara* (Mieux que le monde entier est notre Hindoustan).

Mohamed Iqbal avait compris le rôle historique de l'Islam en Inde ; il en faisait un fétiche, mais il avait une lecture culturelle. Muhammad Ali Jinnah jetait quant à lui un regard politique et s'il avait initialement un positionnement similaire, sa démarche était pragmatique.

C'est la raison pour laquelle il développa un discours toujours plus agressif contre le Congrès national indien et son projet d'Inde centralisée, chose qui se ferait selon lui inévitablement aux dépens de la minorité musulmane. Cela alla toujours plus loin et Muhammad Ali Jinnah devint la figure tutélaire de l'appel à un pays musulman rompant avec l'Inde.

Ce choix fut effectué par la Ligue musulmane à Lahore en 1940, avec la revendication d'États indépendants qui seraient « autonomes et souverains », ce qui peut sembler contradictoire car l'autonomie ne peut qu'exister dans un cadre fédéral, ce qui s'oppose au principe de souveraineté.

Cependant, lors d'une adresse à la Ligue musulmane à cette occasion, Muhammad Ali Jinnah fut très clair sur le plan de la signification de la rupture :

« Un journal d'importance comme le London Times, commentant le *Government of India Act* de 1935, a écrit que « sans nul doute, la différence entre les hindous et les musulmans n'est pas religieuse au sens strict, mais également de nature juridique et culturelle, ce qui fait qu'on peut dire de fait qu'ils représentent deux civilisations entièrement distinctes et séparées. Néanmoins, au cours du temps, les superstitions s'épuiseront et l'Inde se façonnera en une seule nation. » (...)

C'est certainement un dédain flagrant de l'histoire récente du sous-continent indien, tout comme de la conception islamique fondamentale de la société vis-à-vis de l'hindouisme, que de les caractériser de pures « superstitions ».

Malgré mille ans de contact proche, les nationalités divergent aujourd'hui plus que jamais, on ne peut pas attendre qu'à un moment elles se transforment en une seule nation purement et simplement en les soumettant à une constitution démocratique et en les maintenant par la force ensemble, avec les méthodes non naturelles et artificielles des statuts parlementaires britanniques (...).

Il est extrêmement difficile d'apprécier pourquoi nos amis hindous ne parviennent pas à comprendre la

nature réelle de l'islam et de l'hindouisme.

Ce ne sont pas des religions au sens strict du mot, mais, en fait, des ordres sociaux différents et distincts, et l'idée que les hindous et les musulmans puissent jamais parvenir à une nation commune est un songe, et cette erreur d'une nation indienne unique est allé au-delà des bornes, et mènera l'Inde à sa destruction si nous échouons à corriger nos idées à temps.

Les hindous et les musulmans appartiennent à deux philosophies religieuses, des pratiques sociales et des littératures différentes.

Ils ne se marient pas ensemble, ni ne mangent ensemble et, en effet, ils appartiennent à deux civilisations différentes qui sont principalement fondées sur des idées et des conceptions différentes.

Il est assez clair que les hindous et les musulmans puisent leur inspiration de sources historiques différentes.

Ils ont des épopées différentes, des héros différents, et différentes périodes historiques [essentiels].

Très souvent, le héros de l'un est l'antagoniste de l'autre, et de la même manière, leurs victoires et leurs défaites se correspondent.

Assujettir ensemble deux telles nations sous un seul État, l'une en tant que minorité numérique et l'autre comme majorité, ne manquera pas de mener à un mécontentement grandissant et à la destruction finale de toute structure qui pourrait avoir été conçue pour le gouvernement d'un tel État. »

Muhammad Ali Jinnah considère ici comme un fait acquis la théorie des deux nations, que lui-même rejetait pourtant encore quelque temps auparavant. Et à partir de 1940, le concept de Pakistan qui avait désormais sa base fut diffusée massivement par la Ligue musulmane désormais entièrement sous le contrôle de Muhammad Ali Jinnah, qui était désormais le Quaid-e-Azam (le grand dirigeant).

La partition de l'Inde en août 1947

L'indépendance de l'Inde le 15 août 1947 fut considérée comme un jour noir par beaucoup de progressistes dans tout le pays, en raison de la tragédie que cela impliquait avec la séparation du Pakistan.

Mohandas Karamchand Gandhi ne participa ainsi pas aux festivités, et les communistes, qui s'étaient opposés au gandhisme comme idéologie passive et soumise aux féodaux indiens, aux capitalistes indiens liés aux Britanniques, se retrouvaient sur la même position. La division des peuples apparaissait comme une catastrophe.

En 1947, toutefois, le processus était déjà avancé ; Mohandas Karamchand Gandhi lui-même accepta de reconnaître le Pakistan afin d'éviter un bain de sang qui eut lieu de toute manière, sans doute de moindre ampleur cependant que ça l'aurait été dans le cadre d'une guerre de religion généralisée.

12,5 millions de personnes se déplacèrent pour rejoindre l'Inde ou le Pakistan, et le nombre de morts fut immense, et très difficile à évaluer, sans doute autour d'un million, à quoi il faut ajouter les viols en masse.

Voici comment Mikhaïl Alexeïev présente les grands traits politiques de la partition dans sa présentation de la situation pour *Bolchevik*, la revue théorique du Parti Communiste d'Union Soviétique (*Bolchevik*), en juin 1948.

« La haine envers les esclavagistes britanniques atteignit son paroxysme. Elle se manifesta par des manifestations massives à Calcutta et à Bombay à l'automne 1945, par une

multiplication des grèves (près de deux millions de travailleurs y participèrent en 1946) et par le mécontentement au sein de l'armée et de la marine.

La mutinerie des matelots de la Royal Indian Navy, qui éclata en février 1946, fut soutenue par de puissantes grèves de solidarité, auxquelles participèrent plus de 300 000 ouvriers, par des grèves dans l'armée de l'air et par des « mutineries » dans diverses unités de l'armée (à Jubbulpore et Dehra Dun). Au Bengale, au Bihar et dans plusieurs États du sud de l'Inde, le mouvement paysan contre les propriétaires fonciers prit une large ampleur (...).

Déjà durant la période de lutte de libération nationale qui a suivi la Première Guerre mondiale, la grande bourgeoisie et les propriétaires fonciers indiens, alarmés par la montée du mouvement ouvrier et le développement de la révolution paysanne, avaient conclu un accord avec l'impérialisme britannique et trahi les intérêts de leur propre pays.

Staline soulignait en 1925 : « Dans les conditions d'existence de colonies comme l'Inde, la nouveauté fondamentale réside non seulement dans la scission de la bourgeoisie nationale entre partis révolutionnaire et conciliateur, mais surtout dans le fait que la partie conciliatrice de la bourgeoisie a déjà trouvé un accord avec l'impérialisme sur les questions principales. Plus effrayée par la révolution que par l'impérialisme, plus soucieuse de ses richesses que des intérêts de son propre pays, cette partie de la bourgeoisie, la plus riche et la plus influente, a complètement rejoint le camp des ennemis irréconciliables de la révolution, en formant un bloc avec l'impérialisme contre les ouvriers et les

paysans de son propre pays.» (Marxisme et question coloniale nationale, page 209, édition russe de 1939).

Aujourd'hui, après la Seconde Guerre mondiale, la grande bourgeoisie indienne recourt à de nouvelles manœuvres face à la recrudescence de la lutte de libération nationale. Spéculant sur le mouvement anti-impérialiste des masses, elle tente de négocier avec les cercles dirigeants britanniques un certain nombre de concessions.

Ils ne souhaitent pas une véritable indépendance du pays, craignant une révolution anti-impérialiste.

Parallèlement, la grande bourgeoisie met tout en œuvre pour maintenir le mouvement de masse sous son influence et empêcher la classe ouvrière de le diriger. En recourant largement à la démagogie anti-impérialiste et sociale, elle appelle les masses à suivre le Congrès national indien et ses dirigeants – Gandhi et Nehru.

Les cercles dirigeants britanniques, qui tentaient autrefois de présenter la lutte indienne comme un mouvement orchestré par une poignée d'agitateurs et d'instigateurs, peu enracinés dans la population, furent contraints d'admettre, comme le montrent les discours de plusieurs ministres du Travail en 1946, que le mouvement avait pris un caractère de masse et menaçait de balayer la domination britannique.

Afin d'empêcher l'effondrement de leur domination en Inde, les colons britanniques décidèrent, d'une part, de faire quelques concessions à la grande bourgeoisie indienne et, d'autre part,

d'intensifier leur politique traditionnelle de division du mouvement de libération nationale sur des bases religieuses et communautaires, en dressant hindous et musulmans les uns contre les autres.

En mars 1946, une mission politique composée de trois ministres britanniques, dirigée par Pethick Lawrence, secrétaire d'État pour l'Inde, fut envoyée en Inde.

La mission élaborait un plan pour la forme de gouvernement de l'Inde, qui prévoyait sa partition en États hindou et musulman.

L'impérialisme britannique comptait maintenir sa position en Inde en opposant ces États les uns aux autres et en s'appuyant sur les princes féodaux indiens.

Cependant, à l'été 1946, les cercles dirigeants britanniques ne parvinrent pas à trouver un compromis avec la bourgeoisie indienne sur la base du plan de Pethick Lawrence.

Le Congrès national indien, dont la direction représentait la grande bourgeoisie indienne, mais bénéficiait alors d'une large adhésion, s'opposa à la division du pays sur des bases religieuses et communautaires et exigea une déclaration d'indépendance complète de l'Inde.

Le Congrès national accepta le plan de Pethick Lawrence uniquement comme base d'examen ultérieur par l'Assemblée constituante. La Ligue musulmane accepta ce plan, mais ne put compter que sur le soutien d'une minorité de la population.

Mais, manœuvrant habilement, les cercles dirigeants britanniques tentèrent d'aggraver les divergences entre le Congrès et la Ligue et, en incitant à des émeutes hindoues-musulmanes, d'accroître la pression sur les dirigeants bourgeois du Congrès.

En juin 1946, la Ligue musulmane déclara qu'elle boycotterait la convocation de l'Assemblée constituante pan-indienne et lancerait une lutte pour la formation de l'État musulman indépendant du Pakistan.

Lord Wavell, vice-roi, demanda alors à Jawaharlal Nehru, président du Congrès national, de former un cabinet, réservant cinq sièges aux représentants de la Ligue. Le Congrès national accepta cette fois la proposition du vice-roi et Nehru forma un gouvernement provincial.

La formation du gouvernement provincial, dirigé par Nehru, servit de prétexte à la Ligue musulmane pour lancer une campagne en faveur de la création d'un État musulman indépendant.

Le 16 août 1946 fut déclaré journée de lutte pour le Pakistan. Ce jour-là, des conflits sanglants éclatèrent entre hindous et musulmans à Calcutta, au Bengale, puis au Bihar, où ils dégénérent en véritable massacre.

Des bandes d'agents secrets de la police britannique tentèrent par tous les moyens de provoquer des pogroms dans toute l'Inde. La politique britannique de dresser les musulmans contre les hindous porta ses fruits.

Le front anti-impérialiste unique des hindous et des musulmans fut brisé.

Mais la fin de l'année 1946 fut marquée par une nouvelle poussée du mouvement ouvrier en Inde. La vague de grèves s'étendit à presque tous les secteurs de l'industrie indienne.

Non seulement les ouvriers, mais aussi les fonctionnaires et les enseignants se mirent en grève. La grève des employés des Postes et Télégraphes et des Cheminots, en particulier, fut marquée par la ténacité et l'organisation.

C'est à cette époque qu'un mouvement démocratique de masse s'éleva contre le régime des Princes des différents États. Les paysans se soulevèrent contre l'exploitation et l'oppression des propriétaires fonciers féodaux. Dans les États de Travancore et d'Hyderabad, ce mouvement se transforma en soulèvements paysans.

L'Inde était à la veille d'une révolution nationale anti-impérialiste. Non seulement la domination britannique en Inde, mais aussi les intérêts de classe de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers indiens étaient menacés.

La peur de la classe ouvrière, l'exploit de la paysannerie, poussèrent la grande bourgeoisie indienne à conclure un nouveau pacte avec les colons britanniques. Cette situation fut également habilement exploitée par le gouvernement travailliste.

Le 20 février 1947, le Premier ministre britannique, Attlee, fit une déclaration à la Chambre des communes sur la politique indienne du gouvernement. Voici en substance le contenu de cette déclaration.

1. Le gouvernement britannique transférera le pouvoir aux Indiens au plus tard en juin 1948.

2. Le pouvoir ne sera transféré au gouvernement central de l'Inde que s'il est reconnu par tous les principaux groupes politiques du pays. En l'absence d'un tel gouvernement en Inde, il sera transmis aux gouvernements provinciaux ou aux gouvernements des groupes de provinces qui seront constitués d'ici là.

3. Le vice-roi Wavell a été rappelé et Lord Mountbatten a été nommé pour le remplacer.

Appuyant ces propositions, Stafford Cripps et Alexander ont déclaré que si la Grande-Bretagne refusait volontairement de transférer le pouvoir aux Indiens, une révolution éclaterait en Inde.

Cripps a déclaré que la Grande-Bretagne pourrait tenir l'Inde par la force pendant plusieurs années encore, mais qu'il serait nécessaire pour cela d'augmenter considérablement les contingents de forces britanniques sur place, ce qui constituerait un fardeau insupportable pour la Grande-Bretagne.

Suivant les calculs des dirigeants du Parti travailliste, l'incitation des Britanniques à « quitter » l'Inde était de fournir à la Grande-Bretagne la possibilité de maintenir son autorité en Inde.

Les nouvelles propositions britanniques envisageaient clairement la division de l'Inde en transférant le pouvoir non pas au gouvernement central, mais aux gouvernements des

différentes provinces ou de leurs groupes.

Néanmoins, les plus hautes instances du Congrès national indien accueilleraient favorablement ce nouveau plan et trahissaient ouvertement les intérêts nationaux de l'Inde.

La direction du Congrès national, qui reflétait les intérêts de la grande bourgeoisie indienne, accepta un compromis avec l'impérialisme britannique sur la base d'un partage de l'Inde selon des critères religieux.

Cette fois encore, comme cela s'était produit à plusieurs reprises auparavant, l'impérialisme britannique conserva l'Inde en faisant des concessions aux classes possédantes indiennes, concessions qui contribuaient également à leur nouvelle trahison des intérêts de leur pays.

La Ligue musulmane, qui représentait les intérêts des propriétaires fonciers musulmans et de la bourgeoisie commerciale compradore, soutint pleinement la politique du gouvernement britannique.

Craignant une révolution paysanne, les dirigeants de la Ligue musulmane, en plein accord avec l'impérialisme britannique, prônèrent la partition de l'Inde et le maintien de la domination britannique. Ils réclamèrent la création d'un État musulman, attisant ainsi l'animosité religieuse entre hindous et musulmans.

Le 3 juin 1947, un nouveau plan britannique de division de l'Inde, connu sous le nom de Plan Mountbatten, fut publié.

Fruit d'un accord entre le gouvernement britannique, la [grande] bourgeoisie indienne et les propriétaires fonciers musulmans, ce plan comprenait essentiellement les propositions suivantes :

1. L'Inde serait divisée en deux dominions : l'Hindoustan pour les hindous et le Pakistan pour les musulmans ;
2. Afin de définir les frontières des dominions, les mesures suivantes seraient prises à titre provisoire :
 - a) la question de la division des provinces du Pendjab et du Bengale serait tranchée ;
 - b) un référendum sur l'annexion de la province de la Frontière du Nord-Ouest à l'Inde ou au Pakistan serait organisé ;
 - c) un référendum similaire serait organisé dans le district de Sylhet, dans la province d'Assam ;
 - d) le conseil législatif provincial du Sind déciderait du rattachement de cette province au Pakistan ou à l'Hindoustan.
3. Par la suite, les assemblées constituantes seront convoquées et les gouvernements des deux dominions seront formés.
4. Les États pourront rejoindre n'importe lequel des dominions nouvellement formés.

La Ligue musulmane et le Congrès national acceptèrent ces propositions et appelèrent la population à collaborer avec les autorités britanniques pour mettre en œuvre le plan Mountbatten.

Le 15 août 1947, la loi de partage de l'Inde entra en vigueur et, à la place de l'Inde unie, deux « Dominions » furent créés : l'Hindoustan, qui adopta par la suite le nom d'« Union indienne » ou simplement de « Dominion de l'Inde », et le Pakistan.

Le pays fut alors divisé en deux parties selon des principes religieux et communautaires. Ni la composition nationale de la population, ni les liens économiques, ni même l'intégrité territoriale ne furent pris en compte.

La partition de l'Inde n'a résolu aucun problème, y compris celui des hindous et des musulmans. Au contraire, elle a exacerbé les divergences religieuses, notamment en lien avec la partition de la province du Pendjab, et a favorisé l'exacerbation de conflits sanglants entre hindous, sikhs et musulmans.

Des millions de réfugiés se sont précipités d'un territoire à l'autre. Les Hindous et les Sikhs ont fui vers l'Hindoustan et les musulmans vers le Pakistan. Des villages entiers ont été dépeuplés, les récoltes n'ont pas été faites, les champs n'ont pas été ensemencés.

Dans l'Hindoustan, les organisations hindoues réactionnaires – l'Hindou Mahasabha et le Rashtria Swayam Sevak Sangh, ainsi que le Parti Sikh Akali – ont intensifié leurs massacres ; au Pakistan, les gardes nationaux ont été organisés par la Ligue musulmane.

Ces bandes armées, organisées selon des principes fascistes et inondées d'agents de la police secrète britannique, organisèrent le massacre des musulmans dans l'Hindoustan, ainsi que des hindous et des sikhs au Pakistan.

Les affrontements fratricides dans l'Hindoustan et au Pakistan furent bénéfiques à l'impérialisme britannique et à ses agents.

La partition de l'Inde fut effectuée dans le but de maintenir la domination politique et économique de l'impérialisme britannique dans le pays divisé en plusieurs parties.

Les dominions nouvellement formés sont des États extrêmement artificiels, tant du point de vue de leur économie que de la composition nationale de leur population. La population du Pakistan totalise environ 70 millions d'habitants. Toutes les provinces du Pakistan sont des régions agricoles arriérées.

Sur son territoire, on ne compte que 10 % de l'industrie, y compris l'industrie minière, puisque 90 % des mines sont concentrées sur le territoire de l'Hindoustan. Il n'existe aucun grand centre industriel au Pakistan.

Le Pakistan est un pays à l'économie coloniale typique, ce qui facilite la tâche de l'impérialisme anglo-américain qui veut faire du Pakistan son appendice agricole. Le Pakistan est composé de deux parties séparées l'une de l'autre.

À l'ouest, les différentes provinces pakistanaises sont reliées économiquement entre elles : elles disposent d'un réseau ferroviaire commun et d'un accès maritime commun par le port de Karachi.

En revanche, il n'existe aucune connexion économique entre les parties occidentale et orientale du Pakistan. Le Bengale oriental est séparé des autres provinces du

Pakistan par une distance de 1 300 kilomètres. De plus, la composition nationale du Pakistan n'est pas homogène.

L'Union indienne est devenue un pays relativement plus industrialisé que l'Inde avant sa partition. Près de 90 % de l'ensemble de l'industrie, y compris l'exploitation minière, subsiste sur son territoire.

Pourtant, l'économie de l'Union indienne est également une économie coloniale typique. Le principal secteur industriel est le textile.

La métallurgie s'est peu développée, tandis que la construction mécanique est quasi inexistante. Arrachée aux grandes régions agricoles qui ont été rattachées au Pakistan, l'Union indienne connaîtra sans aucun doute une grave pénurie de matières premières et de produits alimentaires.

L'Union indienne reste plus multinationale que le Pakistan. La population totale de l'Union indienne est d'environ 300 millions d'habitants, sans compter la population de l'État d'Hyderabad (16 millions).

La partition de l'Inde a été menée par le gouvernement travailliste, plus souple et plus à même de recourir à la démagogie sociale et nationale que le précédent gouvernement conservateur.

Cette manœuvre fut plus facile pour le Parti travailliste, car les dirigeants du Congrès national indien avaient toujours entretenu un certain accord avec lui et étaient plus disposés à accepter un compromis avec le gouvernement travailliste.

Il est caractéristique que le Parti conservateur ait soutenu le plan de partition de l'Inde proposé par le gouvernement travailliste. Cela témoigne du fait que ce plan est un plan impérialiste britannique dans son ensemble et correspond à ses intérêts et à ses calculs.

Ce n'est pas sans raison que, lors du débat sur le projet de loi à la Chambre des communes et à la Chambre des lords britanniques, les dirigeants du Parti conservateur ont salué le plan du gouvernement comme un plan venant au secours de l'impérialisme britannique, et le gouvernement travailliste comme le fidèle défenseur des intérêts de l'Empire britannique.

Après avoir divisé l'Inde et conféré à l'Hindoustan et au Pakistan le « titre de dominion », l'impérialisme britannique a ainsi maintenu sa domination coloniale sur l'Inde.

Le capital britannique occupe, comme par le passé, une position dominante dans l'économie de l'Hindoustan et du Pakistan. Le système bancaire est un puissant levier de l'exploitation coloniale de l'Inde.

Toutes les grandes banques indiennes, à l'exception de deux, sont gérées par des monopoleurs britanniques. Elles détiennent ainsi les plus gros capitaux qu'elles peuvent investir dans l'industrie, les chemins de fer, les ports, etc.

L'industrie indienne dépend entièrement des banquiers britanniques. Plus de la moitié de l'industrie du jute et du thé de l'Hindoustan, un tiers de l'industrie sidérurgique, la totalité de la production minière, les plantations de

caoutchouc, etc. appartiennent au capital britannique.

L'un des leviers de la domination coloniale britannique en Inde est constitué par les sociétés par actions anglo-indiennes.

Grâce à ces sociétés, qui occupent une place importante dans le commerce et l'industrie, les intérêts des capitalistes indiens sont étroitement liés à celles des capitalistes britanniques, le rôle dominant revenant bien sûr à ces derniers (...).

Aucun changement fondamental n'a eu lieu dans la structure interne du Pakistan et de l'Union indienne.

Au Pakistan, où les propriétaires terriens sont au pouvoir, tous les États ont conservé pleinement leur structure politique féodale.

Le gouvernement pakistanais a déclaré considérer les États comme des gouvernements souverains et ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures.

Même dans l'Union indienne, où la bourgeoisie est au pouvoir et où le gouvernement est dirigé par les dirigeants du Congrès national, qui s'étaient autrefois prononcés contre le régime féodal arbitraire, les princes ont conservé leur pouvoir (...).

Dans l'Union indienne comme au Pakistan, les inégalités nationales sont prédominantes. L'hindi et l'anglais ont été déclarés langues d'État de l'Union indienne. Les langues de la plupart des peuples de l'Inde ont été reléguées au second plan.

Au Pakistan, le gouvernement a déclaré l'ourdou langue d'État, bien que plus de la moitié de la population ne la connaisse pas. »

La sanglante partition Pakistan - Bangladesh

Muhammad Ali Jinnah se retrouva à la tête du Pakistan à sa fondation.

Il s'adressait en anglais à la population, tout en soulignant que l'ourdou était la langue du Pakistan - lui-même ne le parlant toutefois pas, bien qu'il ait fait des efforts pour l'employer pour de brefs moments, à portée symbolique.

L'ourdou n'était de toute façon pas non plus la langue des peuples formant le Pakistan ; le choix de l'ourdou était de portée symbolique, avec comme référence le haut niveau de civilisation de l'empire moghol.

Muhammad Ali Jinnah présenta ainsi de manière suivante le Pakistan lors de son discours d'investiture à la présidence du nouveau pays, le 11 janvier 1947 :

« Il n'y aura aucune limite au progrès que vous ferez si vous changez votre passé et travaillez ensemble dans un esprit tel que chacun d'entre vous, quelle que soit la communauté à laquelle il appartient, quel que soit le rapport qu'il avait avec vous dans le passé, quelles que soient sa couleur, sa caste ou sa croyance, est à la fois le premier, le second et le dernier des citoyens de cet Etat, avec des droits, des privilèges et des obligations égaux (...).

Vous êtes libres ; vous êtes libres d'aller à vos temples, vous êtes libres d'aller à vos mosquées ou à toute autre place de vénération dans cet Etat du Pakistan. Vous pouvez appartenir à n'importe quelle religion, caste ou croyance – cela n'a rien à voir avec les affaires d'État. »

Cette affirmation d'un État laïc, pourtant né d'une logique religieuse, est très étonnante et en fait très hypocrite. La partition, réalisée de manière forcée par les forces féodales musulmanes, a provoqué le déplacement de 12,5 millions de personnes et le massacre de centaines de milliers d'autres.

Ce fut une véritable guerre de religion, sans pitié, hindous contre musulmans, avec les Sikhs au milieu.

Il y eut également deux situations anti-populaires par définition : le souverain musulman du Hyderabad choisit le Pakistan, alors qu'il se retrouvait au sud de l'Inde et avec une large majorité hindoue. L'armée indienne résolut la question au moyen d'une invasion.

Au Cachemire, le souverain était hindou et choisit l'Inde malgré une large majorité musulmane. Cela provoqua une situation explosive jusqu'à aujourd'hui.

Reste que le Pakistan se retrouvait immédiatement avec une nouvelle problématique. L'engouement religieux avait, en effet, ajouté un élément nouveau au concept de Pakistan.

La partie orientale du Bengale était musulmane et elle avait décidé de rejoindre le Pakistan au moment de la partition de l'Inde.

C'était une situation qui n'avait absolument pas été prise en compte à l'origine.

La tradition musulmane de l'Inde puise sa source dans la Perse, ce sont les régions historiques du Nord-Ouest de l'Inde qui forment le noyau dur de la culture islamique indienne.

Voilà que le Pakistan se retrouvait avec un territoire lointain, à 1 600 kilomètres de distance, avec sa propre tradition islamique, avec une langue, le bangla ou bengali, qui n'avait rien à voir avec l'ourdou.

Il était facile de comprendre le point de vue des féodaux de l'Est du Bengale : en se rattachant au Pakistan comme Pakistan « oriental », ils obtenaient une légitimité complète, espérant d'autant plus en profiter que le Pakistan « occidental » était loin.

C'était cependant de l'idéalisme complet de la part des féodaux, qui n'avaient pas pris en compte la question du développement du capitalisme bureaucratique.

Celui-ci se développa massivement au Pakistan occidental, dans le cadre d'une soumission complète à l'impérialisme britannique à l'origine, mais ensuite très rapidement à la superpuissance impérialiste américaine.

La situation devint rapidement totalement déséquilibrée. Il y avait 69 millions de personnes au Pakistan occidental, contre 44 millions étant au Pakistan oriental. Le Pakistan occidental disposait de la capitale fédérale, du commandement militaire, de la cour suprême de justice.

Il s'appropriait les ¾ des fonds de développement et le Pakistan oriental se voyait réduit à une colonie intérieure. Il produisait ainsi la plupart des exportations (jute, thé...), mais obtenait seulement ¼ des revenus.

La domination des militaires du Pakistan occidental finit par rendre la situation explosive, avec la mise en place par les étudiants en 1969 d'une contestation générale, suivie ensuite par les paysans et les ouvriers.

Le soulèvement amena un changement de dirigeant du côté de l'État central, avec un nouveau militaire prenant la place du précédent.

Dans cette nouvelle situation, le Parti Awami National ne se présenta pas aux élections.

Il avait été fondé par un intellectuel rural qui était parvenu à unir le mouvement démocratique paysan au Bengale : Maulana Abdul Hamid Khan Bhashani.

Profondément influencé par la Chine, il s'était même séparé de la Ligue Awami pro-bourgeois (Awami signifiant peuple), pour former le Parti Awami National.

Mais ce dernier fit le choix du boycott des élections de 1970, ce qui permit à la Ligue Awami d'obtenir une victoire totale, avec 167 des 169 sièges de l'Assemblée nationale au Pakistan oriental.

Son dirigeant, Sheikh Mujibur Rahman, apparut alors comme le vrai porteur du soulèvement populaire de 1969.

Les contradictions ne cessèrent de se développer, notamment avec le cyclone de 1970, où 200 000 personnes sont mortes, et où l'État pakistanais n'avait pas été en mesure d'organiser un secours sérieux.

À ce moment, l'armée officielle du Pakistan - où les officiers étaient bien entendu principalement du Pakistan occidental - a commencé à être considéré par les larges masses comme une armée d'occupation.

Tout se précipita alors le 25 mars 1971, avec l'intervention militaire de l'armée pakistanaise.

Son objectif était d'écraser tous les intellectuels de langue bengalie, de violer des femmes autant que possible (environ 200 000), de massacrer les hindous (qui formaient autour de 14 % de la population totale).

La langue bengalie et les hindous ont été considérés comme un obstacle à l'unification islamique, et donc, comme des cibles.

Mais ce n'était pas seulement une tactique de l'armée pakistanaise.

C'était conforme à l'idéologie d'une partie de la petite-bourgeoisie du Bengale, celle qui s'était placée dans l'orbite des féodaux, qui utilisaient l'Islam comme vecteur.

Par conséquent, le parti Jamaat-e-Islami a aidé dans les massacres, en tant que volontaires (les « Razakars ») et la formation de milices - Al-Badar et Al-Shams.

Les résultats de ce processus a été trois millions de morts. Ce fut un épisode terrifiant de plus pour les Bengalis à travers leur histoire et cela marqua très profondément les esprits au niveau mondial.

Il faut ici souligner la tenue d'un grand concert de solidarité avec le Bangladesh à New York le premier août 1971, à l'initiative de l'ex-Beatles George Harrison et de l'illustre joueur de sitar Ravi Shankar. Ce fut le premier du genre historiquement.

Les événements sur le terrain furent bien moins connus et pourtant leur dimension historiquement révolutionnaire étaient d'une immense ampleur. C'est le soulèvement de masse, la grève générale, la lutte armée généralisée qui a permis de vaincre l'offensive pakistanaise.

Dans ce cadre, les conseils ouvriers et paysans se répandaient dans tout le pays, et la guerre populaire avait été déclenchée par différentes organisations adoptant la ligne de Mao Zedong, en particulier le Purba Bangla Sarbojha Party (Parti prolétarien du Bengale oriental), dirigé par Siraj Sikder.

L'Inde vint d'un mauvais œil la tournure des choses ; Peter Hazlehurst du *Times* commentait alors que « Le Bengale rouge alarmerait Delhi encore plus qu'Islamabad ».

L'armée indienne lança alors une offensive contre le Pakistan et organisa à grande échelle la « Mukti Bahini », « l'armée de libération » sous contrôle de la Ligue Awami. Cela torpilla le caractère populaire de la guerre de libération.

Il est à noter que le philosophe français Bernard-Henri Lévy était allé au Pakistan tant occidental qu'oriental, et qu'il a participé à cette guerre de libération, dans les rangs de l'armée indienne.

Il avait agi ainsi après avoir été déçu par une tendance gauchiste des partisans de Mao Zedong qui refusaient d'affronter le Pakistan ; s'il avait connu Siraj Sikder sa trajectoire aurait pu être totalement différente.

Bernard-Henri Lévy soutint ensuite le nouveau régime et travailla un temps au ministère de l'Économie et du Budget, avant de se faire éjecter du jour au lendemain sous pression de l'Inde, car il avait connu des maoïstes auparavant.

Ensuite, il devint une figure des « nouveaux intellectuels » prenant une direction anti-communiste et entièrement favorable à la superpuissance américaine.

Quant à Siraj Sikder et son parti, ils échouèrent, bien qu'ils ouvrirent la voie de la révolution pour la suite (et même en fait de la guerre de libération contre le Pakistan occidental).

Leur situation était incroyablement complexe ; ils ont dû se battre contre l'expansionnisme indien et le colonialisme pakistanais, mais aussi contre les forces féodales, alors qu'en plus l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique étaient de la partie.

La question du Bengale avant le Pakistan : avant l'empire moghol

Le fait que le Bengale se soit historiquement coupé en deux, avec une partie à grande majorité hindoue et de l'autre une partie à grande majorité musulmane, a toujours interpellé ceux qui s'y sont intéressés. Pourquoi un peuple, unifié culturellement et sur le plan linguistique, se scinde-t-il en deux parties religieuses bien distinctes ?

L'un des facteurs essentiels fut, outre les conversions de masses dans le Bengale oriental amenées par les missionnaires musulmans et l'influence de la conquête islamique, l'importance du commerce, particulièrement sur la zone côtière, avec le port de Chittagong notamment.

C'est un processus ainsi non violent, dissolvant les rapports féodaux, avec notamment la question des castes et des intouchables. Ces derniers avaient tout intérêt à se convertir à l'Islam, du moins ils n'avaient rien à perdre.

Ce processus se déroula sans heurts ; pour preuve les musulmans du Bengale ont conservé de larges traits historiques propres au Bengale. La langue, le bangla ou bengali, puise massivement au niveau du vocabulaire dans le sanskrit, en plus des emprunts aborigènes, et tant les hindous que les musulmans l'ont conservé ainsi.

Il faut dire que les autres zones musulmanes sont lointaines, et d'ailleurs l'Islam historique du futur Bangladesh est profondément marqué par le soufisme, le mysticisme.

Ce qui joue ici, c'est que le Bengale a également connu une période où l'hégémonie était non pas hindouiste, mais bouddhiste, avec une bonne partie tendant au même bouddhisme mystique qu'au Tibet, ainsi qu'au Cachemire à cette époque-là.

En fait, si l'islam a réussi à se développer, c'est que tout le système des castes était déjà profondément ébranlé au Bengale, une zone qui plus est lointaine et excentrée des Indes.

Ainsi, suivant les Manusmṛti, connus en Europe sous le nom de « Lois de Manu » (entre 200 avant et 200 de notre ère), le Bengale ne faisait pas partie de l'Āryāvarta (« la demeure des Aryens » en sanskrit).

Ce n'est que sous l'empire Maurya (321-185 avant notre ère) que la partie occidentale du Bengale a été jointe pour la première fois à l'Inde ancienne, la partie orientale formant l'extrémité de l'empire.

Cet Empire, c'est notamment le grand empereur bouddhiste Ashoka, avec un vrai saut dans la civilisation, une vraie administration.

Puis, c'est lors de l'empire Gupta (320-550 de notre ère), que les chefs locaux ont été écrasés au Bengale. Et cet empire pourchasse le bouddhisme, au nom de l'hindouisme.

Le Bengale est devenu le dernier endroit de confrontation entre l'hindouisme et le bouddhisme, et forcément, lorsqu'arrivent les missionnaires promouvant l'hindouisme, ils vont propager un vrai mysticisme pour convaincre les masses. Cela va conditionner toute la culture du Bengale.

Ce processus contradictoire n'est pas terminé, puisque l'effondrement de l'empire Gupta a amené une situation de chaos au Bengale, une situation appelée « matsyanyayam », c'est-à-dire la loi du plus fort. On était dans une situation de chaos complet, d'anarchie générale.

Une nouvelle dynastie connut une naissance localement, les Palas, qui mirent alors en avant le bouddhisme – clairement pour avoir un meilleur rapport de force avec l'Inde ancienne, qui était sous domination hindouiste. Même dans le sud est du Bengale, les rois locaux suivaient cette politique pro-bouddhisme.

Mais les Palas essayèrent d'envahir certaines parties de l'Inde ancienne, particulièrement le Bihar, à l'ouest du Bengale. Le centre de gravité se décala à l'ouest, s'éloignant toujours plus du Bengale oriental.

Au cours de ce processus, l'hindouisme commença à prendre le dessus au niveau de l'État. Le bouddhisme n'était maintenu sous les Palas qu'afin de conserver une identité distincte et que le règne des Palas soit justifié, et également parce qu'il s'agissait d'une expression de la culture bengalienne de cette époque.

Cependant, les rois Palas étaient entourés d'un appareil d'État hindou (de la poésie aux ministres), ils se marièrent à des femmes de familles brahmanes ; dans ce processus, le Bengale occidental était attiré par l'Inde hindoue, cette fois de manière décisive, mais c'était beaucoup moins vrai pour le Bengale oriental.

Ce n'était qu'une question de temps avant que les forces féodales reliées à l'Inde hindoue renversent la dynastie des Palas. Cela se fit sous Vijaysena, un brahmane-guerrier du sud de l'Inde, qui établit une dynastie hindoue, intégrant le Bouddha comme un avatar (maléfique) de Vishnou.

La dynastie des Senas mit en avant l'hindouisme d'une manière massive, amenant des brahmanes du reste de l'Inde pour former une nouvelle classe dominante, avec des dons de terres également. Les Senas installèrent une petite minorité comme pure « élite » religieuse, d'une manière fortement hiérarchique.

La dynastie des Senas marqua la ruine du commerce des marchands, qui soutenaient le bouddhisme – ici l'aspect « égalitaire » du bouddhisme montre son aspect pré-bourgeois, très proche du protestantisme, avec également de soulignées la civilisation globale et l'administration unifiée.

C'est alors que se produisit l'invasion musulmane. On devine que l'islam a remplacé le bouddhisme comme outil d'opposition au féodalisme pour les marchands et artisans, mais également dans des secteurs de masse désireux d'échapper au système des castes.

Cela ne veut pas dire pour autant que, en raison des zones aborigènes et des restes du bouddhisme mystique, les conceptions chamaniques disparurent.

On en a la preuve quand on sait que l'islam du Bengale oriental est très marqué par le soufisme, le mysticisme, le panthéisme. Les bardes itinérants, appelés Bâuls (les fous), sont incontournables de la culture bengalie, avec leur syncrétisme hindou-musulman à visée humaniste.

L'irruption des conquérants musulmans a ainsi été en fait le détonateur de tout un moment historique de la lutte de classe. D'où un islam sunnite dans sa forme mais qui en même temps célèbre les saints, où il y a des pèlerinages sur les tombes, une approche mystique, etc.

On peut le vérifier en regardant du côté de l'hindouisme au Bengale. La manière principale de considérer l'hindouisme est le kali-kula – le culte de la grande déesse (Mahadevi), également connu sous le nom de shaktisme, soit la « doctrine de l'énergie, du pouvoir, de la déesse éternelle ».

Le film de Satyajit Ray « Devi » dépeint cette réalité ; au Bengale, la déesse Kali est révérée, et le shaktisme est davantage présent au Bengale que le shivaïsme (le culte de Shiva) et le vaishnavisme (le culte de Vishnou), qui représentent quant à eux des aspects plus typiques de la culture et de l'idéologie patriarcales indo-aryennes.

Pour cette raison, au Bengale occidental et oriental, l'hindouisme célèbre des déesses comme Durga, Kali, Lakshmi, Sarasvati, Manasa, ou Shashthi, Shitala, Olai Chandi.

Pour en ajouter à la complexité, comme le shaktisme était la conception dominante, la résistance populaire a appuyé le vaishnavisme.

C'est là où on retrouve l'illuminé Chaitanya qui au 16^e siècle mit en avant un vaishnavisme adorant Krishna et rejetant le système des castes. Le mouvement dit des Hare Krishna au 20^e siècle est un prolongement monothéiste américain du vaishnavisme.

On voit la complexité de la situation historique du Bengale, mais ce n'est pas tout.

Sous Shamsuddin Ilyas Shah, qui régna de 1342 à 1358, le Bengale a été unifié. Le Sultanat nouvellement formé a même été capable de résister, à la fois sous des généraux hindous et

musulmans, à l'attaque du Sultanat de Delhi, dirigé par Firuz Shah Tughlaq.

Le Bengale était alors connu sous le nom de Bangalah, et l'État était le sultanat musulman du Bengale. Le sultan était appelé Sultan-i-Bangalah, Shah-i-Bangalah, ou de Shah-i-Bangaliyan.

Le mot est venu en Europe par Marco Polo, donnant naissance au mot « Bengale » (Marco Polo n'a jamais été au Bengale et a même fait une confusion, pensant en fait à une partie de la Birmanie).

Le nouvel État islamique a modernisé le pays et son système administratif. La culture idéologique, basé sur la culture populaire du Bengale, mettait en avant l'islam, mais de manière locale.

De nombreux éléments ont ainsi été pris aux arts bouddhiste et hindou (lotus ouvert de profil, éléments floraux, le lotus et le diamant, le lotus à pétales en frise, le trèfle, la rosette, le fleuron, le feston, la corde torsadée, damier, le diamants croisé etc.).

Husain Shah avait même des hindous comme Premier ministre (vizir), médecin, chef des gardes du corps, secrétaire privé, surintendant, etc.

Ala-ud-din Husain Shah, qui régna de 1494 à 1519, a également défendu la littérature bengalie, promu la coexistence religieuse au Bengale, donnant à Chaitanya pleine possibilité de faire la diffusion de sa version mystique du Vaishnavisme.

Au cours de ce processus, les hindous ont été intégrés dans la noblesse bengalie nommée par les dirigeants musulmans.

Le processus fut profond et connu un saut qualitatif lorsque le grand propriétaire terrien hindou Raja Ganesha prit le pouvoir, au 15^e siècle.

Il dut laisser la place à son fils devant se convertir à l'islam, fils qui redevint hindou, pour finalement revenir musulman, donnant en tout cas un élan plus directement « bengali » tant au pouvoir en place qu'à la diffusion massive et forcée de l'Islam.

On a en fait ici une centralisation, mais elle parvint pas à ses fins, le sultanat du Bengale s'effondrant devant l'empire moghol, dont il devint une province.

La question du Bengale avec le Pakistan puis « l'indépendance »

De 1574 à 1717, le Bengale a été gouverné par 32 subahdars - un subah étant une province moghole et le subahdar un mot désignant le gouverneur, bien sûr choisi par le (grand) moghol ou les plus hauts officiers.

Le pays est considéré comme un territoire riche devant revenir à l'État central, avec de nombreux cadres envoyés en ce sens et même un nouveau calendrier, fondé sur les calendriers musulmans hégirien (donc lunaire) et hindou (donc solaire) par l'empereur Akbar afin de pouvoir mieux récolter les impôts des paysans au bon moment.

On a alors une domination qui étouffe le Bengale, avec une nouvelle aristocratie intégrée à l'empire moghol et qui parle ourdou comme au nord de l'Inde.

Cela produit un pouvoir avec plus d'indépendance, Murshid Quli Khan devenant le premier Nawab (de 1717 à 1727), dans le cadre d'une réorganisation où l'empire perd en fait sa capacité à centraliser.

Preuve de ce changement, Murshid Quli Khan fit en sorte d'abolir le système du jagirdar, terre donnée pour la vie à quelqu'un qui était considéré comme méritoire pour son service militaire (lors de sa mort, la terre revenait, théoriquement, dans les mains du monarque).

C'en était fini de la logique militaire de conquête. Désormais, la terre était louée à un ijaradar - un fermier général, avec le système mal zamini.

Murshid Quli Khan organisa son système ijaradar de la façon suivante. Il a divisé la province en 13 divisions administratives appelées chaklahs, les plus gros fermiers généraux étant des chaklahdars. Des 20 fermiers généraux choisis par Murshid Quli Khan, 19 étaient des hindous.

Cette modification de l'agriculture, couplé au début de la pénétration coloniale britannique au Bengale, provoqua une instabilité majeure, dont l'une des expressions est la grande famine de 1770, qui tua le tiers de la population, soit 10 millions de personnes.

L'empire britannique sera par la suite directement responsable d'autres famines, comme en 1783, 1866, 1873-1874, 1892, 1897, et surtout en 1943, provoquant la mort d'entre deux et quatre millions de personnes.

Il est considéré qu'avec les famines et les maladies, cinquante millions de personnes sont mortes au Bengale entre 1895 et 1920.

Le colonialisme britannique préférait bloquer les approvisionnements, qui étaient au service de ses bénéficiaires, même si cela signifiait la mort par la faim de millions de personnes.

L'empire britannique a d'ailleurs directement repris le principe des fermiers généraux, instaurant un système héréditaire à la fin du 18^e siècle.

Karl Marx, dans *La domination britannique en Inde* (1853), a décrit cela comme un « despotisme européen, planté sur le despotisme asiatique » :

« Il ne peut pas, cependant, rester aucun doute, comme quoi la souffrance infligée par les Britanniques sur l'Hindoustan est d'ordre essentiellement différente et infiniment plus intense que ce que tout l'Hindoustan a eu à souffrir auparavant.

Je ne parle pas du despotisme européen, planté sur le despotisme asiatique, par la British East India Company, formant une combinaison plus monstrueuse que tout monstres divin nous surprenant dans le Temple de Salsette [île de Salsette, au nord de Bombay et célèbre pour ses grottes aux 109 temples bouddhistes]. Ce n'est pas une caractéristique distinctive de la domination coloniale britannique, mais seulement une imitation des Hollandais (...).

Aussi étrangement complexe, rapides et destructrices que puissent apparaître l'action successive en Hindoustan de toutes les guerres

civiles, les invasions, les révolutions, les conquêtes, les famines, tout cela n'est pas allé plus loin que sa surface.

L'Angleterre a décomposé l'ensemble du cadre de la société indienne, sans aucun symptôme de la reconstitution qui apparaîtrait.

Cette perte de son ancien monde, avec aucun gain d'un nouveau, donne un genre particulier de mélancolie à la misère actuelle de l'Hindou, et sépare l'Hindoustan, gouverné par la Grande-Bretagne, de toutes ses anciennes traditions, et de l'ensemble de son histoire passée. »

L'empire britannique sut s'accorder avec des couches prêtes à se lier à lui. Des commerçants travaillent avec la Compagnie des Indes dans les périodes 1736-1740, l'ensemble des 52 bengali à Calcutta étaient hindous, 10 des 12 de ceux à Dacca, et l'ensemble des 25 à Kashimbazar.

L'empire britannique put ensuite défaire le nawab à la bataille de Plassey en 1757.

Cette situation provoqua le développement du fondamentalisme musulman, avec le mouvement Faraizi (terme qui désigne l'obligation due à Dieu), fondée par Haji Shariatullah (1781-1840).

Ce dernier se rendit pour toute une période en Arabie Saoudite et à son retour au Bengale appela à la modification des pratiques en cours, considérées comme ayant connu des déviations et des modifications.

Mais ce fondamentalisme, comme on est au Bengale, fut interprété par les masses paysannes comme un appel à la révolte contre les propriétaires terriens hindous.

La figure clef est ici Muḥsin ad-Dīn Aḥmad (1819-1862), connu sous le nom de Dudu Miyān, qui mena une lutte pour former un nouveau pouvoir régional.

En miroir, on a un processus équivalent chez les hindouistes, dans les villes cette fois, et justement de manière inversée.

C'est la Brahmo Samaj (société de Dieu), fondée par le brahmanes et bourgeois Dwarkanath Tagore (1794 - 1846) et le brahmane et intellectuel Raja Ram Mohan Roy (1772-1833).

On est ici dans le contraire du fondamentalisme, car il s'agit de pratiquer la méditation, de mettre de côté les rites contraignants, de faire des réformes sociales, d'accepter la modernité et de reconnaître la place de la femme.

Il s'agit d'un courant porté par ce qui est appelé jusqu'à aujourd'hui les « bhadrakok » (ou Bhadro Lok), c'est à dire les « gens meilleurs », qui rejettent la culture occidentale tout en cherchant à en élaborer une variante conforme à leurs propres attentes.

Cette situation très contrastée porte déjà les germes d'une opposition entre le Bengale à majorité hindoue et celui à majorité musulmane, et en 1905 l'empire britannique procéda à sa division administrative.

De manière intéressante, l'opposition fut virulente et le Bengale fut réunifié dès 1919.

Néanmoins, les élections étaient séparées pour les hindous et pour les musulmans et finalement les féodaux musulmans réussirent à faire en sorte que le Bengale oriental devienne le Pakistan oriental.

Cela fait que, malgré l'indépendance du Bangladesh, au prix du sang, il existe une immense base féodale musulmane et celle-ci revient par vagues à la surface politiquement, produisant une relecture des événements, dans le sens d'un soutien à l'Islam totalement incohérent si on prend la guerre d'indépendance.

C'est là que les grandes puissances jouent un rôle. Lors de l'indépendance du Bangladesh, le dirigeant de la Ligue Awami, Sheikh Mujib, est devenu le premier ministre, puis le président, avec comme ligne directrice « le nationalisme, la laïcité, la démocratie et le socialisme ».

Mais il représentait une bourgeoisie bureaucratique inféodée à l'Inde, qui avait formé l'armée de libération, ainsi qu'au social-impérialisme soviétique.

Sheikh Mujib devint donc président à vie, et il fit en sorte qu'un seul parti politique existe réellement, sous forme d'une coalition appelée Ligue Krishak Sramik Awami du Bangladesh (Baksal), avec la Ligue Awami et d'autres partis comme le Parti Communiste du Bangladesh soutenant l'URSS social-impérialiste.

Les masses commencèrent à se révolter, notamment après la famine de 1974, qui provoqua 1,5 millions de personnes. Il se produisit alors un coup d'État militaire pro-américain en août 1975 ; Sheikh Mujib fut alors exécuté.

L'officier Ziaur Rahman devint le dirigeant du pays, avec un nouveau parti politique exprimant les intérêts de la superpuissance impérialiste américaine et de la bourgeoisie bureaucratique qui lui était soumis : le Bangladesh Nationalist Party (BNP).

Ziaur Rahman a fait une politique qui était à l'opposé de la précédente, l'État a fait des privatisations, l'islam s'est vu donné un rôle national ; Ghulam Azam, chef exilé des islamistes Jamaat-e-Islami, a été autorisé à revenir en Juillet 1978 avec un passeport pakistanais et a pu rester, même après l'expiration du visa, etc

Ziaur Rahman a subi quelques différents coups d'État, qui ont tous échoué, même si finalement l'un d'eux amena sa mort en 1981. Son successeur, le lieutenant-général Hussain Muhammad Ershad, a suivi sa politique, mais avec son propre parti politique, le Parti Jatiya.

Gouvernant d'une manière autocratique, Ershad a ouvert la voie à un Bangladesh «démocratique» - une « démocratie » sous le contrôle des deux fractions de la bourgeoisie bureaucratique.

Khaleda Zia, veuve de Zia, est alors devenue la dirigeante du BNP, qui a été (et est) une force pro-américaine, et a formé l'alliance des sept partis.

De l'autre côté, la Ligue Awami a été dirigée par Sheikh Hasina, la fille de Sheikh Mujib ; la Ligue

était (et est) une force pro-indo-soviétique, formant historiquement l'alliance des quinze partis.

La Ligue Awami boycotta les élections de 1987, rejoint par le BNP pour les élections de 1988, et Ershad démissionna en 1990.

En 1991, les deux parties étaient à peu près équivalentes, puis, le BNP a gagné en 1996, la Ligue Awami dans une autre élection en 1996, le BNP gagna à nouveau en 2001, la Ligue Awami de nouveau en 2008.

De 1991 à 1996, Khaleda Zia a été Première ministre, Sheikh Hasina a ensuite dominé de 1996 à 2001. Khaleda Zia revint de 2001 à 2006, et après un gouvernement de transition dans une situation instable, avec même un état d'urgence, Sheikh Hasina est revenue au 2009, jusqu'en 2024 où un soulèvement l'oblige à s'enfuir en Inde.

Khaleda Zia, mise en prison depuis six ans, est alors libérée, alors que l'armée organise un gouvernement de transition.

Mais dans le contexte de cette bataille entre deux factions bourgeoises bureaucratiques pour le pouvoir central, les féodaux restent à l'arrière-plan, l'Islam reste prépondérant, les islamistes maintiennent un hyper-activisme et leur fanatisme se réactive toujours plus fort comme fondamentalisme, engloutissant les aspirations des masses du Bangladesh, nation séparée du Pakistan, un Pakistan séparé de l'Inde, une Inde où le Bengale occidental est issu de tout un parcours historique avec le Bengale oriental.

Le Pakistan sans le Bangladesh : la logique de la forteresse assiégée

La perte du Pakistan oriental, qui devint le Bangladesh, fut une catastrophe stratégique pour le Pakistan dans son opposition à l'Inde. L'armée américaine dut même venir à sa rescousse, en envoyant des navires de guerre pour empêcher une intervention maritime militaire indienne.

Quant aux forces aériennes, elles avaient prouvé leur efficacité, en décembre 1971, avec l'opération Gengis Khan. Furent alors visées de nombreuses

bases aériennes indiennes : Amritsar, Ambala, Agra, Awantipur, Bikaner, Halwara, Jodhpur, Jaisalmer, Pathankot, Bhuj, Srinagar and Uttarlai, ainsi que les radars d'Amritsar et Faridkot.

Ce fut un échec toutefois, dans le prolongement de celui de l'opération Gibraltar de 1965, où l'armée pakistanaise pénétra au Cachemire pour tenter de lancer une insurrection anti-indienne.

Le nom de Gibraltar fait référence à la conquête de la péninsule ibérique par les forces arabes précisément depuis Gibraltar, au 8^e siècle.

L'invasion de l'Afghanistan par le social-impérialisme soviétique changea cependant totalement la donne. Le Pakistan devint l'interface américaine pour former et armer les rebelles.

Les Talibans viennent de là : le terme veut dire « étudiants » et on parle des étudiants afghans ayant étudié dans les écoles coraniques pakistanaises après l'invasion soviétique.

Qui plus est, les Talibans sont des Pachtounes, et les 3/4 des Pachtounes vivent au Pakistan. Il fut facile pour les services secrets pakistanaï, la Inter-Services Intelligence (ISI), d'agir en Afghanistan ; l'ISI acquiert alors un rôle éminent dans l'État pakistanaï.

Les avancées des Talibans sont absolument indissociables de l'État pakistanaï ; des dizaines de milliers de Pakistanais ont combattu dans les rangs des Talibans par ailleurs, au-delà de l'appui technique.

Cela conforta l'ISI dans sa démarche « profonde » et c'est lui qui joua un rôle clef dans l'appui militaire et technique au Sri Lanka afin d'écraser en 2009 les Tigres Tamouls, qui étaient appuyés par l'Inde dans leur tentative de former un État séparé.

Surtout, il y a de la part de l'ISI l'appui aux forces islamistes au Cachemire, qui luttent contre l'Inde mais également contre les indépendantistes cachemiris.

Ces forces islamistes sont multiples et d'autant plus prétextes à des actions armées pour lesquelles le Pakistan nie toute responsabilité : Jaish-e-Mohammed (l'armée de Mahomet), Lashkar-e-Taiba

(l'armée des pieux), Hizbul Mujahideen (le parti des moudjahidines), etc.

C'est Lashkar-e-Taiba qui a revendiqué le meurtre de 25 touristes hindous et d'un guide touristique musulman au Cachemire le 22 avril 2025, déclenchant un nouvel affrontement indo-pakistanaï.

De manière notable, il y avait juste avant, le 16 avril 2025, un discours du dirigeant de l'armée pakistanaï, Asim Munir, à des Pakistanais expatriés. Le Cachemire y fut présenté comme « la veine jugulaire » du Pakistan.

Il affirma de manière catégorique la théorie des deux nations :

« Vous devez raconter l'histoire du Pakistan à vos enfants afin qu'ils n'oublient pas que nos ancêtres pensaient que nous étions différents des hindous dans tous les aspects de la vie.

Nos religions sont différentes, nos coutumes sont différentes, nos traditions sont différentes, nos pensées sont différentes, nos ambitions sont différentes.

C'est le fondement de la théorie des deux nations qui a été posée.

Nous sommes deux nations, nous ne sommes pas une seule nation (...). Peu importe où vous vivez, rappelez-vous que vos racines se trouvent dans une haute civilisation, une idéologie noble et une identité fière. »

Pour comprendre l'importance de l'armée comme fer de lance de l'idéologie nationale pakistanaï, il

suffit de constater que jamais aucun premier ministre n'a été en mesure de terminer son mandat. Les coups d'État pour propulser un nouveau régime sont réguliers, ceux qui ont réussi s'étant déroulés en 1958, en 1977 et en 1999.

Ce sont des généraux qui ont façonné les traits généraux du pays : Ayoub Khan dans les années 1960, Yahya Khan et Zia ul Haq dans les années 1980, Pervez Musharraf dans les années 2000.

Tout cela tient à la combinaison d'une base féodale sur laquelle vient se construire une dimension

coloniale, puisque le Pakistan est historiquement un acteur au service de la superpuissance impérialiste américaine.

Mais à cela s'ajoute, comme pour Israël, une spécificité historique dans la constitution du pays lui-même, ce qui produit une logique de la forteresse assiégée devenant elle-même assiégeante. ■

Friedrich Engels, lettre à Karl Marx du 6 juin 1853

L'absence de propriété foncière est en effet la clef de tout l'Orient. C'est là-dessus que repose l'histoire politique et religieuse. Mais d'où vient que les Orientaux n'arrivent pas à la propriété foncière, même pas sous forme féodale ?

Je crois que cela tient principalement au climat, allié aux conditions du sol, surtout aux grandes étendues désertiques qui vont du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'**Inde** et la Tatarie, jusqu'aux hauts plateaux asiatiques. L'irrigation artificielle est ici la condition première de l'agriculture ; or, celle-ci est l'affaire, ou bien des communes, des provinces, ou bien du gouvernement central.

En Orient, le gouvernement n'avait jamais que trois départements ministériels : les finances (pillage du pays), la guerre (pillage du pays et de l'étranger) et les travaux publics, pour veiller à la reproduction.

Aux **Indes**, le gouvernement britannique a réglé les numéros 1 et 2 de manière assez philistine et jeté complètement par-dessus bord le numéro 3 — et l'agriculture indienne va à sa perte. La libre concurrence subit là-bas un échec complet. Cette fertilisation artificielle du sol, qui cessa dès que les conduites d'eau se détériorèrent, explique le fait, autrement bien étrange, que de vastes zones soient aujourd'hui désertes et incultes, qui autrefois étaient magnifiquement cultivées (...); ceci explique également qu'une seule guerre dévastatrice ait pu dépeupler un pays pour des siècles et le dépouiller de toute sa civilisation.

La bataille sino-américaine pour l'exploitation des mines sous-marines

Lorsqu'elle a été lancée, la revue *Crise* avait pour objectif de suivre le parcours de ce qui a été identifié comme la « seconde crise générale du capitalisme ». Après en avoir saisi les contours généraux, il a très vite été avancé les éléments spécifiques de cette crise générale propre au capitalisme développé.

Dans ce cadre, et grâce au recul historique lié à la fermeture de la première crise générale (1917-1989), il a été saisi que *le capitalisme cherche à se sortir de sa crise générale par la guerre de repartage ainsi que par la restructuration-modernisation de certains secteurs.*

Ces deux aspects ne sont pas séparés mais avancent conjointement pour former littéralement la trame de l'évolution contradictoire de la crise générale.

Au regard du déroulement de la seconde crise générale entre 2020 et 2025, on voit que ces éléments ont pris toujours plus de relief. Il en va bien évidemment de la guerre et de la prise de contrôle des monopoles de l'armement sur l'économie, mais également de manière plus générale du renforcement des monopoles dans l'appareil d'État lui-même pour relancer le capitalisme sur une nouvelle base.

Cette nouvelle base est tout à la fois quantitative et qualitative : il s'agit d'ouvrir de nouveaux secteurs, de dynamiser la base industrielle toute entière comme le reflète bien la question de l'intelligence artificielle avec, à l'arrière-plan, toute la question de la modernisation de son édifice matériel.

L'IA, avec son support matériel fondamental que sont les semi-conducteurs, est sans nul doute l'un des aspects centraux de la restructuration en cours avec la question de la mise à jour des forces productives (voir *Crise* n°11).

Or, comme on le sait, les semi-conducteurs, tout comme les batteries pour les véhicules électriques ou les panneaux solaires, nécessitent pour leur fabrication des éléments métalliques essentiels baptisés « métaux rares » tels que le lithium, le cobalt, le gallium ainsi que bien d'autres éléments contenus dans les dites « terres rares ».

Ces intrants productifs sont au cœur même de la seconde crise générale avec comme moteur l'affrontement entre la superpuissance américaine et sa rivale chinoise. Quiconque aura de l'avance dans ce domaine s'assure d'un avantage compétitif indéniable pour mettre à distance ses concurrents.

Depuis les années 1970, il a été mis en évidence la présence de nodules polymétalliques dans les abysses de certaines zones des océans. Contrairement aux métaux contenus dans les terres, les nodules océaniques des fonds marins contiennent en bien plus grande quantité ces métaux.



Si la volonté extractive existe depuis cette décennie 70, sa rentabilité à long terme pour le capitalisme n'existe que récemment grâce aux avancées technologiques, notamment en matière de cartographie sous-marine 4D et de processus d'extraction en hauts fonds grâce à de nouveaux robots sophistiqués.

Le coût de collecte et de raffinage a donc été abaissé. Dans une moindre mesure, il y a également les sites hydrothermaux des dorsales océaniques. Selon plusieurs études, les fonds sous-marins planétaires abriteraient environ 1140 milliards de tonnes de minéraux.

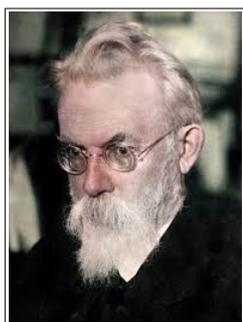
Cela en fait un élément majeur de la bataille pour la restructuration du capitalisme mondial, avec nécessairement une bataille entre les deux principales superpuissances pour s'assurer des chaînes d'approvisionnement stables et sécurisées.

La dimension écologique du plancher océanique

Pour justifier l'exploitation des mines sous-marines, les puissances du capitalisme se doivent toutes de nier la réalité de la Biosphère qui veut que la planète Terre est un organisme vivant où tous les éléments sont inter-reliés.

Cette liaison continue de tous les éléments géochimiques de la Terre *forme un grand tout dans lequel est possible ce qu'on appelle la vie*. Et au-delà des formes spécifiques de la vie sur Terre, il y a donc l'hypothèse Gaïa qui veut que la planète Terre elle-même, en général, forme un superorganisme vivant.

Or, au cœur de cette dynamique, ce qui revêt un aspect principal, c'est le rôle des océans (et des mers bien évidemment). Il est souvent rappelé que la planète Terre possède cette caractéristique typique vue de l'espace d'être la « planète bleue », c'est-à-dire que l'immense majorité de son espace est composée des océans (70%). D'ailleurs parler de notre planète comme de la Terre est un biais anthropocentré lié à la condition de mammifère terrestre de l'être humain puisqu'en réalité notre planète est surtout l'« Eau ».



Ce qu'il faut bien voir présentement, c'est que les êtres humains ont découpé les océans en zones géographiques mais, du point de vue écologique, cela n'a pas de sens car il n'y a qu'un seul et unique océan.

Comme on le sait grâce aux scientifiques de premier ordre, Vladimir Vernadsky et Lynn Margulis, cette réalité géochimique est à la base de la vie terrestre, celle-ci étant même un saut qualitatif de la vie micro-

bactérienne née dans le cœur des océans. Les cyanobactéries qui sont apparues il y a environ 3,8 millions d'années ont été à la source du développement de l'oxygène lors de la période de la « Grande Oxydation ».



En 1926, Vladimir Vernadsky publiait, dans le Bulletin de l'Académie des Sciences de l'URSS, l'article « Sur la multiplication des organismes et son rôle dans le mécanisme de la biosphère », dans lequel il constatait :

« La vie embrasse toute la terre ferme depuis les sommets d'une hauteur d'à peu près 8 km jusqu'aux abîmes les plus profonds ; elle s'infiltré par endroits dans les fissures et les cavités à une profondeur de plus d'un kilomètre.

Dans la biosphère, la vie est dispersée. Elle se concentre en de minces couches du sol, dans les forêts, les champs, les steppes, les bassins aqueux, le plancton marin, les boues du fond marin.

Elle est plus intense et plus développée dans les amas de sargasses à la surface de l'océan, dans ses mers, ses bas-fonds, sur la frontière de l'océan et de la terre ferme, près des îles et des continents. »

Aujourd'hui, on estime que près de 80 % de l'oxygène est fourni par le phytoplancton des océans, alors même qu'il ne représente que 1 % de la biomasse d'organismes photosynthétiques sur la planète. Dans l'état actuel de la science, on sait que l'océan abrite de 50 à 80 % des espèces vivantes sur Terre.

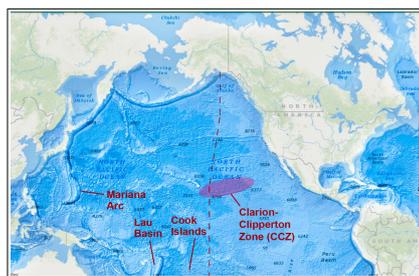
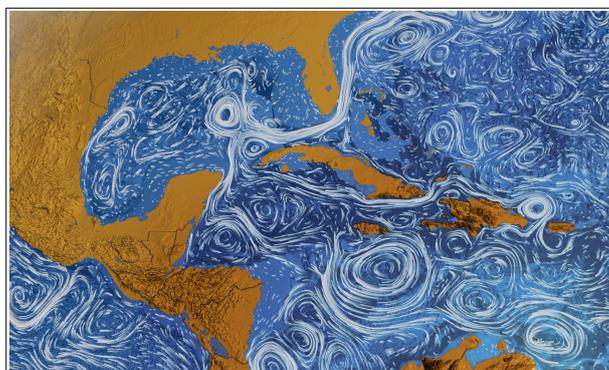
De la même manière, l'océan est à la source même de la régulation du climat planétaire, notamment par la circulation des courants, mais aussi par l'absorption du dioxyde de carbone. Celui-ci, généré en trop grosse quantité par l'Humanité, provoque d'ailleurs son acidification.

Dans les faits, les connaissances scientifiques sur l'océan ne font que commencer, et notamment pour les fonds marins, car il fallait pour cela pouvoir disposer de forces productives suffisamment développées.

Par conséquent, dans cette immensité océanique, il y a des points névralgiques, des nexus où les interconnexions géochimiques sont centrales, formant des sortes de canevas pour la Biosphère.

Sur Terre, il y a les zones humides, les chaînes montagneuses, les forêts tropicales, et sur l'océan, il y a par exemple les barrières de corail, mais aussi les fonds-marins.

Évidemment, rien n'évoluant de manière séparée, tous ces éléments sont liés dans une dynamique d'ensemble.



Les grands fonds-marins sont un écho du mouvement de la tectoniques des plaques. La zone de fracture de Clipperton dans l'océan Pacifique qui s'étend sur 4 500 000 kilomètres carrés en est un exemple du fait de son relief, loin de toute dorsale océanique. On peut par exemple citer la zone de fracture de Clipperton dans l'océan Pacifique, qui s'étend sur 4 500 000 kilomètres carrés.

Forcément, de telles zones regorgent d'éléments géochimiques essentiels et sont liées à un processus lent et millénaire : c'est là où l'on retrouve la formation des nodules polymétalliques, ainsi que des croûtes spécifiques.

La caractéristique de ces fonds-marins en termes minéraux fait qu'ils forment un chaînon précieux et vital pour la dynamique de la Biosphère, cela d'autant plus que la température y est proche de zéro degré, que les nutriments tout comme la lumière y sont presque absents. Ainsi, de nombreuses formes de vie organique sont en symbiose avec ces nodules, y puisant leurs ressources vitales.

À ce titre, il est souvent rappelé que les zones dans lesquelles des échantillons de nodules ont été prélevés dans les années 1970 n'ont toujours pas vu la vie y revenir. En effet, la collecte, et par conséquent l'exploitation de tels espaces, passent par soulever ces nodules qui engendrent le soulèvement de sédiments et de poussières, qui peuvent alors circuler dans tout le plancher océanique grâce aux courants.

Il faut s'imaginer des modalités similaires à une mine terrestre, mais dans des fonds marins de très grande profondeur, là où les conditions même de la vie sont particulièrement fragiles.

La géologue de l'Institut de physique du globe de Paris, Mathilde Cannat, explique ainsi :

« La collecte soulève des sédiments près du fond, et en diffuse tout le long de la colonne d'eau lorsque l'on remonte les minéraux vers la surface (...).

Même si on prévoit des zones tampons, sans exploitation, les courants diffuseront cette pollution dans l'ensemble du milieu océanique et jusqu'à la surface.

Elle pourrait modifier les écosystèmes - notamment les espèces qui dépendent de la lumière ou utilisent la bioluminescence - et altérer le fonctionnement de la pompe biologique qui capte du dioxyde de carbone dans l'atmosphère et le séquestre durablement au fond des océans.

Si ce mécanisme est perturbé, cela renforcera le réchauffement climatique. »

Ou comme le remarquait l'ancien président du muséum d'Histoire naturelle :

« Les écosystèmes profonds sont totalement connectés au reste de la planète, les modifier pourrait avoir des répercussions sur les grands cycles biochimiques de la Terre, y compris sur les continents. »

La dimension écologique du plancher océanique forme un obstacle majeur pour l'accumulation du capital. Pour le capitalisme mondial, malgré la connaissance générale de la place centrale de l'océan pour la Biosphère, il s'agit de trouver les manières de justifier son exploitation de manière « durable ». Cela n'est évidemment pas possible.

La question du code minier pour les fonds marins

Dialectiquement, et ce de manière conforme à la contradiction du développement des forces productives dans le mode de production capitaliste, la découverte des richesses

écologiques océaniques au cours des années 1960-1970 a suscité autant l'émerveillement sensible de l'opinion publique mondiale que l'appétit insatiable de certains secteurs du capitalisme.

C'est dans ce cadre qu'est née l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) en 1994 en Jamaïque dans le sillage de la mise à jour de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) alors adoptée à Montego Bay en 1982. L'AIFM est à la base de la définition des zones économiques exclusives et se veut l'organe de régulation des eaux dites « internationales ».



Reconnue par plus de 160 pays, cette convention vise à encadrer le droit de la mer dans les eaux internationales avec 29 chapitres. De toute évidence, cette convention ne vise absolument pas à sanctuariser les fonds marins, mais applique essentiellement l'idée du « éviter, réduire, compenser » tout en affirmant que ces espaces relèvent du « patrimoine commun de l'humanité ».

Reste que malgré la timidité manifeste de cette convention, les États-Unis ne l'ont jamais ratifiée, pas plus qu'ils n'ont adhéré à l'AIFM. Cette absence des États-Unis de l'organisme international de contrôle des eaux internationales permet de maintenir une ambiguïté quant à l'exploitation des fonds marins.

Il faut bien préciser ici que l'AIFM, qui régit les fonds marins des eaux internationales, contribue à la définition des zones économiques exclusives (les zones allant jusqu'à 370 km au large des côtes) dont la souveraineté n'est pas pleine et entière. À l'inverse, les eaux territoriales, celles qui s'étendent jusqu'à 22,2 km des côtes d'un pays maritime, relèvent de la souveraineté totale du pays en question.

Ainsi, la Norvège a été le premier pays à organiser un projet d'exploitation sous-marine dans les eaux sous sa juridiction. Ce projet reste pour l'instant en suspens, se trouvant bloqué par le parlement, preuve de la révolus ion de l'opinion publique devant de telles prétentions.

L'AIFM est donc au cœur de la question des eaux internationales, là où sont situées précisément les fractures océaniques et les principales zones minières sous-marines. Pour l'instant, l'Autorité fournit des licences pour l'exploration (et non l'exploitation) de zones dans les eaux internationales.

En 2023, on comptait 31 licences délivrées, dont 19 concernant les nodules polymétalliques, 7 pour les sulfures polymétalliques et 5 pour les encroutements cobaltifères. Ces licences ont été délivrées à la Chine avec la China Minmetals Corporation, l'IFREMER pour la France, mais aussi le Japon, l'Inde, la Russie, l'Allemagne, la Corée du Sud, le Royaume-Uni, la Belgique, la Pologne, Singapour, et les Îles Cook.



Dans ce contexte, il y a deux voies pour le capitalisme mondial : faire adopter un code minier permettant une exploitation « réglementée », essentiellement pour garder la face

devant les opinions publiques, ou bien y aller en mode « far west » dans la mesure où l'on parle justement de zones inexploitées, « vierges » d'un point de vue anthropocentré et capitaliste.

La pression capitaliste est montée d'un cran en 2021, lorsqu'un petit État insulaire du pacifique, Nauru, associé à une entreprise canadienne spécialisée dans l'exploitation maritime, The Metals Company, a lancé un ultimatum à l'AIFM sous le nom du « Nori project » (Nauru Ocean Resources Inc.). Fondé sur le respect de la clause « des deux ans », l'ultimatum de la filiale « Nauru Ocean Resources » a imposé à l'AIFM l'adoption sous les deux ans d'un règle internationale pour l'exploitation des fonds marins.



En cas de non-adoption d'un tel code au 9 juillet 2023, l'État associé à l'entreprise pourrait décider de la caducité de l'Autorité et se lancer dans l'exploitation. En 2023 aucun code n'avait été adopté, mais les négociations se sont poursuivies.

Malgré déjà des retards, augmentant d'autant plus la pression, l'année 2025 apparaît comme un tournant majeur. Il s'est tenu entre le 16 et le 28 mars 2025 la première partie de la 30^e session annuelle de négociations sur l'élaboration de ce « code minier » qui doit encadrer l'exploitation des fonds marins sur la base de la dispense des licences. La seconde partie doit se tenir en juillet 2025.

Dans tous les cas, réglementation ou non, l'officialisation, d'une manière ou d'une autre, de l'exploitation des fonds marins ne peut être qu'un désastre écologique. Dans le contexte de décadence du capitalisme mondial, jamais il ne sera permis d'opérer un contrôle et une surveillance stricte de zones si vastes et éloignées de la civilisation humaine. Cela ne peut être qu'un *far-west* moderne pour les monopoles de l'extraction minière.

La bataille mondiale entre les deux superpuissances

Il y a une chose qui apparaît d'emblée lorsqu'on regarde cette question des fonds-marins : les États-Unis ne sont pas membres de l'AIFM, ils n'ont donc pas de licences d'exploration, bien qu'ils maintiennent une présence indirecte *via* des licences délivrées par certaines de leurs entreprises à des États membres, telles les licences du monopole de l'armement Lockheed Martin au Royaume-Uni.

À l'inverse, la Chine est une grande actrice de l'institution internationale, avec notamment une mission permanente ainsi que des licences dans les trois domaines des nodules et des sulfures polymétalliques ainsi que des encroutements cobaltifères.

On retrouve ici l'arrière-plan de l'affrontement entre les deux superpuissances mondiales. Pour ces deux superpuissances, l'enjeu est compétitif mais aussi stratégique du fait qu'il s'agit de sécuriser des chaînes d'approvisionnement pour l'économie civile, mais aussi et surtout pour leurs complexes militaro-industriel et les perspectives de guerre.

D'un côté, il y a la superpuissance américaine qui bénéficie de ses acquis liés à sa domination planétaire depuis la fin de la Première Guerre mondiale, avec une présence

maritime d'autant plus renforcée qu'elle s'appuie sur une continuité de bases militaires. C'est la raison pour laquelle ils n'ont jamais ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer donnant lieu à l'adhésion à l'AIFM.

De l'autre côté, il y a la Chine comme superpuissance challengeuse montante qui compte bien dilapider les acquis américains de l'intérieur même de l'« ordre international ». Membre de l'AIFM, ses cinq licences d'exploration lui donneraient des droits sur 240 000 kilomètres carrés de fonds marins internationaux.

Comme on le sait, la Chine bénéficie d'un monopole exclusif sur les terres rares et il lui faut absolument conserver cette longueur d'avance en vue de solidifier les autres aspects de sa puissance, notamment militaires, pour remplacer les États-Unis.

Avec la hausse de la demande mondiale en minerais conjuguée à la baisse des ressources terrestres, les fonds-marins deviennent fondamentaux. Le 14^e plan quinquennal (2021-2025) fixait les minéraux comme un élément stratégique pour la réussite de la Chine, se concrétisant par le lancement de 50 missions d'explorations.



Dans ce contexte, il y a eu un tournant en juillet 2023 lorsque la Chine a bloqué, avec la Russie et la Corée du Sud, un moratoire sur la protection des écosystèmes marins dans le cadre d'une négociation de l'AIFM en Jamaïque. La pression est toutefois restée importante, bloquant l'exploitation officielle, avec 2025 comme date butoir pour l'adoption d'un code minier.

Dans ce cadre, Taïwan apparaît là aussi comme central, puisqu'elle est une porte stratégique sur le Pacifique et la zone de Clarion-Clipperton connue pour son importante concentration en nodules polymétalliques. Mais c'est également au sud de Taïwan que la Chine a découvert des fonds-marins avec des nodules, de la même manière qu'en février 2025, la Chine signait un partenariat stratégique avec les îles Cook allant dans ce sens.

Il apparaît clairement que l'ouverture de la guerre de repartage impérialiste avec le conflit militaire en Ukraine précipite les choses. Cela se lit notamment dans le volte-face de la position de la France qui, en septembre 2021, s'opposait au moratoire soutenu par l'Union internationale pour la conservation de la nature, avant de le soutenir à partir de 2022.

Les puissances secondaires, et notamment la France qui possède l'une des plus vastes étendues maritimes mondiales, doivent forcément temporiser.

La France a par exemple des droits dans la zone ultra-disputée de Clarion-Clipperton. Pour cause : cette zone abriterait à elle seule 34 milliards de tonnes de minéraux, dont 340 millions de tonnes de nickel - autant que les réserves terrestres estimées et 100 fois la production mondiale en 2023. On y trouverait également environ 13 % des réserves terrestres connues.

En Polynésie française, Oscar Temaru, leader du parti indépendantiste « Tavini huiraatira » à la tête de cette collectivité d'outre-mer qui bénéficie de compétences autonomes et élargies, s'est montré favorable à l'exploitation des fonds marins. Parlant de

« bénéfiques alléchants », certains ont affirmé qu'il se serait même rapproché de la Chine, l'enjeu étant ni plus ni moins que de reconnaître la ZEE de la Polynésie comme relevant de cette collectivité et non de la métropole.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les propos tenus par Emmanuel Macron lors du sommet SOS Océans à Paris à la fin mars 2025, affirmant qu' « *il ne doit pas y avoir d'action concernant l'océan qui ne soit éclairée par la science* ».

Dans la même perspective, l'Organisation de la coopération et du développement économique (OCDE) publiait début avril 2025 un « rapport sur l'économie et l'océan à l'horizon 2050 » dans lequel il est affirmé :

« À ce jour, seul un quart des fonds marins est cartographié, très peu de pays ont mis en place une planification spatiale marine à grande échelle, et de vastes zones des grands fonds restent encore à découvrir et à protéger. »

La France rejoint ainsi la coalition d'une trentaine de pays qui défend auprès de l'AIFM le moratoire tant que des connaissances scientifiques n'aurent pas abouti à une plus grande connaissance des fonds marins.

C'est de l'hypocrisie car, dans les faits, la science sait l'importance universelle des océans et des fonds marins dans la dynamique générale de la Biosphère.



Le moratoire défendu par une trentaine de pays, dont la France, n'est pas une position de sanctuarisation écologique, mais celle de puissances secondaires en fin de course qui, prises entre deux feux, cherchent à temporiser pour mieux gagner du temps dans le cadre de la crise générale du capitalisme.

Car à l'opposition chinoise du moratoire lors de la session de l'AIFM en juillet 2023 en Jamaïque a répondu l'adoption par Donald Trump le 24 avril 2025 d'un décret autorisant l'exploitation des fonds-marins américains alors même que l'échéance lancée en 2021 par Nauru est arrivée à maturité en juillet 2023.

L'administration présidée par Donald Trump s'est montrée d'emblée très favorable à l'exploitation, en présentant la législation adoptée par le président Jimmy Carter en 1980, le « Deep Seabed Hard Mineral Ressources Act », comme une garantie légale pour la délivrance de licences d'exploitation dans les eaux internationales sur la base de partenariats bilatéraux avec d'autres Etats ou entreprises. Ce à quoi le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun, a répondu :

« L'autorisation par les États-Unis des activités de prospection et d'exploitation des ressources minérales sur leur soi-disant plateau continental extérieur enfreint le droit international et nuit aux intérêts de la communauté internationale dans son ensemble. »

Dans cette perspective, Donald Trump a trouvé sur son chemin le PDG de The Metals Company (TMC) qui est associé à l'État d'Océanie, Nauru, pour renforcer la pression mondiale en faveur de mines sous-marines dans le secteur de Clarion-Clipperton.

TMC Company et le “Elon Musk des abysses” associé à la superpuissance américaine

En 1997, l'entreprise canadienne Nautilus Minerals avait lancé l'un des tout premiers projets d'exploitation des fonds marins en Papouasie-Nouvelle-Guinée, surnommé « Solwara 1 ». Bien avancé dans son projet, celui-ci n'a heureusement pas abouti grâce à la faillite de l'entreprise en 2019. C'était un premier coup lancé dans la course à l'exploitation océanique.

À la tête de la direction financière, puis de la direction générale entre 2006 et 2011, on trouve Gérard Barron surnommé le « Elon Musk des abysses » tant ses prétentions destructrices sont démesurées et comparables à celles de la personne à la tête de la première fortune mondiale. Dans une interview de 2024 au média français France Inter, Gérard Barron tenait ces propos insupportables et révélateurs d'une bourgeoisie agressive :

« Pourquoi laisser tranquille l'endroit sur Terre où il y a le moins de vie, le moins d'impact pour la biomasse ?

On devrait plutôt faire un moratoire pour la forêt tropicale et envoyer tout le monde dans les plaines abyssales.

Franchement, c'est l'argument le plus stupide qui soit de dire qu'il faut préserver les plaines abyssales ! »

C'est en 2011 que Gérard Barron cofonde sa propre entreprise baptisée « DeepGreen Ressources », devenue The Metals Company (TMC) en 2021 après son acquisition par « Sustainable Opportunities Acquisition Corp » (SOAC), une société écran devant servir à introduire TMC en bourse. Cela devait servir TMC pour maintenir un capital et réaliser les investissements colossaux nécessaires pour l'industrialisation minière, et ce malgré l'absence d'horizons clairs.

D'emblée, l'objectif de l'entreprise a été d'exploiter à fond les nodules de manganèse dans la zone de Clarion-Clipperton en se démarquant de Nautilus Minerals, en proposant une nouvelle méthode d'exploitation supposée « durable » (pour la collecte des nodules sur les sédiments).

En 2024, TMC a réalisé ses premières extractions de nodules sans débouchés commerciaux en association avec l'entreprise suisse « Allseas » spécialisée dans l'offshore qui lui a fourni un navire.

Alors que TMC se montrait prudente sur la question de la réglementation internationale, reconnaissant la souveraineté juridique de l'AIFM sur les eaux internationales, l'arrivée de Donald Trump au pouvoir en janvier 2025 a changé la donne.

C'est dans ce cadre qu'a été signé le décret d'exploitation du 24 avril 2025, avec la dépose d'une demande de licence d'exploitation dans la zone Clarion-Clipperton auprès de l'administration américaine, précisément auprès de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

Il faut dire que la bourgeoisie compte jouer à fond sur l'intelligence artificielle pour endormir l'opinion publique mondiale et lui faire croire qu'elle serait devenue une classe sociale en mesure de planifier les choses, de surcroît de manière harmonieuse avec les cycles de la Biosphère.

Ce sont du moins les horribles propos de Scott Vincent, directeur du « Centre de recherche sur les matériaux critiques des océans » aux États-Unis :

« Grâce à l'intelligence artificielle, une firme comme Impossible Metals récoltera les nodules comme on ramasse des galets sur une plage, un par un. Cela épargnera ceux où sont fixés des organismes vivants.

De même, cette récolte « à la main » empêchera de soulever des sédiments. Toutes les analyses de cycle de vie montrent que les nodules ont une empreinte carbone bien moindre que celle des minerais continentaux. »

L'administration de Donald Trump a donné un gage important pour cette nouvelle industrie minière en nommant Howard Lutnick au poste de secrétaire au Commerce.

Ancien directeur général de « Cantor Fitzgerald », principal banquier de TMC, il déclarait à la fin du mois de janvier 2025 à propos de l'exploitation minière sous-marine :

« Il est important pour la sécurité nationale américaine que nous produisions nous-mêmes les minéraux clés des terres rares.

Heureusement, nous disposons des meilleures terres du monde, et sous nos mers il y a le reste de ce que nous n'avons pas sur terre. Nous devons l'exploiter, le comprendre et prendre soin de l'Amérique. »

À quelques semaines de l'ouverture au mois de juin 2025 de la troisième « Conférence des Nations Unies sur l'Océan » à Nice, le patron de TMC a remis un coup de pression en faveur de l'adoption rapide d'un cadre réglementaire, en déclarant :

« Nous pensons avoir suffisamment de connaissances pour démarrer et prouver que nous pouvons gérer les risques environnementaux.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un régulateur doté d'un régime réglementaire solide et disposé à accorder à notre demande une audience équitable.

C'est pourquoi nous avons officiellement entamé le processus de demande de licences et de permis dans le cadre du code américain sur l'exploitation minière des fonds marins. »

C'est dire si la restructuration du capitalisme s'accélère autour de ce secteur.

D'ailleurs, quelques jours après le décret signé par Donald Trump, le congrès à Washington a lancé une audition sur le sujet. Elle y a entendu le scientifique du MIT Thomas Peacock favorable à l'exploitation, les dirigeants de TMC et de son concurrent « Impossible Metals », un représentant de la « Coalition pour la préservation de l'océan profond » opposé à l'exploitation sous-marine.

L'année 2025 se présente ainsi comme un véritable tournant en matière de restructuration du capitalisme mondial dans le domaine de l'exploitation des fonds marins.

Une poussée en avant capitaliste qui ne va qu'accentuer l'écocide et emmener l'Humanité dans les abîmes. Cette donnée de la seconde crise générale du capitalisme ne peut que remettre sur le devant de la scène la question écologique et la nécessaire place de l'Humanité dans le grand tout de la Biosphère, le Communisme. ■

Vladimir Vernadsky L'autotrophie de l'humanité

« La force des marées et des vagues marines, l'énergie atomique radioactive, la chaleur solaire peuvent nous donner toute la puissance voulue. L'introduction de ces formes d'énergie dans la vie est une question de temps. Elle dépend de problèmes dont la solution ne présente rien d'impossible. L'énergie ainsi obtenue n'aura pas de limites pratiquement.

En utilisant directement l'énergie du soleil, l'homme se rendra maître de la source d'énergie de la plante verte, de la forme qu'il utilise par l'intermédiaire de cette dernière dans sa nourriture et dans ses combustions.

17. La synthèse des aliments, libérée de l'intermédiaire des êtres organisés, quand elle sera accomplie, changera l'avenir humain (...). Que signifierait une synthèse pareille des aliments dans la vie humaine et dans la vie de la biosphère ? Par son accomplissement, l'homme se libérerait de la matière vivante. D'un être social hétérotrophe, il deviendrait un être autotrophe.

La répercussion de ce phénomène dans la biosphère doit être immense. Ce fait signifierait la scission du bloc vivant, la création d'un troisième embranchement indépendant de la matière vivante. Par ce fait apparaîtrait dans l'écorce terrestre, et pour la première fois dans l'histoire géologique du Globe, un animal autotrophe.

Il nous est aujourd'hui difficile, peut-être impossible de nous représenter les conséquences géologiques de cet événement ; – mais il est clair que ce fait serait le couronnement d'une longue évolution paléontologique, représenterait non une action de la volonté libre humaine, mais la manifestation d'un processus naturel.

L'entendement humain produirait par ce fait non seulement un grand effet social, mais un grand phénomène géologique (...). Le naturaliste ne peut contempler cette découverte qu'avec une grande tranquillité. Il voit dans son accomplissement l'expression synthétique d'un grand processus naturel qui dure depuis des millions d'années et qui ne présente aucun signe de dissolution. C'est un processus créateur et non anarchique.

De fait, l'avenir de l'homme est toujours formé en grande partie par l'homme lui-même. La création d'un nouvel être autotrophe lui donnera, des possibilités qui lui ont manqué pour l'accomplissement de ses aspirations morales séculaires elle lui ouvrira les voies d'une vie meilleure. »